



Le marché aux fleurs

On a toujours comparé les femmes aux fleurs... Si vous aimez les femmes et les fleurs, c'est un rendez-vous depuis quelques jours Place Jacques-Cartier où vient d'ouvrir le marché aux fleurs qui, chaque année offre à ses visiteurs un choix illimité de verdure, de couleurs et d'odeurs. Une sorte de contribution esthétique de la Ville de Montréal qui vient de lancer sa campagne d'embellissement.

photo J.-Y. Lévesque, LA PRESSE

2 sondages: 2 résultats

par Yves LECLERC

Un sondage de CROP diffusé par Radio-Canada et accordant au Parti québécois plus de popularité qu'aux libéraux chez les francophones du Québec a déclenché une "guerre des sondages".

Aussitôt après la publication des résultats à "Actualité 24" hier soir, le premier ministre Bourassa a ordonné de rendre public un autre sondage, commandé par le parti libéral à IQOP à la même époque, selon lequel ce sont les gouvernements qui sont en avance sur les péquistes dans l'électorat de langue française.

Alors que CROP accorde au PQ 24,3 p. 100 des intentions de vote contre 21,2 p. 100 aux libéraux, IQOP donne des chiffres de 25,5 et 29 pour ces deux partis. Dans les deux cas, les tiers partis, Union nationale et érédistes, traînent loin derrière avec moins de 6 p. 100 des voix; dans les deux cas aussi, les répondants semblent manifester leur apathie par un nombre élevé d'indécis et de refus de répondre: 45 p. 100 à CROP et 36,5 à IQOP.

D'après le sondage de Radio-Canada, les péquistes dépassent de loin les libéraux dans la région de Montréal, leur tiennent tête à Québec, et sont légèrement à la traîne dans le reste de la province. D'après celui des libéraux, ceux-ci mènent partout avec une marge assez confortable. Il faut cependant souligner qu'IQOP ne fait pas la distinction entre électeurs anglophones et francophones dans les trois régions.

La même opposition se manifeste quant aux tendances générales indi-

quées par ces sondages. Alors que CROP conclut à une baisse des libéraux et à un progrès assez net du PQ, IQOP affirme au contraire qu'après une faiblesse en novembre dernier, le parti gouvernemental connaît une vigoureuse remontée face à son principal adversaire.

CROP a tenu son sondage du 28 avril au 2 mai, auprès de 1.101 personnes; IQOP a fait le sien du 21 au 24 avril auprès de 924 répondants. Dans le premier cas, tous les gens interrogés sont des francophones, alors que dans le second, 17 p. 100 sont anglophones. Une autre différence entre les deux études se situe dans la définition des régions. Pour CROP, Montréal représente 48 p. 100, Québec 8 p. 100 et le reste de la province 44 p. 100. Pour IQOP, ces chiffres sont respectivement de 58, 14,5 et 27,5.

Dans un communiqué signé par son président Claude Desrosiers, le parti libéral allègue que "le sondage de l'IQOP est plus précis" parce qu'il comporte moins d'indécis que celui de CROP. Mais il faut souligner en échange que CROP a interrogé plus de gens, et que son étude a été commandée par Radio-Canada, organisme neutre dans l'affaire, plutôt que par un parti politique directement intéressé.

D'autre part, la question sur l'intention de vote était la seule de l'enquête d'IQOP, alors qu'elle ne constituait qu'une seule des 22 questions de CROP, qui a fouillé beaucoup plus profondément sur plusieurs autres sujets.

Autres informations
— page D-20

AUJOURD'HUI

Trudeau visite
l'Europe des Neuf
— page A 5

EXIT la
Commission Cliche
— page A 7

L'inévitable
Old Orchard
— cahier E

SOMMAIRE

Arts et Lettres: E 1 à E 18
Bandes dessinées: D 16
Bâtir au Québec: F 2, F 3
Bricolage: F 1
Bridge: D 18
Cinéma: E 8
Décès, naissances etc.: H 22, H 23
Échecs: D 18
Économie: A 8 à A 12
Éditorial: A 4
Enigme de la semaine: D 18
États-vous observateur?: G 5
Horoscope: C 3
Informations étrangères: D 21
Informations nationales: D 20
Jardins et maisons: F 1
La gastronomie: E 21
La grille des mœurs: D 16
Les cocasseries: H 18
"LE PARRAIN": G 1
Les maux de notre langue: C 5
Loisirs et Récréation: D 16, D 17
Médecine d'aujourd'hui: C 4
Mon Oeil sur Montréal: C 2
"Mot-mystère": D 16
Mots croisés: G 3
Nos amies les bêtes: H 10
Petites annonces: F 4 à F 8, G 1 à G 8, H 1 à H 22
Radio et télévision: E 18
Sciences: D 19
Sports: B 1 à B 6
Timbres: D 18
Vacances-voyages: D 1 à D 15
Vivre aujourd'hui: C 1 à C 4

Reggio Food: Approuvé Québec

par Conrad BERNIER

L'estampille "Approuvé Québec" apparaitra très bientôt sur les produits de Reggio Food.

La nouvelle a été annoncée, hier, par nul autre qu'Armand Courville, alors qu'il témoignait devant la Commission d'enquête sur le crime organisé. Président et principal actionnaire de Reggio Food, depuis 1962, Armand Courville a, en effet, déclaré que les démarches qu'il a faites, au cours des derniers mois, pour obtenir cette estampille de prestige, ont été efficaces. Une lettre récente du ministre concerné l'a, en tout cas, rassuré.

Quand on songe que le charognard Gilbert Massey a vendu plus d'un demi-million de livres de charogne à Reggio Food entre 1966 et 1972, alors qu'il y dirigeait la production des saucisses, la nouvelle annonce, hier, en présence des commissaires et du procureur chef de la CECO, est pour le moins surprenante.

Au tout début de son témoignage, hier, devant la Commission d'enquête sur le crime organisé, Armand Courville a révélé qu'il détenait 35% des parts de la compagnie. Vincent Corroni en détenait pour sa part 30 pour cent, Paolo Violi 25 pour cent et Salvatore Sorrentino 10 pour cent.

Il a acheté cette charcuterie, en 1962, de Tancredi Massey, frère de Gilbert Massey, propriétaire de Produits alimentaires G.M. Sous sa direction, Reggio Food est devenue une charcuterie progressive qui donne maintenant de l'emploi à dix-neuf Québécois. La plupart sont cependant d'origine italienne.

Ayant pris connaissance au cours des dernières heures des déclarations accablantes et incriminantes faites, jeudi, devant la CECO, par Gilbert Massey, son ex-directeur de la production des saucisses pendant six ans, Armand Courville, qui témoignait sous serment, a avoué aux commissaires et au procureur Réjean Paul que ces déclarations l'avaient surpris et déçu.

"Je n'ai pas aimé cela, a-t-il avoué. Il est impossible que Gilbert m'ait vendu de la viande avariée. Il me respectait trop pour me faire un pareil coup. En tout cas, si Gilbert a vendu de la charogne à Reggio Food, je l'ignorais."

Il a reconnu, cependant, que Gilbert Massey avait été son fournisseur exclusif de bœuf désossé de 1966 à 1972, qu'il le payait toujours comptant, sans jamais exiger de facture.

Un peu plus tard au cours de son témoignage, Armand Courville a toutefois admis qu'il se doutait bien que cette viande ne répondait pas à tous les critères de qualité généralement exigés par un administrateur de charcuterie, mais il n'a pas voulu dramatiser. Il a aussi reconnu que Gilbert Massey n'utilisait pas de camion réfrigéré pour transporter sa viande. Mais là encore, il n'a pas voulu exiger l'impossible.

Quand on lui a demandé s'il avait gardé Gilbert Massey comme fournisseur après que celui-ci eut quitté Reggio Food, en 1972, Armand Courville a répondu: "Non! Avec Gilbert, il y avait des risques..." Il avait d'ailleurs déniché d'autres fournisseurs, qui lui apportaient de la bonne viande et qu'il payait par chèques.

Armand Courville ne s'être approvisionné de viande chez les charognards André Picard, Régis Berard, Marcel Leclerc, Roger Larose et Jacques Massey.

"Si on a transporté de la viande avariée chez Reggio Food, affirme-t-il, c'est à mon insu, pendant mes absences. Mais il est bien possible qu'on ait

voulu utiliser ma place... Si on a fait ça, on m'a joué dans les cheveux!"

Le 24 avril 1974, l'inspecteur vétérinaire André Parent a récupéré chez Reggio Food 600 livres de tripes en putréfaction. Cette saïsie n'a donné lieu à aucune poursuite légale.

Le 17 octobre 1974, un inspecteur du gouvernement fédéral a confisqué de la saucisse fabriquée chez Reggio Food. Six mois plus tard, soit le 24 avril 1975, la culpabilité a été reconnue, et le juge Yves Mayrand a imposé une amende de \$300.

Cette saucisse, qui contenait trop de dextrose, de liant, de glucose, "ratatinait" scandaleusement sous l'action

de la chaleur. Au dire des experts de la Commission, "ça en prenait deux pour faire un hot dog un peu décent".

Malgré son plaidoyer de culpabilité et l'amende imposée, Armand Courville n'a pas retiré cette saucisse du marché. Il a absolument tout fait pour la refiler à ses meilleurs distributeurs et pour en pistonner la vente, mais même les clients les plus complaisants ont refusé!

Armand Courville, qui poursuivra son témoignage, lundi matin, est un ami de William O'Bront. Il ne s'en cache pas. "C'est un gentil garçon", dit-il.

Le consommateur semble perturbé

par Jeanne DESROCHERS

Il y a deux sortes de clients, ceux que les manchettes de journaux ne dérangent pas, et les autres.

Les autres ne se gênent pas pour dire comment ils sont écoeurés d'apprendre qu'ils ont probablement mangé de la charogne sans le savoir.

A l'épicerie:
"J'ai fait mon marché, mais je n'ai pas acheté de viande. Je ne peux pas me décider. Je vais penser à ce qu'on pourrait manger, et je reviendrai demain."

Au restaurant:
"J'ai mangé une salade pour dîner, du saumon pour souper. Je ne pourrai plus jamais manger de hamburger de ma vie."

A la cafétéria:
"Il n'y a que du poisson et du jambon au menu. On a eu notre leçon hier. Tout le monde a choisi

le filet de sole, personne n'a voulu de la tourtière."

Personne ne peut prédire si l'effet durera. Mais les habitudes des consommateurs semblent sérieusement perturbées. "A qui pouvons-nous faire confiance? demande une jeune femme. D'ici à ce qu'on connaisse l'étendue des dégâts, je vais manger la viande stockée dans mon congélateur. Je sais où je l'ai achetée!"

L'enquête sur le crime organisé, en entrant dans nos salons par la télévision et par les journaux, sape la confiance du consommateur dans les institutions qui devraient les protéger. Même ceux qui ont une absolue confiance en l'honnêteté de leur boucher ont été un moment ébranlés. Si on peut acheter un inspecteur...

Dans les grandes chaînes d'épicerie, on affiche un optimisme de rigueur.

Voir CONSOMMATEUR, page A 2

Montréal a déjà sévi contre Massey

par Jacques BENOIT

Six mois après la mise en branle, en juin 1972, du service chargé de l'inspection des aliments sur tout le territoire de la Communauté urbaine, son directeur, M. Jean Marier, sollicite l'aide de la police de la CUM pour enquêter sur le commerce de la viande avariée.

"Nous nous sommes vite aperçus qu'il nous restait de la viande avariée et il nous a semblé qu'il y avait un réseau bien organisé", a déclaré hier à LA PRESSE, au cours d'une entrevue, le directeur du service de l'assainissement de l'air et de l'inspection des aliments.

Cette enquête, qui eut lieu au début de 1973 et dura, selon M. Marier, "de deux à trois mois", fut effectuée et par la police de la CUM et par des inspecteurs du service de l'inspection des aliments.

L'enquête donna, dit-il, "des choses intéressantes".

"Entre autres choses, nous avons pris en flagrant délit Gilbert Massey et nous avons porté treize accusations

contre lui." (Ex-directeur de la production des saucisses chez "Reggio Food", propriété de Vincent Corroni, Armand Courville, Paolo Violi et Salvatore Sorrentino, Gilbert Massey, comme on sait, a vendu à cette entreprise de 1.200 à 2.000 livres de viande avariée par semaine, de 1966 à 1972.)

Traduit en Cour municipale, Massey fut condamné, à l'automne 1973, à plusieurs amendes... dont la plus élevée, toutefois, ne dépassait pas \$100, en vertu du règlement 32 relatif aux aliments (CUM), qui fixait à cette époque à \$100 l'amende maximum dans le cas d'un premier délit.

Pour avoir conservé, dans le même établissement, de la viande de cheval et de la viande de bœuf, en contravention du règlement 32, la société "Reggio Food" fut pour sa part condamnée, en avril 1973, à deux amendes, une de \$75 et une autre de \$50.

Son service, selon M. Marier, logea également des accusations contre des commerçants-bouchers, restaurateurs, etc., qui avaient acheté de la viande

Voir MONTREAL, page A 2

United Aircraft refuse, mais...

par Jules BELIVEAU

Tout en étant d'accord avec plusieurs des suggestions faites par le médiateur spécial du ministère du Travail du Québec, dont la formule proposée d'indexation des salaires au coût de la vie, la United Aircraft maintient son refus de reprendre dans ses usines de Longueuil et de Saint-Hubert les trois quarts de ses quelque 1.000 employés toujours en grève.

Voilà ce qui ressort d'une lettre écrite par le président de la compagnie, M. Thor Stephenson, et remise

hier à MM. Robert Bourassa et Jean Cournoyer.

Malgré son refus de se rendre à la principale suggestion du médiateur Gilles Laporte, la compagnie affirme qu'elle reconnaît ses obligations envers ses employés toujours en grève. Comme le souligne un communiqué de presse émis par la United Aircraft hier après-midi, "elle estime avoir le devoir de tenter de régler les problèmes sociaux et humains dont un certain nombre de ses employés sont victimes. Pour cela, la compagnie a de-

mandé à rencontrer le Premier ministre pour discuter du rapport et pour suggérer qu'un comité formé de représentants du Cabinet du premier ministre et de la compagnie soit immédiatement mis sur pied pour étudier les circonstances particulières entourant chacun des grévistes et pour trouver une solution".

La compagnie dit cependant trouver "inacceptable une "solution" qui aurait pour effet de jeter sur le pavé 700 de ses employés actuels". Il s'agit

Voir UNITED, page A 2

mini-loto		32 Séries émises—90,000 chacune		8e COURSE 22 mai 1975			RÉSULTAT				
	48568	POSSIBILITÉ DE: 32 GAGNANTS DE \$5,000.		ORDRE: DÉSORDRE:	\$1,986.20 \$46.80	PRIX 55 2333	A	B	C	D	
	8568	256 GAGNANTS DE \$500.					6	9	1	2	
	568	2592 GAGNANTS DE \$100.					VENTES TOTALES: \$455,173.00				
TIRAGE 08 VENDREDI 23 MAI 1975											

TIRAGE 08
VENDREDI 23 MAI 1975

LOTO
PERFECTA

Une chance sur deux qu'un milk shake puisse vous rendre malade!

OTTAWA (d'après CP) — Il y a 50 chances sur 100 pour que le milk shake au chocolat que vous achetez au débit local contienne suffisamment de bactéries pour vous rendre malade.

L'Association canadienne des consommateurs a fait savoir en effet que 125 des 237 milk shake au chocolat qu'elle avait analysés à travers le pays contenaient excédant de loin les normes fédérales.

Le ministre de la Santé,

M. Marc Lalonde, a déclaré aux journalistes hier que son ministère étudiait actuellement le mémoire qui lui a été soumis à ce sujet par l'ACC. Il a souligné toutefois que la plupart des établissements vendant des milk shake étant sous juridiction municipale ou provinciale, son ministère ne pouvait guère qu'aider à la poursuite des enquêtes.

Les échantillons analysés par l'ACC ont été pris dans les établissements

McDonalds, A & W et Dairy Queen à Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver; au Salisbury House de Winnipeg; chez Harvey's à Montréal et Toronto; et au White Spot de Vancouver.

White Spot était sans contredit le meilleur de tous, précise le mémoire de l'association, ce qui prouve que les normes fédérales peuvent être respectées.

Quant au pire échantillon, il a été relevé dans

un débit McDonald de Winnipeg, avec un compte total de bactéries de plus de 30 millions par millilitre, dont 11,000 colibacilles.

Les normes fédérales autorisent au plus 100,000 bactéries et 10 colibacilles par millilitre.

L'ACC a souligné que les agences sanitaires intéressées avaient été avisées de cette situation, et qu'il était à espérer que des mesures seraient prises sans tarder pour y pallier.

Toupin: c'est au consommateur de voir si la viande est bonne

QUÉBEC (PC) — Quand le gouvernement ne saisit pas de viande dans une entreprise, il présume que celle-ci est bonne, mais il appartient au consommateur de distinguer si elle est de bonne ou mauvaise qualité.

C'est l'explication qu'a donnée en Chambre jeudi le ministre de l'Agriculture, M. Normand Toupin, alors qu'il était interrogé par le député péquiste de Saguenay, M. Lucien Lesard.

Celui-ci voulait savoir quelle certitude pouvait avoir le consommateur québécois sur la qualité de la viande qu'il absorbe, alors que même l'étiquette "Approuvé Québec" n'avait pas offert les garanties nécessaires concernant le commerce de la charogne.

"Ce que je dis au consommateur présentement, c'est que lorsque nous ne saisissons pas de viande dans une entreprise donnée, nous présumons que cette viande est bonne et cela va de soi. J'espère que le consommateur est capable de faire cette distinction", a répondu le ministre Toupin.

Le ministre a, par ailleurs, jugé les accusations du ministre fédéral de la Santé, M. Marc Lalonde, comme étant un peu trop rapides. Il se référerait à une déclaration faite à la Chambre

des Communes mercredi, selon laquelle le gouvernement du Québec serait responsable de l'actuelle situation sur le commerce de la viande avariée et que le caractère inadéquat des services d'inspection du Québec serait à l'origine du problème.

M. Toupin a également fait une distinction entre les viandes avariées de bœuf et les autres viandes qui sont mises en marché et qui ne proviennent pas de cet animal.

"Je ne suis pas le seul évidemment à informer les consommateurs sur la qualité de la viande qui se vend au Québec. Les distributeurs doivent être en mesure de dire si la viande qu'ils vendent est de qualité ou pas," a poursuivi M. Toupin.

Dans son esprit, les autres services de santé, tels celui de la ville de Montréal et ceux des autres municipalités du Québec de même que le gouvernement fédéral ont leurs responsabilités.

M. Toupin a même déclaré devant la presse électronique à sa sortie de la Chambre que le consommateur devait faire confiance à son boucher sur la qualité des produits qu'il achète. Si la viande n'a pas été saisie, c'est qu'elle est bonne.

CONSUMMATEUR

(Suite de la page A1)

gueur: "Les ventes de viande baissent, il est vrai. Mais ça ne durera pas. Nos clients savent qu'ils peuvent nous faire confiance. Toutes nos viandes sont inspectées par le fédéral."

Un boucher m'ouvre grande la porte de son réfrigérateur, pour que je constate qu'il n'achète que des carcasses bien estampillées par les inspecteurs, et jamais de pièces de viande d'origine inconnue.

"On m'a souvent offert les spécimens de Federal Packing, dit-il. Les autres magasins de la chaîne en vendaient. Mais ici, on offrait plutôt un autre spécial aux clients."

Je n'ai jamais eu confiance. La viande avait une trop belle couleur pour être vraie."

A la succursale d'une chaîne concurrente, un jeune commis nous dit: "Nous en avons vendu, des saucisses de Federal Packing. Nos viandes fraîches sont toutes inspectées, mais quand nous achetons de la saucisse, nous ne pouvons pas savoir ce qu'ils mettent dedans."

La semaine de la charogne nous étant tombé dessus en même temps que la semaine des premiers grosses chaleurs, d'aucuns sont allés se consoler à la taverne. Avec la bière, si on est malade, au moins on sait pourquoi...

MONTREAL

(Suite de la page A1)

avariée à Gilbert Massey.

Au 5 juin 1973, soit un an après la mise en train du service, celui-ci avait logé, au total, 74 poursuites relatives au commerce de la viande.

Les transbordements nocturnes...

L'interruption, après deux ou trois mois, de l'enquête conjointe de la police et du service d'inspection des aliments, s'explique entre autres par le fait que, sentant la soupe chaude, les trafiquants de viande avariée avaient momentanément interrompu leurs activités et qu'il devenait donc pratiquement inutile de la traquer, a expliqué pour sa part à LA PRESSE le surintendant de la division d'inspection des aliments, le Dr M. Mercure.

"On se défend contre ce commerce comme la GRC se défend contre la drogue, a précisé de son côté M. Marier. Ils font des saisies mais il en rentre toujours. Nous ne sommes pas au bout de nos peines."

Puis, en 1974, le service intenta 14 poursuites.

Par la suite, réalisant qu'une amende maximum de \$100 pour un premier délit était "insignifiante", la CUM demanda et obtint l'autorisation de Québec d'amender la loi qui la régit et porta, en conséquence, en février 1975, à \$2,000 l'amende maximum pour un premier délit et à \$5,000 pour un second. (Pour un deuxième délit, l'amende maximum avait été jusqu'à de \$500.)

Autre mesure prise par le service, mais qui n'a pas donné de fruits jusqu'ici: on demanda à la police, également en février de cette année, de signaler tous les transbordements dans les charcuteries se produisant la nuit.

"A l'heure actuelle, nous attendons les résultats de l'enquête de la CECO pour déterminer les autres mesures à prendre", a conclu à ce sujet M. Marier.

12,716 établissements

La ligne de conduite de la CUM et du service qu'il dirige est des plus simples, fait-il observer: ne doit se vendre sur tout le territoire de la CUM que de la viande ayant été soumise à l'inspection des services fédéraux ou provinciaux.

Ne pas confondre

Le Dr Georges Saine, de Sherbrooke, n'a rien à voir avec le Dr Joseph Saine, récemment condamné par la Cour d'appel parce qu'il avait refusé d'ouvrir certains de ses dossiers. Nous avions par erreur écrit que ce dernier pratiquait aussi à Sherbrooke.

UNITED

(Suite de la page A1)

ici des personnes que les grévistes considèrent comme des "scabs".

La United Aircraft appuie son refus de reprendre la plupart de ses employés-grévistes sur un jugement rendu en 1962 par le juge Locke, de la Cour suprême relativement à une grève survenue à l'hôtel Royal York de Toronto.

Les dirigeants du syndicat, la section local 510 des Travailleurs unis de l'automobile (FTQ), se sont de leur côté jusqu'ici gardés d'émettre tout commentaire sur le rapport du médiateur Laporte de même que sur la réaction de la compagnie aux suggestions du représentant du ministère du Travail. Ils tiennent à ce que les grévistes fassent valoir leur point de vue, réunis en assemblée générale, avant de faire quelque déclaration publique sur ces questions.

Cette assemblée générale du syndicat aura lieu dimanche soir, à 9h00, au local de grève des grévistes.

Chose certaine, si, contrairement à la compagnie, les syndicats acceptent l'ensemble du rapport Laporte — comme la chose semble en ce moment plus que probable malgré le fait, par exemple, que le cas de 40 des leurs devrait être soumis à l'arbitrage après la grève — c'est le premier ministre, le ministre du Travail et tout le gouvernement du Québec qui se retrouveront, lundi matin, avec une "patate chaude" entre les mains: imposer à la United Aircraft, par une loi spéciale, le règlement du conflit ou avouer enfin leur impuissance devant cette compagnie.

PUITS DE BONHEUR
ORIGINAL ET DÉCORATIF

Tous genres de bords de bois de 1 à 160 galions. Aussi, boutique de forge.

BOUTIQUE DU BARIL
21, boul. Labelle, Sainte-Rose.
LAVAL 625-0481

ANGLAIS - ESPAGNOL ALLEMAND
COURS DE CONVERSATION
à partir de

\$75 LPS®

LANGUAGE POWER SYSTEMS

Étage F. Place Bonaventure 878-2821
Reconnue par le Ministère de l'Éducation
Permis no 749766 — (Culture personnelle)

LA METEO

Comme il ne vente pas beaucoup, le centre de haute pression qui nous apporte ce temps chaud et sec reste stationnaire. Il continuera donc de faire beau soleil tout au long de la fin de semaine.

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum : 15 — Maximum : 27 Ensoleillé	Ensoleillé

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	8	25	Ensoleillé	Ensoleillé
Outaouais	8	25	Ensoleillé	Ensoleillé
Laurentides	12	24	Ensoleillé	Ensoleillé
Cantons de l'Est	12	24	Ensoleillé	Ensoleillé
Québec	12	24	Ensoleillé	Ensoleillé
Rimouski	2	12	Ensoleillé	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	10	20	Ensoleillé	Ensoleillé
Bas-Caraïbe	2	12	Ensoleillé	Ensoleillé
Sept-Îles	2	12	Ensoleillé	Ensoleillé
Gaspé	2	12	Ensoleillé	Ensoleillé

au Canada

	Aujourd'hui	Min	Max.
Colombie-Britannique	Clair	8	11
Alberta	Couvert	6	13
Saskatchewan	Couvert	7	20
Manitoba	Nuageux	11	24
Ontario	Clair	19	27
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé	8	25
Nouvelle-Écosse	Dégagement	6	13
Île-du-Prince-Édouard	Dégagement	3	16
Terre-Neuve	Nuageux	2	14

si vous partez

Aux Etats-Unis									
	Min.		Max.			Min.		Max.	
New York	15	27	Chicago	16	31	New Orleans	18	32	
Washington	20	29	San Francisco	9	21	Miami	23	29	
Boston	12	30	Los Angeles	—	20				

Vers les capitales

Paris	12	Moscou	23	Hong Kong	25
Londres	13	Stockholm	14	Las Vegas	18
Rome	24	Tokyo	20	Sydney	20
Berlin	12	Athènes	25	Tunis	22
Amsterdam	3	Casablanca	21	Vienne	10
Bruxelles	11	Genève	17	Varsovie	12
Madrid	22	Le Caire	29		

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)

ÉGLISE DE DIEU

Assemblée tous les samedis matin 10h 30 en français

Polyvalente Georges-Vanier
1205 est, rue Jarry, (coin Christophe-Colomb)
(Métro-Jarry)

Ministre S. KNELLER
Tél. 636-3106

Regardez l'émission
"GARNER TED ARMSTRONG"
au canal 12 tous les dimanches,
5h 30 p.m.

AMBASSADOR COLLEGE, dans le cadre de son programme éducatif, vous offre un abonnement gratuit à LA PURE VÉRITÉ. Cette revue mensuelle rend claires les causes et les solutions réelles des actualités mondiales.

LA PURE VÉRITÉ
C.P. 43, Brossard, Québec, J4Z 3H1

Veuillez m'inscrire à un abonnement gratuit de "La Pure Vérité".

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

la pure vérité

LE MONDE AFFAMÉ

ATTENTION !

Nouvelle succursale à Laval
982, boul. Labelle, Chomedey
Tél. : 687-3740 • 331-4297

POURQUOI PAYER PLUS CHER?
Éviter les frais d'intermédiaires

VISITEZ NOTRE USINE
Directement du fabricant au consommateur

REVÊTEMENTS DE MAISONS ET ROULOTTES
\$50 le carré
Porte 2 pouces
Verre trempé
\$75.95
Porte émaillée
\$85.95
Porte patio, 4 panneaux de verre trempé.
\$340.95
Contre-fenêtre sur mesure
\$249.95

Appellez: 677-3023 521-4745

J.L. ALUMINIUM INC.
Manufacture
1203 ouest, boul. Côté-Poirier
LONGUEUIL

le château d'aujourd'hui... extravagant ou sage



Une manière de voir les choses...

On mesure la beauté d'un meuble au plaisir qu'on a à le regarder. On prend aussi plaisir à y associer nos plus belles choses... Le Château d'Aujourd'hui vous propose plusieurs manières de voir les choses... découvrez-les!

Il y a trois Châteaux d'Aujourd'hui:

- 6370 St-Hubert
 - 6375 St-Hubert, Montréal
 - 1125 boulevard St-Martin, Laval
- Téléphone: 382-4710



la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 701, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Elle a la Place Carrière au 100, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Les services de la Presse Associée de Québec, 100, rue Saint-Jacques, Québec, H2Y 1K9, sont à la disposition des abonnés à LA PRESSE. Les abonnements sont payés d'avance. Les tarifs sont en dollars canadiens. Les tarifs sont en dollars canadiens. Les tarifs sont en dollars canadiens.

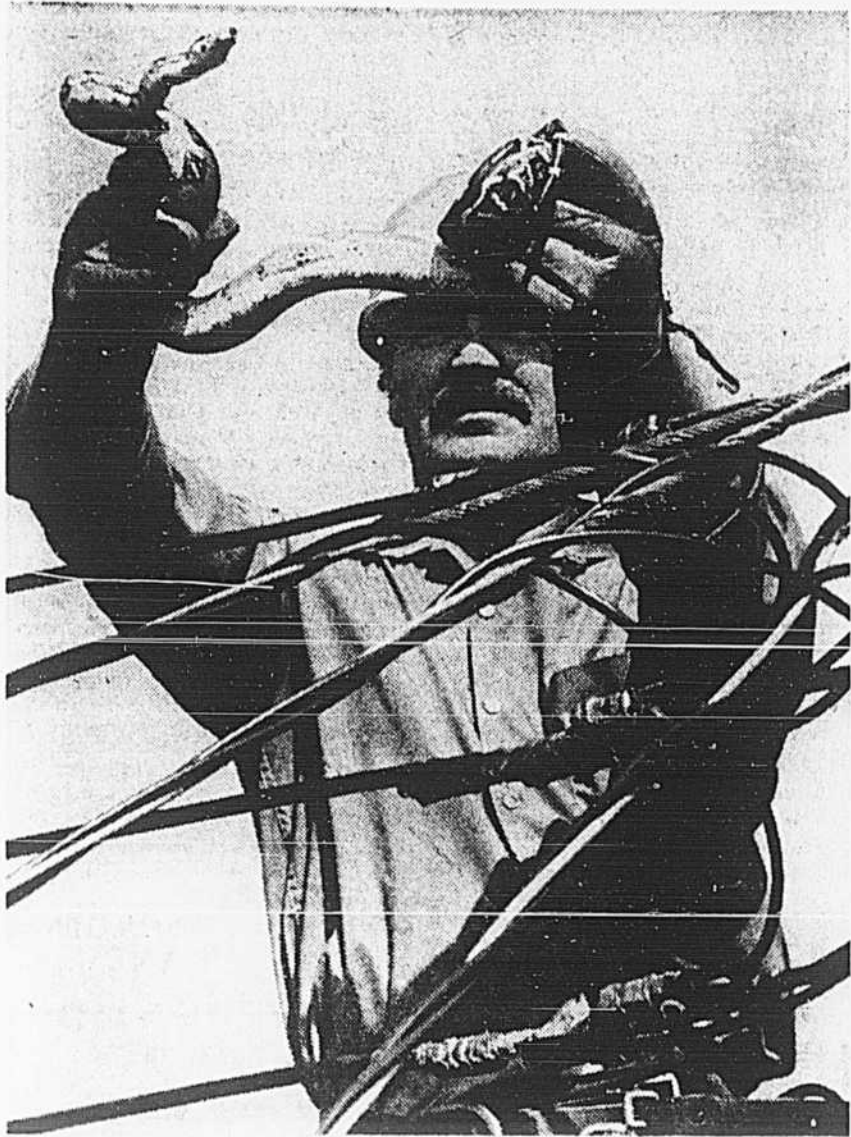
TARIFS D'ABONNEMENTS	874-7272
Livraison à domicile: Lundi au samedi	874-7070
Lundi au vendredi	874-7030
Samedi seulement	874-7100

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE	874-7383
par porteur:	
Lundi au samedi	874-7111
Lundi au vendredi	874-7205
Samedi seulement	

PETITES ANNONCES	874-7300
par courrier:	
Lundi au samedi	874-7306
Lundi au vendredi	874-7320
Samedi seulement	

GRANDES ANNONCES	874-6892
Détailants	874-6901
National, Télé-Presse, Vacances, voyages	
Carrières et professions, nominations	

COMPTABILITÉ	874-6892
Grandes annonces	874-6901
Petites annonces	



Rajah, un jeune boa de quatre ans, de Ville LaSalle, est devenu le premier serpent électrique du Québec. L'Hydro n'a pas ri, et s'est empressée de le débrancher, pour le remettre à la SPCA, qui le remettra au zoo.

Rajah devient hydroquébécois

par Gilles TREMBLAY

Il faisait beau, trop beau pour rester à l'intérieur. Rajah, 4 ans, 4 pieds, boa constrictor habitant Ville LaSalle, a donc décidé de prendre un bain de soleil... au sommet d'un des poteaux de l'Hydro. La belle affaire... On appela la police.
— Boa comment? demanda-t-on.
— Constrictor, répondit l'écho. Que faire? Problème unique.
On manda les officiers de l'Hydro-Québec qui examinèrent la situation. Ouais... que faire?
— Ben, défais-le pis on va le descendre.
— Mais ou cé qu'on va le mettre?
— Ouï... où...
On appela le service de la voirie pour avoir le contenant. On s'occupait du contenu. Vingt minutes plus tard, on apportait un immense panier à ordures tout grillagé. Flambant neuf. C'était la cage.
— Ça mord-t'y?
— Parle-zi...
— Ben non... j'pense que ça voit mais ça entend pas. Pendant ce temps, l'un des grimpeurs caressait

langoureusement la tête de Rajah. Tactique de diversion bien connue.

En deux coups de poignet, Rajah était libéré... de lui-même.

La police l'incarcéra. Pas de permis...
Un boa n'a pas de dents; ça ne mord pas. Rajah avala tout rond trois souris par semaine, puis s'endormit dans un panier à linge, et digère.

Mais les voisins qui l'ont vu s'entortiller dans les fils, eux, en ont eu peur. Question d'habitude, sans doute.

Toujours est-il que Rajah a passé la nuit d'hier dans son panier de broche, à l'entrepôt de la voirie de Ville LaSalle, et qu'il devra finir ses jours en prison; au zoo, plutôt. Le malheur est que les serpents ont la vie longue.

Tout cela ne fait pas du tout l'affaire de sa propriétaire et amie, Suzan Twain, qui l'avait acheté au pet shop voilà trois ans. Elle a l'intention de faire des pieds et des mains pour retrouver son animal.

Sinon, elle devra aller en acheter un autre; il y en a plein les boutiques en ville.

Banques: offensive policière

par Jean-Paul CHARBONNEAU

Une importante opération policière conjointe de la police de la CUM, de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie royale du Canada a démarré, hier, en vue d'appréhender le plus rapidement possible les auteurs des récentes extorsions avec enlèvement qui sévissent depuis quelques semaines à Montréal et ailleurs au Québec.

Même si certaines informations ont laissé entendre que des mouvements terroristes seraient reliés à ces attentats, aucun membre de la section de recherche sur la criminalité, qui comprend la lutte aux groupements subversifs, n'a participé aux rencontres policières.

Pour le moment, cette opération se situe seulement au niveau criminel et seuls des experts dans les enquêtes sur vols à main armée y participent.

Un officier de la GRC a déclaré à LA PRESSE que les journalistes qui attribuent ces attentats au FLQ sont dans l'erreur.

"D'après moi, explique ce policier spécialiste dans la lutte au terrorisme, ce sont des imitateurs qui agissent maintenant. Un premier groupe a tenté l'expérience et l'a réussie. Voyant cela dans les journaux, d'autres individus trouvant que les extorsions étaient un excellent moyen de faire beaucoup d'argent, avec un minimum de risque, ont décidé de tenter le coup."

Pour sa part, un membre de la section des enquêtes criminelles de la police de la CUM a déclaré, tout en corroborant les affirmations de son collègue, que les extorsions commises à Montréal et ailleurs étaient l'oeuvre de différents groupes et non d'une même bande.

Les policiers soupçonnent plusieurs individus d'avoir participé à ces crimes et, dans les fichiers de la police, aucun des suspects n'a de lien avec le FLQ.

Tout comme ses deux collègues de la police de la CUM, un membre de

l'escouade des crimes contre la personne de la SQ a précisé, hier, que rien dans ses enquêtes ne démontrait que les extorsions avec enlèvement avaient un lien avec le FLQ.

"Nous avons, dit-il, été appelés à enquêter jusqu'à présent sur trois attentats du genre, l'un à Sainte-Agathe, un autre à Oka et finalement à Saint-Lambert. Ces crimes ont été perpétrés par trois groupes différents."

En ce qui regarde l'extorsion commise à Sainte-Agathe, la SQ dit en connaître les responsables. Il s'agit de jeunes gens sans aucun antécédent judiciaire.

Tâches des plus difficiles

Les policiers affectés aux enquêtes criminelles dans ces affaires ont une tâche des plus difficiles; la plupart des victimes n'ont jamais vu leurs ravisseurs.

Les enquêteurs doivent également agir avec discrétion. Une intervention

trop rapide et parfois mal calculée peut conduire à des événements tragiques qui auraient pour victimes d'innocentes personnes.

Un des policiers a expliqué que même si un agent apercevait un suspect sortant d'une banque avec un gérant, il pouvait être très dangereux d'intervenir immédiatement.

Il faut, dit-il, agir avec précaution lorsqu'on pense que la famille de ce gérant est tenue en otage par des complices. Un mauvais geste de notre part et la vie des otages peut être compromise."

Si le FLQ semble n'avoir rien à voir avec les extorsions avec enlèvement commises à Montréal et dans la région, la division de Québec de la SQ détient deux individus qui auraient fait partie d'un mouvement subversif en 1966.

Ils sont soupçonnés d'être les auteurs d'un hold-up et d'un rapt commis à l'endroit d'un gérant de banque et de son épouse.

La tuerie de St-Bruno pourrait être liée au meurtre de Martel

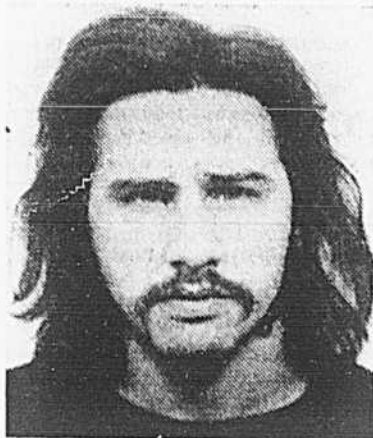
par Gilles NORMAND

L'enquête policière sur l'assassinat de cinq personnes, jeudi matin, à Saint-Bruno-de-Montarville, sur la Rive sud, tend à relier les victimes à un important réseau de trafiquants de drogue, tout en tissant un lien étroit entre ce massacre et le règlement de compte dont a été victime, quatre heures plus tôt, un habitué du Club "L'Astro Bar", à Longueuil.

Marcel Martel, 35 ans, dont le cadavre a été trouvé en bordure du Chemin-du-Lac, tôt jeudi matin, avait été abattu, vers 2 h a.m., à l'intérieur de "L'Astro Bar", au moyen d'un revolver de calibre .38.

L'autopsie pratiquée hier sur les corps des victimes de l'impitoyable tuerie de Saint-Bruno, François Corbeil, 30 ans, son frère Léo, 25 ans, Jean-Guy Lavolette, 34 ans, Mireille Perra, 25 ans, et Lyne Thérien, 24 ans, révèle que tous ont été tués par des projectiles du même calibre que ceux qui ont eu raison de Martel.

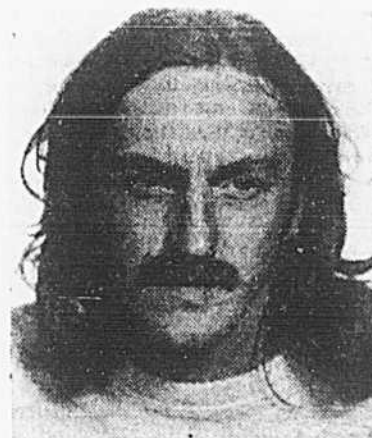
Martel, que les policiers soupçonnent d'avoir été une figure importante dans le trafic de la drogue, bien qu'il n'ait jamais été poursuivi en rapport avec ce commerce, en dépit d'un éloquent dossier judiciaire, a été décrit par les enquêteurs comme une relation de Richard Desormiers, de Saint-Adèle,



Léo Corbeil, 25 ans.



François Corbeil, 30 ans.



Jean-Guy Lavolette, 34 ans.

ce beaufrère de Frank Cotroni abattu à l'âge de 26 ans, le 22 juillet 1973, au café "Mon Pays" (l'ancien café Boul'Mich), au 10,192, boulevard Saint-Michel, à Montréal-Nord. L'assistant-gérant de l'établissement, Jacques-André Bourassa, 53 ans, était mort à ses côtés, lui aussi atteint de coups de feu.

Saint-Bruno

Selon la police, la tuerie de jeudi matin, à Saint-Bruno, visait surtout l'aine des frères Corbeil, François, qui n'habitait la maison du 1205, rue Frémont, que depuis une quinzaine de jours. La maison avait été louée il y a environ sept mois, par Léo Corbeil, et sa compagne Mi-

reille Perra. Ils y vivaient avec Lavolette et Lyne Thérien.

Les voisins n'avaient pratiquement pas d'échange avec eux, sinon ceux vivant tout près qui, à quelques occasions, leur avaient demandé de "baisser la musique". Pour les voisins du 1205, de la rue Frémont, cette tuerie met fin à des manifestations plutôt bruyantes. "Ils viraient des parties à chaque fin de semaine. C'était plein de monde et y avait de la drogue", de dire quelqu'un qui a expliqué que mardi dernier, Léo Corbeil avait tendu son gazon et qu'il "était gelé ben dur".

Les trois hommes tués rue Frémont avaient tous une feuille de route assez chargée, se spéciali-

sant, selon toute apparence, dans le vol par effraction. Toujours d'après la police, le vol et le recel des bijoux les auraient intéressés tout particulièrement, mais, depuis environ un an, ils se seraient introduits dans le marché de la drogue.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils paraissent en faire une forte consommation. Le dossier de l'aine des frères Corbeil qui fait notamment état de deux peines de trois ans d'emprisonnement et d'une autre de deux ans.

Une douzaine de personnes seront interrogées la semaine prochaine, alors que les policiers espèrent ainsi coffrer trois suspects dont ils ont les noms.

Les 30 et 31 mai et 1er juin 1975
VISITEZ

MONEX 1975

une exposition de monnaies et timbres et d'objets anciens

à la Place Bonaventure avec la participation de nombreux marchands en provenance de tout le Canada et des États-Unis pour des achats-ventes et échanges.

Horaire: Ven. et sam. 10 h à 22 h.
Dimanche 10 h à 19 h.

Enchères: à 15 h tous les jours

Droit d'entrée: \$1 — Nombreux prix de présence

Pour informations: Tel.: 288-9869

EXPOSITION SEMI-MENSUELLE

DE MONNAIES - TIMBRES - ANTIQUITÉS
les 25 MAI - 8 et 22 JUIN 1975

de 10 h 00 a.m. à 7 h 00 p.m.

À L'HÔTEL HOLIDAY INN
420 ouest, rue Sherbrooke

Achat - vente - échange - entrée gratuite

20 marchands pour vous servir dont 8 venant de l'extérieur
STATIONNEMENT FACILE - BIENVENUE À TOUS

CECM

LA COMMISSION DES ÉCOLES
CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES COURS DE CONVERSATION POUR IMMIGRANTS Session d'été 1975

COURS OFFERTS: Français
Anglais (pour immigrants de langue française seulement)
Initiation à la vie canadienne (en français seulement)

ENDROIT: Centre Emile-Nelligan
4750, rue Henri-Julien

DATES D'INSCRIPTIONS: 26, 27, 28, 29 mai 1975; 2, 3, 4, 5 juin 1975;
de 7h00 p.m. à 9h00 p.m. au Centre
ci-dessus indiqué (5e étage)

DURÉE DU COURS: 10 semaines à raison de 3 soirs par semaine
HEURES DE COURS: de 7 h 30 p.m. à 10 h 15 p.m.
DÉBUT DES COURS: 9 juin 1975

RENSEIGNEMENTS: 273-0481

N.B. Ces cours s'adressent aux immigrants reçus uniquement et sont donnés en collaboration avec le ministère provincial de l'Immigration.

Agence "Detect of Canada Ltd"

PIERRE-D. MASSUE,

DÉTECTIVE

"Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec"

Licencié par la Cité de Montréal

• INVESTIGATIONS • INFIDÉLITÉ CONJUGALE • SURVEILLANCE
• FILATURE • TOUTES PREUVES POUR LA COUR
CONFIDENTIEL — DISCRÉTION ASSURÉE

387-8757

LA MÉDITATION TRANSCENDANTE

À SAINT-HYACINTHE

Voir l'annonce dans la même page

"CONNAIS-TOI TOI-MÊME"

(Platon)

"L'être humain n'a qu'une seule excuse pour être malheureux, c'est qu'il ignore comment aller en lui-même, puiser dans ses richesses intérieures."

(Maharishi)

ÉNERGIE PAIX BONHEUR

LA MÉDITATION TRANSCENDANTE

Une technique simple et naturelle

CONFÉRENCES D'INFORMATIONS

DIMANCHE 25 mai 8 h p.m.
LUNDI 26 mai 8 h p.m.
MARDI 27 mai 8 h p.m.
MERCREDI 28 mai 8 h p.m.



MAHARISHI MAHESH YOGI

ADRESSE: CENTRE SAINT-DENIS, 4364, rue Saint-Denis,
Montréal (métro Mont-Royal)

SAINT-HYACINTHE: I.T.A., 3230, rue Sicotte, local B1-04

Entrée libre — Association Éducative à but non lucratif
Association Internationale de méditation transcendante.
4364, rue Saint-Denis, Montréal. Tel.: 845 2101

La main dans la main



Avec des milliers d'autres, de toutes races, de toutes nationalités et de toutes croyances, vous qui aspirez à plus de paix, et de compréhension, à plus de maîtrise et de bonheur, vous pouvez vous joindre à une immense organisation traditionnelle dont la fierté est de perpétuer, à l'échelle mondiale, l'œuvre ROSE+CROIX du passé.

Voulez-vous travailler sur vous-même, pour vous-même et pour les autres, avec pour devise: "Tolérance, compréhension, fraternité"? Étudier le monde qui vous entoure et déterminer votre place exacte dans l'univers? Si votre aspiration est sincère, l'Ordre Rosicrucien AMORC vous conduira vers les hauts lieux où souffle l'esprit et vous montrera le chemin. Une brochure: "La Maîtrise de la vie" sera pour vous le point de départ d'une vie nouvelle. Pour recevoir votre exemplaire gratuitement et sans engagement de votre part, écrivez dès aujourd'hui ou postez le coupon ci-joint à:

SCRIBE 111
Ordre Rosicrucien AMORC
Château d'Omonville
Le Tremblay
27110 Le Neubourg, FRANCE

SCRIBE 111
Ordre Rosicrucien AMORC
Château d'Omonville
Le Tremblay
27110 Le Neubourg, FRANCE

S.V.P. veuillez me faire parvenir gratuitement et sans aucune obligation de ma part la brochure "La Maîtrise de la vie".

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

PROVINCE: _____

PAYS: _____

Pour écourter les grèves

On a discuté pendant plus de seize mois à la United Aircraft pour en arriver à ce qui semble être un accord global sur le contenu de la prochaine convention collective. Et, pourtant, l'espoir d'une reprise des activités reste encore très mince. On ne paraît pas à la veille de s'entendre, en effet, sur le protocole de retour au travail. Le syndicat exige que tous les grévistes soient rappelés dans un laps de temps très court alors que l'employeur veut d'abord protéger les travailleurs qu'il a recrutés depuis le débrayage en vue de poursuivre sa production.

Quelle que soit la tournure des événements, cet imbroglio de dernière heure devrait au moins nous faire prendre conscience d'une chose: les conflits qui s'éternisent deviennent, à un moment donné, à peu près insolubles. Qu'on se rappelle ce qui est survenu dans le cas des "gars de La Palme" ou dans celui du Foyer Saint-Dominique à Québec. Le même scénario serait-il en train de se répéter?

Et tout cela sans compter les actes de violence dont ces affrontements sont trop souvent marqués. La patience des travailleurs a des limites qu'on ne peut reculer indéfiniment.

Il faut donc trouver des moyens d'empêcher les grèves de prendre de la sorte. Le maire de

Longueuil, M. Marcel Robidas, a suggéré à ce propos qu'une grève ne devrait pas pouvoir durer plus d'un mois. Après un mois, il y aurait retour au travail et soumission du conflit à l'arbitrage. La grève pourrait reprendre advenant que la sentence arbitrale ne donne pas satisfaction aux travailleurs mais il y aurait eu au moins, entre-temps, une assez longue pause.

Cette suggestion semble assez peu réaliste. La grève, par définition, est une lutte à finir. Si on la limite dans le temps, on réduit de beaucoup son impact. Un employeur fera peut-être beaucoup de concessions pour éviter un arrêt de travail, mais une fois celui-ci déclenché il ne se sentira guère incité à en faire de nouvelles puisqu'il saura que, dans quatre semaines à peine, il sera entraîné devant un conseil d'arbitrage. Au surplus, la grève et l'arbitrage n'ont pas été conçus comme des formules complémentaires mais opposées. On doit choisir entre les deux. On ne négocie pas du tout de la même façon dans un contexte de grève appréhendée ou déclenchée.

D'autres, par contre, sans chercher à fixer un temps maximum pour la grève, préconisent une formule qui paraît coller davantage à la réalité. Ils suggèrent que le syndicat soit obligé de tenir de nouveaux votes secrets à intervalles réguliers, à

tous les mois ou à tous les deux ou trois mois, pour s'assurer que c'est toujours le désir des membres de poursuivre la grève.

La formule pourrait avoir de bons effets. Elle délimiterait des étapes qui forceraient les patrons à réviser périodiquement leurs offres, particulièrement à la veille d'un nouveau vote. Ils auraient d'ailleurs alors l'assurance que leurs offres seraient automatiquement transmises à leurs membres et non bloquées pour des raisons de stratégie syndicale ou autres.

De leur côté, les dirigeants syndicaux seraient mieux en mesure ainsi de vérifier la fidélité de leurs cotisants. A la United Aircraft on a aujourd'hui ce phénomène étrange d'un syndicat qui continue de se faire le porte-parole des 2,600 grévistes du début alors que la majorité d'entre eux ont effectivement repris le travail. Il y a là une anomalie que seule une fiction légale d'inspiration douteuse permet de perpétuer.

Evidemment, l'obligation qu'on ferait aux syndicats de prendre des votes périodiques devrait être accompagnée d'une obligation correspondante au niveau des entreprises. Le conseil d'administration pourrait être appelé à ratifier, aux mêmes intervalles, les offres de ses négociateurs.

Certains disent aussi qu'on abrégerait beau-

coup les grèves si on forçait les entreprises à fermer automatiquement leurs portes quand leurs employés syndiqués quittent le travail. Le ministre du Travail a déjà songé à certaine mesure du genre. On se souvient de son projet de loi anti-scabs. Il a malheureusement fait long feu.

Il y a peut-être des avenues à explorer de ce côté, mais il serait illusoire de penser qu'il sera facile de trouver une formule acceptable à toutes les parties. Les employeurs ne consentiront jamais à ce qu'on les livre pieds et poings liés à leurs adversaires alors que l'action de ces derniers ne serait entravée d'aucune façon.

Au fond, c'est peut-être tout l'esprit de nos relations du travail qu'il faudrait repenser. On a besoin de changements fondamentaux. On a besoin d'une nouvelle philosophie qui reposerait davantage sur la concertation que sur l'affrontement.

Le temps ne serait-il pas venu pour les trois grands partenaires que sont le gouvernement, les employeurs et les syndicats de se mettre à table et de se parler franchement? Cela devrait être possible si chaque groupe, tout en exigeant le respect de ses droits, était prêt à définir les obligations qu'il est disposé à assumer.

Vincent PRINCE

bloc-notes

La colère des gens non protégés

Le gouvernement provincial aurait pu demander au gouvernement fédéral de contrôler les abattoirs et de s'occuper de l'inspection des viandes au Québec, comme le font d'autres provinces du Canada.

Sans doute animé par un légitime réflexe autonomiste, il a voulu user de son droit en cette matière. Mais pour en faire quoi? A peu près rien, comme nous nous en doutions depuis plusieurs années et comme le prouve ces jours-ci la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Quand on voit à quel point le Québec utilise souvent mal ses prérogatives constitutionnelles, on comprend que le gouvernement réussisse difficilement à embrigader l'ensemble de la population dans ses entreprises d'extension de ses pouvoirs politiques et administratifs. Dans combien de secteurs ou les juridictions se chevauchent les Québécois n'ont-ils pas l'impression d'être mieux servis ou mieux protégés par Ottawa que par Québec? Pensons par exemple au vaste domaine des affaires culturelles.

Cela étant dit, revenons à notre charogne provinciale. Je ne me souviens pas d'un scandale qui ait autant soulevé la colère populaire que celle qui est suscitée ces jours-ci par l'affaire des viandes avariées vendues pour consommation humaine. Une colère mêlée d'un profond dégoût non pas seu-

lement à l'idée d'avoir peut-être mangé souvent de la charogne au prix d'une viande de qualité, mais surtout à l'idée que le citoyen n'a pas reçu l'élémentaire protection qu'il est en droit d'attendre des autorités qui ont pour premier devoir de protéger sa vie et sa santé.

Devant ces faits troublants les gens se demandent avec raison dans quelle mesure ils sont protégés. Cette inquiétude serait exagérée s'il n'y avait que ce seul cas de laxisme; mais celui-ci s'ajoute à toute une série de cas: trafics d'influence dans l'appareil gouvernemental, irrespect de la loi, lâcheté des contrôles et de la surveillance quant à la qualité des eaux de consommation, des aliments en général et des médicaments, impuissance de l'appareil policier et judiciaire à protéger adéquatement les citoyens contre les malfaiteurs de toutes sortes qui les exploitent et les dominent par la violence, etc., etc.

Ce qui scandalise les citoyens, c'est que les autorités paraissent plus sévères pour ceux qui contestent publiquement les injustices sociales, pour ceux qui commettent des délits mineurs et sans conséquence grave que pour ceux qui non seulement exploitent systématiquement et sournoisement la population, mais s'enrichissent en mettant en danger la santé publique. L'incurie gouvernementale dans le contrôle des aliments et notamment des viandes ne peut être

tenue responsable de cas précis de mortalité ou de pathologie grave. Mais qui dira combien de citoyens ont subi des indispositions graves qui ont peut-être écourté leurs jours après avoir consommé des viandes avariées? Et comment la collectivité pourra-t-elle chiffrer le coût de tous ces inconvénients qu'un meilleur contrôle aurait pu éviter?

Enfin, comment ne pas être mortifié pour toutes ces petites gens incapables de se nourrir adéquatement à cause d'une inflation incontrôlée, qui se rabattaient sans le savoir sur de la charogne à bon marché également incontrôlée?

Marcel ADAM

L'esprit de Dief

En s'exprimant comme il l'a fait jeudi à la Chambre des Communes, l'honorable John Diefenbaker, parvenu à un âge avancé, a enfin trouvé la substance qui va cimenter à jamais l'unité du Canada, à *marde usque ad mardem*.

Des esprits étroits diront que l'honorable membre de la non moins honorable Chambre n'a pas respecté les règles de l'enceinte. Pourtant, comme le notait un jour Armand Lavergne, il est bien connu qu'une enceinte n'a pas de règle.

Et, comme on dit à la cour d'Angleterre, *pipi soit qui mal y pense!*

Guy CORMIER

DEPUIS QUATRE ANS, QUÉBEC PEUT EMPÊCHER LA VENTE DE LA CHAROGNE.



LETTRES

Humaniste? Mon oeil!

A toutes celles qui militent pour la libéralisation de l'avortement, vous avez (peut-être) une cause. Faites valoir vos opinions. Mais, de grâce, n'allez pas au comble de l'hubris en qualifiant ce monsieur Morgentaler d'humaniste. Vous aviez devant vous un individu qui, profitant de l'anachronisme de la loi sur l'avortement, y a vu une occupation tristement lucrative. S'il est exact que 6.000 clientes lui aient versé \$200, pièce pour se faire avorter, ce monsieur aura empoché la jolie somme de \$1.200.000. En plus de le rendre millionnaire, vous prétendriez le consacrer humaniste? Il doit bien en rire dans sa barbe, le "povre".

Autant l'attitude de monsieur Morgentaler fut-elle condamnable (s'il avait été sincère, il aurait offert ses "services" gratuitement),

autant celle des religieuses de l'hôpital Santa Cabrini qui refusent qu'y soit pratiqué l'avortement thérapeutique l'est-elle également; au nom d'une catholécité équivoque, elles permettront à d'autres Morgentaler de surgir et de faire la piastre.

Il faut reconnaître que, dans le débat acide sur l'avortement, il est difficile de se prononcer nettement pour ou contre à moins d'être impliqué(e) ou fanatique. Il s'agit avant tout d'une décision strictement personnelle qui devrait être prise de la façon la plus éclairée qui soit. Musclons ou libérons la loi, puisqu'il le faut, mais ne permettons plus que des avorteurs professionnels se glorifient de faire acte de charcuterie.

Robert BLAIS,

20 millions de "meurtrières"

Depuis un certain temps, on assiste à une offensive anti-avortement bien orchestrée, dont les promoteurs se font sans aucune modestie les défenseurs "du respect de la vie". Je n'ai ici ni le temps ni l'envie de reprendre tous les éléments de ce débat, mais qu'on me permette seulement d'en souligner un aspect à mon avis trop souvent négligé par les penseurs de PRO-VIE et des autres groupes du genre.

Selon Statistiques-Canada (1974), de 10.000 à 25.000 Québécoises par année avortent et ce, malgré l'illégalité de leur geste. Dans le monde, l'ONU estime à plus de 20 millions le nombre d'avortements pratiqués chaque année. Eh bien, en toute honnêteté, je me refuse à croire que tant de femmes sont des meurtrières en liberté et qu'une "société juste" doive les considérer comme telles.

Le code criminel canadien prévoit une peine de 2 ans de prison pour une femme qui avorte illégalement. Suite à l'emprisonnement du Docteur Morgentaler, doit-on penser qu'un jour des milliers de Canadiennes se retrouveront dans des prisons qu'on agrandirait spécialement pour elles? Et si on n'applique pas cette loi, est-ce qu'une fois de plus les Canadiennes sont considérées comme des "irresponsables" par les législateurs et les juristes canadiens?

De toute façon, si un jour on arrête et on emprisonne toutes ces "meurtrières", qu'on se méfie: on assistera alors au plus grand rassemblement de femmes jamais vu, à un immense congrès "force" qui, inévitablement, se transformera à son tour en tribunal.

Sylvie DUPONT
Montréal

Pourquoi plus de "5D"?

Monsieur René Barbin,
Société Radio-Canada,
Montréal.

Nous avons appris avec étonnement la décision de Radio-Canada de retirer de sa programmation l'émission 5D. Le processus par lequel la direction de Radio-Canada arrive à supprimer tel programme nous laisse songeurs. Nous aimerions savoir les raisons qui vous ont conduit à prendre cette décision.

Les animateurs de Pastorale des universités francophones veulent souligner l'intérêt qu'ils accordaient à ce programme en raison des in-

formations ouvertes, sérieuses, pertinentes, et parfois audacieuses. Cet intérêt est largement partagé par les personnes des milieux universitaires. Dans une société démocratique, nous croyons qu'il y a place pour des orientations semblables.

Nous souhaitons que le nouveau programme qui sera présenté à la population reflète cette dimension d'ouverture qu'on appréciait dans celui de 5D.

Gilles MARCHAND, ptre.
au nom des: Animateurs de
Pastorale des universités
francophones du Canada.

Problème "bien féminin"

Je suis bien consciente qu'il y a derrière l'avortement un problème moral. Mais il y a aussi un problème bien quotidien, bien "féminin", qui est celui de l'efficacité des contraceptifs actuels: la pilule ne va pas à tout le monde! Je ne suis pas la première à décrire le manque d'information sur les contraceptifs. En ce domaine c'est encore la grande noirceur.

On n'a pas encore compris que sexualité veut dire contraception et que contraception ne veut pas dire abstinence.

Vous me direz qu'une fille intelligente sait s'arranger. A mon sens, on ne peut pas appeler cela une solution. L'avortement est un problème moral mais aussi un problème social qui demande une solution politique. On ne peut plus laisser tant de femmes dans l'incertitude, aux mains des charlatans ou d'intermédiaires qui se remplissent les poches en faisant le commerce de nos échecs contraceptifs. Les femmes ne se font pas avorter de gaieté de cœur! Que l'on essaie de me prouver le contraire.

M. et Mme Jutras, dans leur re-

centé lettre, sont ceux qui refusent de reconnaître la sexualité des jeunes en particulier, ceux qui refusent de reconnaître la précarité des contraceptifs actuels, ceux qui refusent que l'on parle de sexualité et de contraceptifs dans les écoles.

Ces mêmes bonnes gens nationalistes et nativistes, sous le couvert d'un fameux "respect de la vie", refusent aux femmes le droit de contrôler leur fonction de reproduction. Les maternités heureuses sont celles que l'on décide librement et que l'on décide de droit à disposer de mon corps.

Louise JULIEN
Montréal

Le courrier vers la Chine

Quoi de plus frustrant pour un correspondant que de voir son courrier lui revenir quand il est convaincu de l'avoir pourtant bien adressé.

La réaction du R.P. Gérard Bourque, S.J., (citoyen canadien résident à Taipei) est normale et sa lettre publiée dans LA PRESSE du 22 avril dernier illustre bien le problème auquel les Postes canadiennes ont eu à faire face depuis 25 ans. Les gens ont toujours eu recours à diverses adresses quand ils expédiaient leur courrier vers la République populaire de Chine ou vers Taiwan, ou Formose, qui se donne également le nom de République de Chine.

Prenons le cas d'un postier qui doit acheminer une lettre adressée à Kang Shan, Chine. L'enverra-t-il en République populaire de Chine ou à Formose? Même chose si elle porte la mention Kang Shan, République de Chine. S'agit-il de la République populaire de Chine ou encore de Formose? Impossible d'être absolument certain.

Pour éviter toute erreur pouvant découler de cette double appellation de République populaire de Chine et de République de Chine, les Postes canadiennes ont publié une directive soulignant que la seule façon correcte d'adresser du courrier à ces deux endroits était la République populaire de Chine et Taiwan.

ou Formose. Cette formule a été acceptée par les deux administrations postales en cause.

On disait du même coup que tout objet de correspondance incorrectement adressé serait retourné à son expéditeur. On achemine toutefois le courrier portant une adresse évidente, comme Pékin, Chine, par exemple.

Cette décision a été prise dans le seul but d'améliorer la distribution du courrier en provenance du Canada et d'éviter la confusion et les retards. Elle n'a pas été prise pour des considérations politiques ou dans le but d'empêcher les Canadiens de communiquer avec la République populaire de Chine ou Taiwan. C'est une mesure qui aide simplement les Canadiens à faire parvenir leur courrier à destination dans les plus brefs délais.

Le chef du service de presse
Postes canadiennes,

S.V.P.

En France, la loi sur l'indivisibilité du territoire national interdit l'usage de deux noms pour désigner le même pays. En conséquence, les lettres adressées à la République populaire de Chine ou à la République de Chine doivent être envoyées à l'adresse indiquée sur l'enveloppe.

la presse

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER LEMELIN
président et éditeur

ROCH DESJARDINS

vice-président

JEAN SISTO

éditeur adjoint

YVON DUBOIS

directeur de l'information

MARCEL ADAM

éditeur en chef

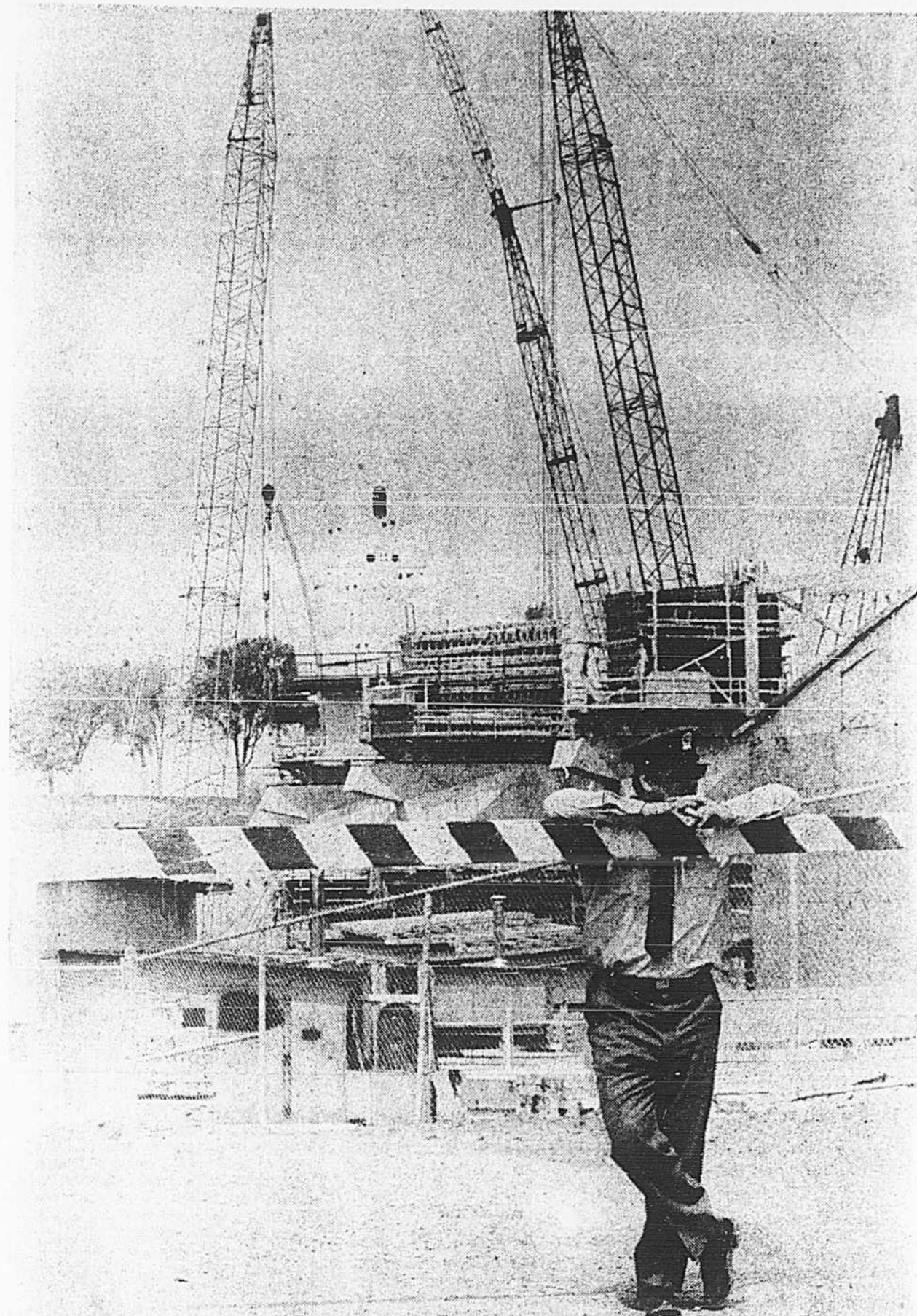


photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

Cet agent de sécurité n'a pas l'air bien dangereux. Sa présence et celle de nombreux confrères, ainsi que celle de policiers provinciaux et municipaux, ont suffi à éloigner des abords des chantiers les nombreux "gorilles" qui, la semaine dernière, invitaient les ouvriers de la construction à débrayer "spontanément". Résultat: faute de "gorilles", les ouvriers de la construction n'ont pas débrayé mercredi!

La "grève générale", un échec et une leçon

par Pierre VENNAT

IL EST illusoire de parler de grève générale au Québec tant que l'unité d'action ne sera pas concrétisée entre les trois grandes centrales syndicales du Québec et qu'une telle grève ne sera pas désirée par les quelque 500.000 syndiqués du Québec, membres de la CEQ, de la CSN et de la FTQ.

Telle est la première leçon à tirer de la journée de mercredi et du premier véritable arrêt de travail général que le Québec ait connu, si l'on excepte la grève du Front commun de la fonction publique en 1972.

Bien sûr, quelque 120.000 syndiqués — estimation de la FTQ — ont débrayé.

Mais il n'en demeure pas moins que lorsque l'électricité, le téléphone, la police, les pompiers, les journaux, la radio et la télévision, le transport en commun, les taxis, les écoles et les services publics fonctionnent comme à l'accoutumée ou presque, l'on ne saurait parler de grève générale réussie.

Et pourtant, c'est ce qui est arrivé mercredi et c'est ce qui arrivera dans quelque temps si la CSN met à exécution son projet de lancer elle aussi une grève "générale" contre le bill 24 qui tente de "serre" la vis" du syndicalisme.

Le gouvernement en profite

Pour n'avoir pas voulu emboîter le pas à la FTQ mercredi, la CSN se retrouvera toute seule avec sa grève générale et celle-ci, tout comme celle de mercredi, ne sera que fragmentaire avec un résultat limite, quoique la CSN contrôlant le personnel hospitalier, elle pourrait avoir des effets plus graves.

Quant à la CEQ, elle évite, par les temps qui courent, de piler sur des oeufs.

Le "Manuel du ler mai" et le désaveu public de Guy Chevrette n'ont pas rencontré l'adhésion de tous et indisposent plusieurs à la base de la centrale des enseignants.

Si la CEQ ne veut pas, lors des

prochaines négociations de la fonction publique, déclencher une grève à laquelle d'importants syndicats ne participent pas, comme ce fut le cas lors de la grève du Front commun de 1972, alors que les enseignants de Montréal ont refusé d'emboîter le pas, il lui faut user d'extrême prudence avant de déclencher toute action commune avec les autres centrales.

D'où il ressort qu'il est peu probable qu'on s'engagerait dans une grève générale du côté de la CEQ, à moins que celle-ci n'ait, au moins en partie, l'enseignement comme thème.

De toute façon, il ne saurait y avoir de réussite en fait de grève générale sans un effort concerté des centrales et le seul bénéficiaire, actuellement, des rivalités syndicales que tout le monde est à même de constater, c'est le gouvernement Bourassa.

Lequel espère évidemment que ces dissensions se continueront tout au long des négociations dans le secteur public, de façon à éviter la répétition des événements de 1972.

Les autres leçons de mercredi

Mais tels ne sont pas les seuls enseignements à tirer des événements de mercredi.

Tout d'abord, on voit que la FTQ a encore du prestige auprès de ses membres et que le scandale de la construction ne l'a pas trop éblouie, du moins de l'intérieur.

Pour que 120.000 syndiqués suivent son mot d'ordre lancé à la dernière minute et sans véritable consultation de la base, même sur un thème aussi populaire que l'appui aux grévistes de la United Aircraft, il faut vraiment que son emprise sur ses membres soit encore grande.

On notera cependant que les syndiqués de la construction, règle générale, n'ont pas obéi au mot d'ordre.

Il faut dire que les policiers veillaient au grain et que les "gorilles" n'ont pas pu s'approcher des chantiers.

Ce qui laisse des doutes sérieux sur la "spontanéité" des débrayages de la semaine dernière, sur l'indexation de mai dernier et sur la FTQ-construction en général. Si

pour la première fois les ouvriers de la construction sont laissés libres et décident de ne pas débrayer, quelle foi peut-on accorder à leurs débrayages antérieurs? La Commission Cliche, dont on décrie tant le rapport du côté syndical, vient de recevoir la plus belle preuve d'appui et la FTQ une giflette magistrale.

Une "première" sans lendemain

Enfin, dernière conclusion à tirer de cette journée tout de même historique, puisqu'il s'agit d'une première syndicale: le conflit de la United Aircraft dure toujours et il est à se demander si l'on voulait vraiment aider ces grévistes ou si la journée, somme toute, n'était qu'un prétexte pour la FTQ de façon à provoquer un affrontement politique et à s'affirmer comme une force de pression dont il faut tenir compte, malgré les avatars de la Commission Cliche.

Chez plusieurs syndicats de la FTQ où l'on n'a pas débrayé, on a préféré verser plutôt une heure de salaire ou davantage aux grévistes de la United Aircraft. Ce que plusieurs syndicats de la CSN feront également.

Ainsi on aidait les grévistes en évitant d'être taxés d'aider la FTQ de construction, que plusieurs voyaient comme toile de fond du débrayage de mercredi.

Et puis, faisait-on remarquer, les grévistes de mercredi, pour la plupart, perdront une journée de salaire pour débrayage illégal. Tandis que si chaque syndiqué du Québec avait versé \$10 aux grévistes de la United Aircraft, on aurait recueilli aisément \$5 millions d'un coup et les "héros" de Longueuil auraient pu durer ainsi encore longtemps.

Quoi qu'il en soit, chose certaine, le 21 mai 1975 fait désormais partie de l'histoire syndicale du Québec.

D'autant plus qu'avec l'adoption de la loi anti-casseurs, il pourrait bien s'agir d'une "première" qui soit à la fois une "dernière".

Chose certaine, les débrayages illégaux généralisés, comme celui de mercredi, deviendront encore plus difficiles et l'enthousiasme de la base pour de tels moyens de pression risque de diminuer considérablement.

Trudeau dans la dernière étape de sa tournée de l'Europe des neuf

par Marcel PEPIN
de notre bureau d'Ottawa

LE PREMIER ministre Trudeau reprend dès mardi son bâton de pèlerin pour aller convaincre cette fois le Danemark et le Luxembourg de la pertinence d'établir un lien contractuel entre Ottawa et la Communauté économique européenne.

Après avoir rencontré les dirigeants de ces deux pays, M. Trudeau aura réussi, en trois étapes, à faire la tournée des capitales de l'Europe des neuf et il ne lui restera qu'à attendre le résultat du référendum en Grande-Bretagne, le 5 juin, pour savoir quand la Communauté passera à la deuxième étape des discussions, c'est-à-dire la négociation d'un texte précis de traité de collaboration.

Tant en octobre dernier qu'en février, on a répété un peu partout en Europe aux visiteurs canadiens que le premier souci de la Communauté était de suivre la situation en Grande-Bretagne, où le sort du Marché commun est menacé.

Mieux vaut tôt que trop tard

Sans attendre cependant le résultat du référendum du 5 juin, les hauts fonctionnaires de Bruxelles ont continué de préciser avec les diplomates canadiens le contenu éventuel d'un accord général avec le Canada conclu directement avec la Communauté.

On s'attend qu'avant la fin de l'été, le Conseil des ministres de la Communauté, organisme décisionnel suprême, donne des instructions aux fonctionnaires du Marché commun pour mener rondement la négociation avec Ottawa.

Bien que le Premier ministre Trudeau n'ait jamais voulu, lors

des nombreuses conférences de presse consacrées à ce sujet, circonscrire dans des limites étroites les objectifs du Canada dans ses relations avec l'Europe des neuf, il appert que les pays membres seraient disposés à offrir à Ottawa un accord commercial général qui aurait pour résultat de stimuler les échanges et permettre l'accès à la technologie européenne.

Attirés par les immenses réserves de matières premières, dont certaines stratégiques, comme l'uranium, du Canada, les pays membres du Marché commun, d'abord peu réceptifs à l'idée d'établir un lien contractuel avec le Canada, ont modifié leur position, autant parce qu'ils y voient un avantage pour l'Europe que parce que le Canada leur a fourni l'assurance que cette démarche n'avait pas pour objet d'indisposer les Américains.

L'un des principaux objectifs de M. Trudeau, en effet, est de diversifier de façon permanente le commerce extérieur canadien, trop axé sur les États-Unis. Même si l'Europe des neuf est encore en formation, même si les pays membres ne cèdent qu'au compte-gouttes leur souveraineté nationale à la Communauté, le point de vue canadien se résume à ceci: l'Europe est en train de se faire, et mieux vaut être présent dès le début que trop tard.

Après ces rencontres

Les diplomates canadiens peuvent compter présentement sur l'appui de principe de 6 des neuf capitales européennes, visitées en octobre 1975 et février 1975 par le Premier ministre, la 7e, Paris, ayant quel que peu tardé à marquer son accord avec la démarche canadienne. Quant au Danemark et au Luxembourg, on les considère déjà acquis à la thèse canadienne, bien que les entretiens au sommet n'aient pas encore eu lieu.

Depuis 1972, quatre séries de conversations bilatérales se sont déroulées entre Ottawa et Bruxelles. Ces démarches sont sur le point de se concrétiser sous la forme d'un document provisoire ou il sera question de relations commerciales, financières, industrielles et technologiques entre la Communauté et le Canada.

En contrepartie, les pays de la Communauté voudront s'assurer un accès plus facile et assuré à long terme aux ressources naturelles du Canada.

Il est probable qu'après s'être entretenu avec les autorités danoises et luxembourgeoises, M. Pierre Trudeau rencontre une deuxième fois en moins de trois mois le président de la Commission des communautés européennes, M. François-Xavier Ortoli, pour mettre au point les étapes futures de la discussion Ottawa-Bruxelles.

L'OTAN

Le but officiel de la brève tournée de M. Trudeau en Europe (27-31 mai) n'est cependant pas tant de compléter le dossier de la CEE, que d'assister au sommet de l'OTAN, en compagnie du président des États-Unis et de la plupart des chefs de gouvernement des pays de l'Alliance atlantique.

La reorganisation de la défense de l'Europe, 30 ans après la guerre, fait l'objet d'un interminable débat entre les pays de l'Alliance depuis plusieurs années, et ce débat est devenu plus vif depuis que certaines capitales, dont Londres, aux prises avec l'inflation et le chômage, trouvent lourde la charge d'assumer la défense du continent.

Quant au Canada, qui a ratifié son soutien à l'Alliance, il doit choisir le type d'armement qu'il peut mettre au service de l'OTAN.

Se faire élire député, un bon investissement

par Fernand BEAUREGARD

INVESTIR \$30.000 en huit ans et retirer de cet investissement, sur une période de 37 ans, la somme de plus de \$850.000 en tranches annuelles de quelque \$23.000: voilà l'un des avantages incroyables que procure à sa députation le gouvernement du Québec.

Si, comme on se plaît à le répéter, la carrière politique n'en est pas une de tout repos et expose celui qui s'y aventure à de multiples avatars, il faut quand même admettre qu'elle paye de mieux en mieux son homme.

Au pays du Québec, les députés se voient, fin décembre 1974 et avec une célérité digne du meilleur olympisme, une hausse substantielle de salaire, leur indemnité sessionnelle passant d'un seul coup (et avec effet rétroactif) de \$15.600 à \$22.700.

A cette somme, s'ajoutent évidemment plusieurs autres types d'indemnité (frais de déplacement, de bureau de comté, de secrétaire).

De ceci, la population fut amplement informée. Et les "hot lines" radiophoniques ne dérogèrent pas pendant plusieurs jours, la plupart des intervenants réagissant défavorablement au riche cadeau des Fêtes que venait de s'accorder les "élus du peuple".

Mais ce dont le public ne s'était pas rendu compte et ce qu'on prit bien garde de lui révéler, c'est qu'à cette hausse importante de leur salaire correspondait pour les députés (et les ministres) une augmentation fort attrayante d'une "pension de retraite" qui était déjà beaucoup.

D'autant plus intéressante en effet que, s'il a siégé pendant un minimum de 60 mois et dans deux législatures, le député recevra cette "pension à vie" dès son retrait de l'Assemblée nationale. Il n'est pas contraint, comme le citoyen ordinaire, d'attendre l'âge traditionnel de la retraite, soit 65 ans.

Versée mensuellement (ou bimensuellement), la pension est calculée de la façon suivante: de 46,875% (pourcentage à 60 mois de députation et gradué de mois en mois jusqu'à 96 mois alors qu'elle atteint le maximum) à 75% de la totalité des contributions au régime des "pensions de retraite" versées par le député (ou ministre) pendant la durée de sa vie parlementaire (voir tableau des pourcentages).

Les contributions, prises à la source, sont de 8% (s'il est célibataire) ou de 10% (s'il est marié) de son salaire brut.

Prenons le cas typique d'un jeune homme de 25 ans qui se ferait élire le 15 juin 1975 au cours d'une élection complémentaire. Se basant sur le salaire actuel du député, soit \$22.700 et d'un ministre avec portefeuille, soit \$47.670 (chiffres sur lesquels se font les contributions à la caisse de retraite), le parlementaire M. X qui se retirerait (volontairement ou faute d'être réélu) le 15 juin 1983, après avoir siégé pendant cinq ans au Conseil des ministres, recevrait des son retrait de la politique et sa vie durant, une pension annuelle de \$22.985. A cette pension serait ajoutée, à chaque début d'année, une indexation qui, si la tendance présente se maintient, d'environ 10%.

Cela signifie que son premier chèque de "pension de député" lui serait versé dès l'âge de 33 ans.

S'il meurt, disons, à 70 ans, le Trésor public lui aura remis, pour un investissement total de \$30.645, la jolie somme de près d'un million de dollars.

Autre carrière

Assurer une "retraite dorée" aux députés ne suffit pas. Il importe aussi de protéger sa famille.

C'est ainsi que la loi se fait également généreuse pour les "dépendants", dans l'éventualité où le député décède avant son ou sa conjointe.

Celui-ci (ou celle-ci) reçoit alors 50% du montant de la pension, plus 10% pour chaque enfant de moins de 18 ans et de moins de 21 ans s'il fréquente assiduellement une institution d'enseignement reconnue. Ceci jusqu'à concurrence de 40%. C'est-à-dire, 50% à la femme survivante et 40% maximum pour les enfants, soit 90% de la pension totale.

Si les deux conjoints meurent, les enfants survivants sont alors fort adéquatement protégés.

Qui dit mieux?

Il n'est donc pas étonnant que de plus en plus de jeunes s'intéressent à la carrière politique. Et si, le fait de hausser radicalement le salaire des députés avait pour principal objectif d'attirer des gens compétents, il ne fait aucun doute qu'il a su le faire.

Mais ce n'est pas tout...

Généreusement pourvus par une "pension en or", les ex-députés ou ex-ministres, bien vus du parti au pouvoir ou dotés de talents exceptionnels qui les rendent indispensables à la chose publique, peuvent, tout en continuant de recevoir leur "pension", se voir nommer à la

présidence d'une régie publique, d'une Commission quelconque ou à la magistrature.

Opposition montante

Mentionnons quelques cas parmi les centaines qu'il serait possible de dénicher après une plus longue enquête.

Vous vous souvenez de Bernard Pinard qui fut pendant près de 17 ans député libéral de Drummond et ministre dans divers cabinets pendant une décennie?

Et bien, ces 17 ans de vie politique active lui ont valu la distinction d'être le plus "haut" pensionné du Québec avec \$24.590 par année. Il reçoit donc, au seul titre de "pension de retraite" presque autant que l'indemnité dont il était gratifié alors qu'il assumait la double fonction de député-ministre.

Mais là ne s'arrête pas la "bonne fortune" de M. Pinard. Nommé juge au tribunal du Transport, il reçoit un traitement annuel de \$19.585. Ce libéral chevronné a sa retraite, fait donc un revenu annuel de quelque \$45.000.

Autres cas typiques. Avant de se relancer en politique active, Maurice Bellemare, vieux routier de l'Union nationale, recevait une pension annuelle de \$21.000 plus un traitement de quelque \$30.000 comme président de la Commission des accidents de travail.

Mme Claire Kirkland-Casgrain, "pensionnée" du gouvernement québécois, a succédé à M. Bellemare. Alcide Courcy, membre du conseil d'administration de Rexford, Mme Pierre Laporte, veuve du ministre Pierre Laporte, juge à la Cour de citoyenneté et combien d'autres encore dont la liste pourrait s'allonger bien davantage.

Qu'un ex-député ou ex-ministre, titulaire d'une pension fort intéressante, augmente ses revenus dans les divers domaines de l'activité économique ou professionnelle, rien à redire à cela.

Mais que le Trésor public du Québec lui verse, outre une pension substantielle, un deuxième revenu plus substantiel encore, voilà qui commence à être remis en question.

Et il n'est pas exclu que dans un avenir prochain, cette attribution par le tandem gouvernement-parti au pouvoir de postes richement rémunérés à des amis du régime à leur retraite fasse l'objet d'une opposition sérieuse.

La solution la plus logique à cette double rémunération serait sans aucun doute la suivante: qu'un "pensionné" voie sa pension "suspendue" pendant qu'il occupe une fonction paragouvernementale (présidence d'une régie, magistrature, etc.).

la semaine revue et résumée

PAR REGINALD
SPINHAYER



Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs québécois d'une variété de secteurs et de diverses régions de la province ont répondu mercredi à l'ordre de grève illégale d'un jour lancé par les dirigeants de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), non seulement aux quelque 300,000 adhérents de cette centrale syndicale mais aussi à "tous les autres salariés", avec l'objectif officiel d'obtenir une intervention gouvernementale déterminante dans le venimeux conflit ouvrier de la compagnie américaine United Aircraft, récemment rebaptisée Pratt & Whitney, dont près de mille employés de la succursale montréalaise sont en grève depuis dix-huit mois.

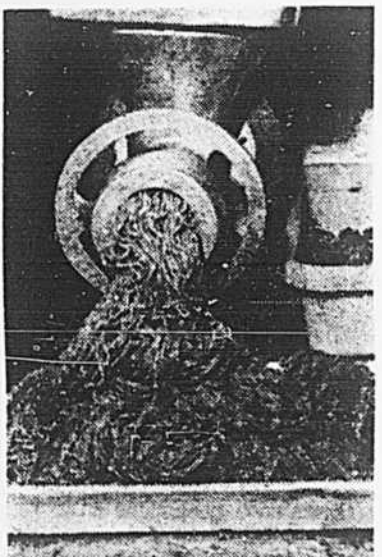
Qualifiée de "succès fantastique" par le président de la FTQ, M. Louis Laberge, qui estime que de 120,000 à 150,000 personnes ont débrayé, la journée a été considérée comme "un fiasco" par le Premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, qui a déclaré que seulement 3 ou 4 pour cent de la population active avait suivi le mouvement.

Une association patronale dit avoir compté 50,000 grévistes, entre autres dans l'industrie de l'automobile, les brasseries et aussi la construction, où des débrayages sévissaient déjà en protestation de la tutelle gouvernementale imposée pour en expurger les pratiques criminelles.

Tout est rentré à peu près dans l'ordre par la suite, y compris sur les chantiers des installations olympiques, dont le maire Jean Drapeau a affirmé en Suisse qu'elles seraient prêtes à temps pour les Jeux de juillet 1976.

La charogne, commerce prospère au Québec

Plusieurs hommes d'affaires témoignent à Montréal devant la Commission d'enquête sur le crime organisé ont révélé qu'une étonnante insuffisance de contrôles gouvernementaux, ainsi que l'intimida-



tion occasionnelle ou la corruption d'inspecteurs officiels, avaient engendré la vente criminelle de millions de tonnes de viande légalement impropres à la consommation humaine ces dernières années au Québec. Et sans doute encore actuellement.

Parfois désodorisée et colorée artificiellement, selon les besoins les plus évidents, la marchandise provenait notamment de bestiaux malades ou achetés déjà morts à des éleveurs qui croyaient traiter avec des fabricants d'aliments pour chiens ou chats. Les visiteurs de l'Expo 67 en auraient probablement dégusté quelque 250 tonnes.

Vers un autre bond du prix du pétrole ?

Invoquant la hausse du prix des produits qu'ils importent, hausse elle-même justifiée par l'inflation du prix du pétrole dans beaucoup de cas, divers porte-parole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), arabes pour la plupart, ont implicitement annoncé



de nouvelles majorations du coût de l'or noir à compter de l'automne prochain.

Des économistes occidentaux ont dit s'attendre à une hausse de 10 à 15 pour cent, peut-être dès le mois d'octobre, et ils s'accordent à en prévoir les conséquences les plus négatives dans le monde industrialisé, où l'économie ne s'est pas encore remise de la hausse de trois cents pour cent enregistrée depuis trois ans dans le prix du pétrole sur les marchés internationaux.

Autres tueries, au Québec

Dans la région de Montréal, où le nombre des meurtres a plus que doublé comparativement à l'année dernière, sept assassinats ont été commis en l'espace de vingt-quatre heures et cinq des victimes ont été abattues en même temps dans une maison de St-Bruno. Plus tôt, cette semaine, deux adolescents âgés de

13 et 15 ans avaient été roués de coups, puis abattus à coups d'arme à feu, près de Longueuil. Au total, au moins neuf homicides ont été perpétrés depuis dimanche dernier dans la région métropolitaine.

Par ailleurs, les enquêteurs ont commencé à envisager la responsabilité d'un groupe d'extrémistes politiques dans la vague d'enlèvements et d'extorsions qui ont déjà rapporté plus d'un million de dollars à leurs auteurs, en moins d'un an, au Québec. Les dernières victimes sont un gérant de banque et un numismate professionnel, tous deux de Montréal, qui ont versé des rançons totalisant quelque \$100,000.

L'affaire du "Mayaguez" aurait coûté 41 vies

Des rapports complémentaires ont porté à au moins trente-huit et probablement quarante et un le nombre des fusiliers marins qui ont trouvé la mort au cours de l'opération ordonnée la semaine précédente par le président américain Gerald Ford pour récupérer un navire de la flotte marchande des États-Unis, le "Mayaguez", ainsi que ses trente-neuf hommes d'équipage, dont des communistes cambodgiens s'étaient emparés en alléguant l'espionnage et la violation des eaux territoriales du Cambodge, en Indochine.

L'incident, qui a valu une hausse du prestige de M. Ford auprès de ses concitoyens, a aussi fait cinquante blessés parmi les soldats américains. Les Cambodgiens n'ont pas révélé leurs pertes.

Etude psychologique des policiers de Montréal

Divulguée seulement cette semaine, une étude faite en 1972 par un psychologue industriel pour le compte de la Fraternité des policiers de Montréal a notamment conclu que la tension et les frustrations inhérentes au travail des policiers tendent à développer chez eux un sentiment d'isolement pro-



noncé, une méfiance exagérée à l'endroit des autres, une grande nervosité, l'insomnie et des maux d'estomac.

A ces troubles, dont certains semblent relever de la paranoïa, s'ajoutent entre autres les mesquineries conjugales imputées à l'irrégularité des horaires de travail. Le document ne mentionne pas les raisons conduisant les sujets à s'engager dans la police, ni à y demeurer.

Faits divers d'ailleurs

Des expertises effectuées séparément par des spécialistes britanniques et américains ont conclu à un attentat à la bombe dans la destruction d'un autobus Boeing 707 de la compagnie Trans World Airways qui s'est abattu en septembre dernier dans la Méditerranée, près de la côte grecque, tuant les 88 personnes à bord.

A Chicago, Illinois, les directeurs d'un hôpital pour anciens combattants enquêtent sur les circonstances qui ont permis qu'un patient, paralysé et incapable de s'exprimer, soit resté vingt-sept heures dans un ascenseur principal où on l'aurait "oublié" avec son fauteuil roulant.

Science: l'électricité serait un liquide

Des scientifiques de l'université de Berkeley, en Californie, disent avoir prouvé une théorie voulant que l'électricité soit en réalité un liquide et ils en ont photographié une goutte dans un contenant étanche dont la température avait été abaissée à quelques degrés du zéro absolu, soit de -273 degrés Celsius, où la matière subit des transformations dans ses propriétés habituelles.

Mesurant un trentième de pouce de diamètre, la goutte d'électricité a été colorée à l'infra-rouge par un rayon laser pour qu'elle apparaisse sur la pellicule photographique.

Les militaires portugais menacent d'écarter les partis

par Pierre SAINT-GERMAIN

POURRA-T-ON mener à terme la révolution socialiste en cours par la voie électorale pluraliste? C'est la grande question qui se pose présentement au Portugal. Ce pays connaît sa première crise depuis les élections du 25 avril à l'Assemblée constituante. Le Parti socialiste (PS), sorti gagnant de ce premier scrutin libre après un demi-siècle de fascisme, crie au danger d'une "nouvelle dictature", communiste celle-là, et envisage de se retirer de la coalition gouvernementale.

Pourquoi cette crise? Comme on pouvait s'y attendre, le nouveau rapport des forces politiques issu de la consultation du 25 avril ne s'est pas traduit au sein du gouvernement. Le PS, qui avait obtenu plus de 37 p. cent des suffrages, y compte toujours le même nombre de ministres que le Parti communiste (PC), qui avait recueilli moins de 13 p. cent des voix.

Une distorsion de la réalité

Le PS n'a pas cherché à faire corriger cette distorsion de la réalité électorale. On le comprend. Le Mouvement des forces armées (MFA) avait nettement indiqué, avant le 25 avril, sa volonté de n'apporter aucune modification au sein du gouvernement avant les élections à la présidence et à l'Assemblée législative prévues pour l'automne prochain. Au surplus, le MFA avait fait signer aux partis membres de la coalition une "plate-forme d'entente" traçant le cadre de l'orientation du pays dans les domaines politique, économique et social.

Cependant, M. Mario Soares, secrétaire général du PS et ex-ministre des Affaires étrangères, n'admet pas que sa formation soit victime de discrimination au profit du PC dans divers secteurs dont l'importance n'échappe à personne: les organes d'information (presse écrite, radio, télévision), les syndicats et les administrations municipales. Or, l'influence du PC y est prépondérante et, selon ses adversaires, tend même à s'accroître.

La goutte qui fait déborder le vase

Voilà la raison fondamentale du conflit socialo-communiste qui a atteint, cette semaine, son point culminant lors de la fermeture du quotidien "Republica", de tendance socialiste.

La goutte qui a fait déborder le vase remonte à la manifestation monstre du 1er mai dans un stade de Lisbonne. M. Soares a alors été empêché, dans des circonstances demeurées obscures, de monter à la tribune où avaient pris place le chef de l'Etat, le général Costa Gomes, le premier ministre, le gé-



A Lisbonne, jeudi soir, plus de 40,000 partisans du parti socialiste défilent pour protester contre "le glissement du Portugal vers une dictature communiste". A l'avant-plan, le poing levé, MM. Mario Soares, secrétaire général du PS, et Francisco Zenha, ministre de la Justice.

néral Vasco Gonçalves, et le secrétaire général du PC, M. Alvaro Cunhal.

Selon le PS, cet incident s'insère dans une campagne dont le but serait de minimiser la "grande victoire" électorale qu'il a remportée le 25 avril. Il en impute la responsabilité à l'Intersyndicale, centrale unique (2,000,000 d'adhérents) dominée par les communistes.

Le drame du "Republica"

Cette affaire a, naturellement, suscité de vives protestations de la part du PS, mais le drame du "Republica" l'a amené à ruer encore plus fort dans les brancards du nouveau régime.

Ce drame, qui couvait depuis le 2 mai, s'est aggravé le 16 lorsque le journal a fait grand état du retour de Chine d'une délégation maoïste portugaise qui ne dispose que d'une faible base populaire mais est farouchement anticomuniste. Les ouvriers de "Republica" ont alors décidé de chasser le directeur et le rédacteur en chef, qui sont restés sur les lieux. Finalement, après l'échec d'une tentative de conciliation, les autorités gouvernementales ont ordonné l'évacuation des locaux du journal, qui ne paraît pas depuis.

Avant-hier, plus de 40,000 manifestants socialistes ont défilé dans les rues de Lisbonne pour protester contre l'évolution de la situation.

Plus tôt, M. Soares avait donné une conférence de presse où il a annoncé que le PS mettait en jeu sa participation au gouvernement devant "le glissement du pays vers une dictature communiste".

Le MFA sème les socialistes

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le Conseil de la révolution, instance suprême du pouvoir, tenait une réunion extraordinaire, faisait appel à l'unité nationale et demandait que cessent les querelles partisans. Il déplorait d'autre part l'exploitation au Portugal et à l'étranger du cas de "Republica" et reprochait "le recours démagogique par une propagande partisane au spectre de la dictature". Enfin, il réaffirmait que l'alliance MFA-PEUPLE constitue la base fondamentale de la révolution et qu'aucun parti ne doit se considérer comme l'intermédiaire exclusif dans les relations politiques MFA-PEUPLE.

De son côté, le PC accusait le PS de servir, par son attitude, "les intérêts de la réaction".

Un gouvernement militaire?

"Chose certaine, le MFA commence à en avoir assez des chicanes socialo-communistes", a déclaré

hier à LA PRESSE un haut fonctionnaire du gouvernement, au cours d'une interview téléphonique depuis Montréal. "Si cela continue on n'exclut pas, à la limite, que le MFA forme un gouvernement exclusivement militaire sans pour autant instaurer une dictature", ajoutait notre interlocuteur.

Dans une interview récente, le général Otelo de Carvalho, chef du COPCON, organisme de coordination des forces de sécurité, critiquait vivement le "pernicieux effet de division provoqué dans les masses de travailleurs par les luttes partisans". Il envisageait la "mort naturelle des partis" si le MFA transformé en "mouvement de libération, parvenait à leur soustraire leurs bases populaires".

Avant le 25 avril, le premier ministre Gonçalves donnait l'avertissement suivant: "Nous ne pouvons laisser perdre par des voies électorales ce que nous avons acquis." A moins que les partis aplanissent leurs différends, il est probable que le MFA sera tenté de gouverner sans eux, ce qui créerait dans le pays une nouvelle situation explosive dont personne ne saurait prévoir les conséquences. D'autant que les forces armées sont elles-mêmes divisées, les éléments de droite attendant patiemment leur heure.

Décidément, le Portugal n'a pas fini de faire les manchettes.

MacEachen a montré, en Afrique, que quelque chose est changé, à Ottawa

Charles David qui a accompagné le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. Allan J. MacEachen, dans une tournée de cinq pays de l'Afrique occidentale, trois francophones et deux anglophones, livre ici ses impressions. Avec le chef de la diplomatie canadienne, l'auteur de cet article a séjourné 17 jours en Afrique, se déplaçant sur une distance de 20,000 milles.

"LE JOUR où on a hissé le drapeau canadien au siège du Consulat, un drapeau qui nous appartenait, qui établissait qu'en fin de compte on était un peuple souverain, je vous garantis que l'attitude des Africains a été différente. A leurs yeux, nous étions indépendants..."

Ce haut-fonctionnaire de l'ambassade canadienne en Côte d'Ivoire traduit, ainsi, parfaitement la perception de plusieurs pays devant la démarche canadienne traditionnelle. M. Paquet n'ose pourtant aller plus loin, me laissant deviner le reste de sa pensée. Ce n'est pas un secret d'Etat d'ailleurs et il y a belle lurette que cette "calomnie" court. Dans le sillage des Américains, rapportent, en effet, les esprits mal intentionnés ou parfois excessivement lucides, on peut parier sa chemise qu'on trouvera, là, le Canada. Et pour cela, inutile d'écarquiller les yeux, encore moins être daltonien.

Or justement le ministre des Affaires étrangères M. MacEachen est arrivé comme un chien dans un jeu de quilles. Il est venu expliquer à ses interlocuteurs la nouvelle position canadienne qui s'efforce de donner une force accrue à la diversification de ses relations extérieures pour affirmer sa propre démarche et prendre son propre envol.

Expliquer aux Africains ce que le Canada entend par la "troisième option". Choix déterminé après une révision en profondeur de la politique étrangère canadienne qui, de ce fait, refuse le "statu quo", voire l'accentuation de la dépendance canadienne à l'égard des États-Unis. En fait, la souris canadienne, sans rompre les liens avec l'éléphant américain, décide pour sa propre survie d'aller voir ailleurs ce qui s'y passe.

Et pour bien montrer que les choses ont changé, que le Canada est disposé à entamer un dialogue ouvert sans parti pris et sans idée préconçue, M. MacEachen avant d'expliquer... écoute. Invariablement, deux thèmes reviennent dans toutes les discussions: la situation en Afrique Australe et le nouvel ordre économique.

Deux sujets, en effet, qui conditionnent actuellement la démarche africaine car mettant en jeu ce que le ministre des Affaires étrangères du Ghana appellera "la dignité de l'homme noir bafoué" et la survie de ce continent.

Surprise des interlocuteurs de M. MacEachen. Dans les deux cas, le ministre des Affaires étrangères du Canada aborde les questions sans complexe. D'autant que la position de chacun des pays visités

est particulière à leur philosophie et à leurs intérêts.

Rien de plus tranché, en effet, que l'attitude du président de la Côte d'Ivoire qui prône un dialogue à tout prix avec l'Afrique du Sud, voulant ainsi trouver par la voie de la "palabre africaine" l'éventuelle solution à ce problème, tandis que le Nigéria et, notamment, le Ghana réclament des mesures dures à l'égard du régime de Pretoria.

M. MacEachen joue sur du velours. Inutile d'enfoncer des portes ouvertes. Tous les gouvernements africains reconnaissent, en dépit de certaines bavures presque inévitables, comme la présence d'intérêts canadiens en Afrique australe, que le Canada n'a pas marchandé son concours dans l'entreprise de décolonisation en Afrique. Mieux, au plus fort de la bataille, sans le crier évidemment sur les toits, il n'a cessé d'accorder une aide humanitaire aux mouvements de libération africains qui tentaient de secouer le joug de la colonisation. En Afrique portugaise notamment.

Et lors de l'accession à l'indépendance de ces pays, le Canada a été parmi les premières puissances à les parrainer. Le ministre des Affaires étrangères du Ghana, d'ailleurs, n'a pas manqué de le souligner au moment même où une mission officielle canadienne se préparait à visiter la Guinée-Bissau et le Mozambique pour y développer des possibilités de coopération.

Il n'en reste pas moins vrai que tout en comprenant l'attitude africaine, le Canada cherche à garder sa limite d'action. Le Canada participe, en effet, au boycott du régime de la Rhodésie, suivant ainsi

les recommandations du Conseil de Sécurité, mais garde néanmoins d'excellentes relations avec l'Afrique du Sud. Partant du principe qu'au travers de la voie diplomatique et du maintien des tenants de "l'apartheid", certaines pressions efficaces peuvent contraindre Pretoria à emprunter une démarche un peu plus appropriée.

Attitude, semble-t-il, payante puisque aucun pays visité, selon les dires même de M. MacEachen, n'a contesté la position canadienne, tous considérant, dans les temps actuels, le Canada comme un allié.

Pourtant, tout compte fait, il semble bien que la démarche canadienne se fait plus précise. On ne peut, en effet, s'empêcher de le penser après avoir écouté le ministre des Affaires étrangères, le soir du dîner de gala, offert en son honneur, dans cette vaste salle de banquet du "State House" à Accra.

Ce soir-là, sans élever la voix et sans brandir le poing, presque tranquillement, le ministre MacEachen qui, en d'autres circonstances, avait qualifié "d'inévitable la décolonisation complète de l'Afrique", a déclaré: "Le Canada n'appuiera jamais une solution qui ne tienne pas compte des vœux de la majorité". En clair, tôt ou tard les majorités noires de l'Afrique australe prendront en mains leurs destinées... et le Canada le souhaite.

Jamais, comme ce soir-là, le Canada, par la bouche du chef de sa diplomatie, n'avait pris position avec autant de netteté sur l'un des sujets les plus brûlants de l'actualité internationale. Décidément, il y avait quelque chose de changé... à Ottawa.

EXIT la Commission Cliche

par Yves LECLERC

ON A EU "The Godfather II", on a "The French Connection II", mais il semble bien qu'on n'aura pas de "Commission Cliche II". En renversant jeudi soir leur décision de "mettre les points sur les i" à l'émision "le 60" de lundi prochain, les commissaires Robert Cliche, Brian Mulroney et Guy Chevrete ont, à toutes fins utiles, mis fin à leur mandat qui se termine théoriquement vendredi prochain.

On ne sait trop si on doit s'en réjouir ou le regretter.

D'une part, l'attitude des membres de la commission se comprend: leur rapport est maintenant du domaine public, le processus de transformation des recommandations en lois est sérieusement, sinon correctement, engagé, et il appartient désormais aux parties en cause, surtout au gouvernement et aux centrales syndicales, d'en faire leur profit.

Les imperfections, imprécisions et même omissions du rapport exigeaient certaines mises au point de la part des auteurs. Ce besoin était criant au début, mais il s'est atténué avec le temps: une lecture plus soignée du document a provoqué les interprétations plus nuancées que les accolades et les condamnations globales des premiers jours.

Eclaircissements

Les commissaires eux-mêmes ont déjà apporté individuellement des éclaircissements. Guy Chevrete surtout, dans la série de déclarations qu'il a faites pour se défendre contre les accusations d'antisyn-

calisme dont il était l'objet, a débarrassé un bon bout de terrain.

Son collègue Brian Mulroney, plus discrètement et plus rarement, a mis en lumière des aspects majeurs des recommandations que les éléments plus spectaculaires semblaient avoir relégués dans l'ombre.

Le président Robert Cliche, enfin, dans une unique entrevue accordée à LA PRESSE lorsqu'il était en vacances aux Bermudes, a indiqué comment à son avis le rapport devait être considéré et mis en pratique.

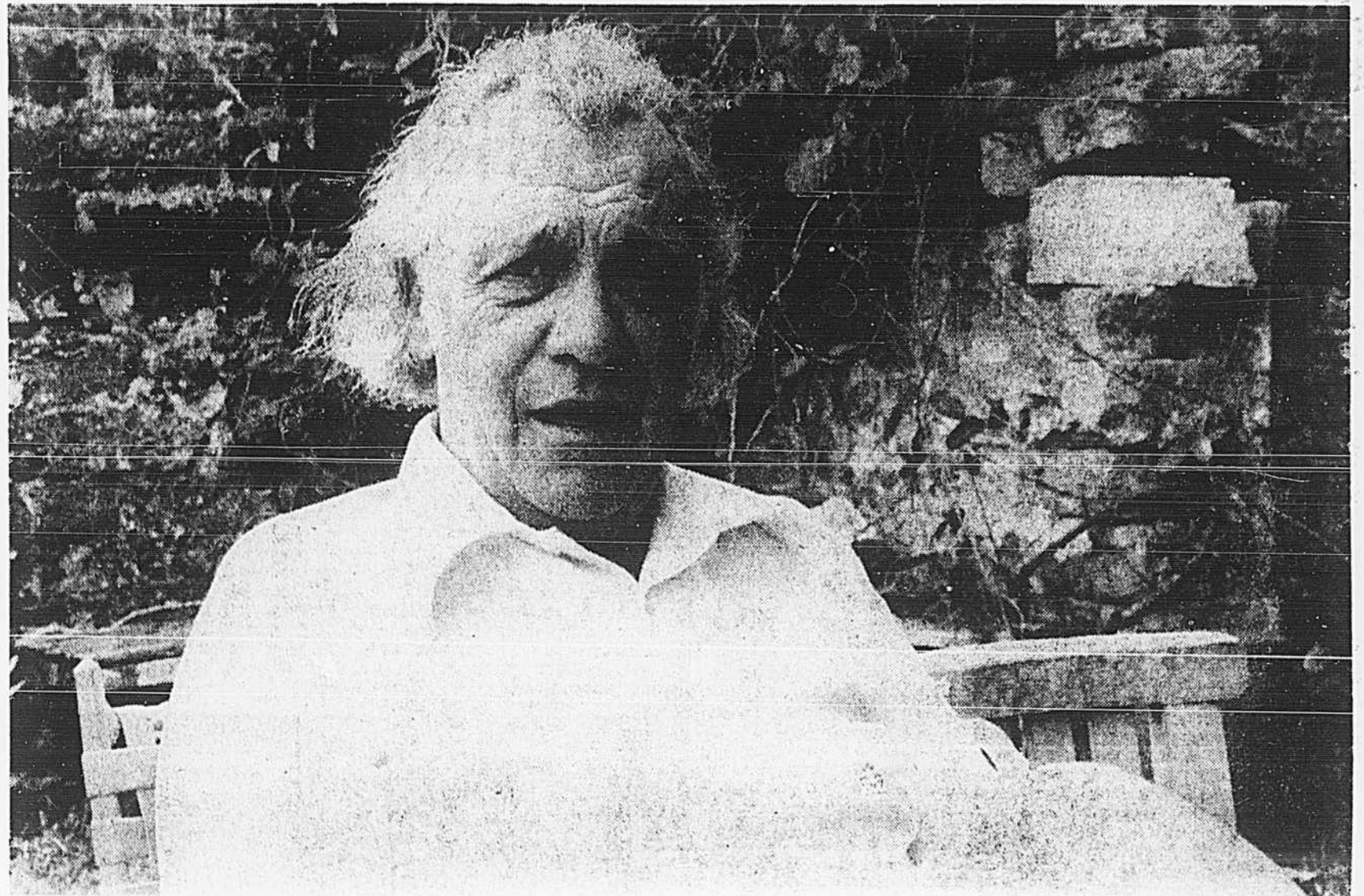
Parallèlement, l'agitation, les arrêts de travail et l'affrontement gouvernement-syndicats qui se dessinaient la semaine dernière se sont atténués, les passions se sont quelque peu calmées, et tout le monde paraît s'en être sorti sans perdre la face. Il s'est créé entre les parties intéressées une sorte d'équilibre "post rapport Cliche" que le moindre geste maladroit pourrait rompre, et que le silence des commissaires peut protéger.

Une voix crédible

Face à tout cela, on ne peut s'empêcher de ressentir quelque regret que "le meilleur show en ville" prenne fin aussi brusquement. Une bonne partie des citoyens du Québec, et la presque totalité des médias d'information, vivaient depuis des mois au rythme de la Commission Cliche.

On se sent un peu comme à l'issue d'une bonne finale de la Coupe Stanley ou des Séries mondiales: tant que ça durait, on ne rêvait que d'en voir la fin. Mais la fin arrivée, on se trouve devant une impression de vide et on se demande comment ça a pu se terminer si vite.

Il y a aussi des raisons plus sérieuses et plus concrètes d'en vouloir à la commission de se faire ainsi. La première et la principale



Dans le décor détendu d'une vieille terrasse de bistro des Bermudes, le président de la Commission Cliche s'est laissé aller à indiquer dans quel sens son rapport devrait être interprété.

est que les commissaires représentaient dans le grand débat public (qui dépasse de loin les limites du problème de la construction) sur la moralité de l'Etat et des institutions une voix crédible, réfléchie, raisonnablement impartiale. Et ceci au moment où le gouvernement et les grands leaders syndicaux, par leurs actions ou leurs paroles intempestives et partisans, avaient perdu la confiance de beaucoup de gens, à bon droit peut-être.

La controverse est loin d'être terminée, et la voix de la commission y fera défaut.

Retour à ses occupations

Sur le plan des individus, les travaux de la Commission Cliche ont rappelé ou révélé l'existence de trois personnalités majeures sur la scène québécoise. Chacune à sa façon, Robert Cliche, Guy Chevrete et Brian Mulroney se sont imposés comme des hommes intelligents, vigoureux et intègres, d'une stature qui dépasse de beaucoup la médiocrité générale de la plupart des nos hommes publics actuels.

Il est certain que le Québec a besoin, et aura encore plus besoin dans l'avenir, des énergies de ce genre d'hommes, qu'elles soient leurs origines et leurs appartenances politiques. On ne peut s'empêcher de déplorer qu'ils rentrent si tôt dans l'ombre.

Dans quelques jours, Robert Cliche reprendra son poste de juge en chef adjoint de la Cour provinciale à Québec. Sa fonction de magistrat lui interdira désormais toute participation à un débat à caractère politique et partisan.

Depuis deux semaines déjà, Brian Mulroney est retourné à son rôle d'associé dans l'énorme bureau d'avocats Ogilvy, Cope, Porteous, Hansard, Marler, Montgomery et Renault, spécialiste, du côté patronal, des relations industrielles et des négociations collectives, il sera lui aussi mal placé pour parler publiquement.

Bientôt, à son tour, Guy Chevrete redeviendra premier vice-président de la Centrale de l'enseignement du Québec, qui se prépare à engager face au gouvernement les longues et sans doute difficiles négociations de contrats de travail dans le secteur public. Ses préoccupations s'axeront inévitablement dans cette direction, et la contestation dont il est l'objet à l'intérieur même de la CEQ risque de réduire la portée de ce qu'il pourrait dire sur d'autres questions.

Combien de temps cette éclipse des trois commissaires durera-t-elle? On peut, heureusement sans doute, se le demander.

La scène politique

Le premier à se retourner devrait être Guy Chevrete. Il a laissé entendre plusieurs fois que, depuis novembre déjà, il avait pris une décision quant à son avenir, décision qu'il annoncera avant la fin de juin. Il n'est pas difficile d'imaginer que cette décision ira dans le sens d'un "retour à la base" sur le plan syndical, et d'une entrée dans l'arène politique éventuellement. D'autant plus que le départ de Me Bernard Landry

pour Montréal laisse vacante une candidature péquiste dans la région de Joliette, où habite Chevrete.

Il y a quelques mois, le juge Cliche considérait impensable un retour à la politique, un domaine qui lui a apporté bien des luttes et des efforts, mais peu de victoires et de satisfactions. Mais lors de conversations récentes avec ses intimes, il paraissait moins catégorique là-dessus. L'Union nationale a admis qu'elle lui faisait la cour, les milieux politiques de Québec sont convaincus que M. Bourassa lui a déjà offert un ministère (qu'il aurait refusé): il ne reste en somme que le PQ et les créditistes.

Dans une discussion aux Bermudes il y a huit jours, M. Cliche se disait "trop fatigué" pour pouvoir même songer à cette éventualité. Mais quand on sait la remarquable capacité de récupération qu'il possède, l'excuse a bien courte portée. Finalement, on sait que Brian

Mulroney a été très actif ces dernières années dans le Parti conservateur fédéral. Ses amis lui prêtent des ambitions politiques de ce côté. Or, coïncidence ou stratégie de sa part, il est devenu par sa participation à la Commission Cliche un des visages et des noms les plus en vue de son parti au Québec, et peut-être dans l'ensemble du Canada. Il serait étonnant qu'il n'en profite pas, et que la direction du parti ne mise pas là-dessus, d'autant plus que sa parfaite connaissance du français allie à un nom anglophone sont des atouts pour un groupement politique qui doit tenter, pour prendre le pouvoir, le tour de force de faire une brèche dans le contrôle libéral au Québec sans pour cela s'aliéner l'Ouest et les Maritimes.

Il n'est donc pas dit, même si la Commission Cliche comme telle est terminée, qu'on a fini d'entendre parler de ses commissaires.



Un moment de réflexion devant les eaux miroitantes de la "Caverne de cristal", la semaine dernière.



Mme Cliche, que le juge appelle affectueusement son "aile gauche", la presse de jouer son rôle de commissaire jusqu'au bout.

Wagner dans la course... si Loughheed n'y est pas

par Pierre-Paul GAGNE

"CE SERA ou bien Wagner, ou bien Loughheed, mais pas les deux. Si Peter Loughheed est candidat à la chefferie conservatrice, Claude Wagner ne servira certainement pas de "caution morale" aux anglophones du parti en demeurant sur les rangs et en arrivant bon deuxième..."

Lancées sur les ondes d'une station radiophonique, il y a quelques jours, par le député Roch Lasalle, ces deux phrases pourraient bien illustrer assez fidèlement quelle sera la prochaine stratégie des "fidèles" de Claude Wagner au cours des semaines à venir.

A l'heure actuelle, même si ni Claude Wagner, ni Peter Loughheed, n'ont officiellement annoncé leur intention de briguer les suffrages à la succession de Robert Stanfield, on pourrait résumer la situation de la façon suivante: il est maintenant assuré qu'il y aura un congrès au leadership du parti au plus tard au mois de février 1976 et il est tout

aussi certain que le député de Saint-Hyacinthe est fort intéressé à y être candidat.

Lors du congrès provincial du parti, tenu à Granby au début du mois de mai, Claude Wagner a certainement réussi à surmonter un des principaux obstacles qui se dressaient encore devant sa candidature en obtenant pratiquement de se faire plébisciter par la grande majorité des quelque 500 délégués présents. Une des principales faiblesses de Claude Wagner, disait-on l'automne dernier, résidait au Québec même où de forts groupes de militants s'opposaient encore à son leadership. A Granby, ce dernier aura réussi à donner l'impression que les vieilles querelles sont désormais chose du passé et il pourra dorénavant se vanter d'avoir la majeure partie des délégués du Québec de son côté.

Reste que Claude Wagner, avec le temps, a retenu certaines leçons de ses échecs politiques passés, notamment de son infructueuse course au leadership du Parti libéral du Québec à l'hiver de 1970. Il est notamment fort conscient qu'il ne pourrait pas se permettre, politiquement, de perdre la bataille

une nouvelle fois au cours d'un congrès à la chefferie d'un parti.

Un seul danger: Loughheed

C'est à ce niveau que les mots prononcés par Roch Lasalle prennent toute leur valeur car, de tous les adversaires possibles de Claude Wagner, un seul fait vraiment peur aux partisans les plus proches de ce dernier: M. Peter Loughheed, premier ministre conservateur de l'Alberta.

Or, nombreux sont ceux qui pensent, dans l'entourage de Claude Wagner, que celui-ci est fortement intéressé à tenter sa chance à la succession de Robert Stanfield. Facilement réélu premier ministre de sa province, il y a quelques mois, il jouit certes d'un prestige considérable dans les provinces des Prairies et on estime qu'il ne dédaignerait pas effectuer un saut sur la scène fédérale pour pouvoir affronter directement le premier ministre Trudeau sur les questions pétrolières et sur l'ensemble du problème de la propriété des richesses naturelles par les provinces.

Si Peter Loughheed était sur les

rangs, il jouirait donc, en partant, de l'appui de pratiquement tous les délégués des provinces des Prairies et, craint-on dans l'entourage de Claude Wagner, il se pourrait bien qu'il obtienne également celui de bon nombre de délégués ontariens en faisant miroiter la promesse de quelque accord ultérieur concernant justement le prix du pétrole.

Et, c'en serait alors fini de Claude Wagner...

"Il est bien évident, affirmait Roch Lasalle, que Loughheed pourrait se présenter au congrès avec des armes que ne possède pas Claude Wagner et que la bataille serait alors beaucoup trop inégale pour que ce dernier s'y hasarde."

"Nous ne voulons pas faire de chantage, ajoutait le député de Joliette, mais... du "réalisme politique": il va falloir que les anglophones du parti, notamment aux échelons supérieurs, disent immédiatement s'ils sont intéressés à ce qu'un Canadien français devienne le chef national du parti pour la première fois de son histoire."

Carte maîtresse

Or, à ce niveau, les supporters de Claude Wagner croient détenir

une carte maîtresse en faisant valoir qu'à court, moyen et long termes, le Parti conservateur ne pourra jamais s'implanter au Québec tant et aussi longtemps qu'il conservera son image tory, britannique, royaliste et anti-québécoise. D'ailleurs, ajoute-t-on, n'y a-t-il pas moyen d'expliquer une bonne part des succès libéraux obtenus au Québec depuis la fin de la dernière guerre en raison du principe de l'alternance des chefs?

De plus, explique-t-on, certains stratèges du parti criaient à tous vents, à une certaine époque, qu'il était possible de prendre le pouvoir sans le Québec. Or, à ce chapitre, les partisans de Claude Wagner rappellent non sans justesse l'amère défaite de 1972 où les conservateurs étaient venus à un cheveu près de prendre le pouvoir, mais avaient finalement échoué en raison du fait qu'ils n'avaient obtenu que deux sièges au Québec.

Le problème du choix entre Peter Loughheed et Claude Wagner sera-t-il posé de façon aussi crue aux dirigeants du parti au cours des prochaines semaines?

Il est presque assuré que non. Ce genre de choses, faisait remar-

quer, jeudi dernier, un adjoint du député de Saint-Hyacinthe, se sent plutôt que se dit. Il serait certainement inhabituel et inacceptable pour les hautes instances du parti de se voir lancer un tel ultimatum.

C'est presque assurément dans cette optique qu'il faut considérer l'intervention récente de Roch Lasalle. En agissant comme il l'a fait, celui-ci aura indirectement permis à Claude Wagner de faire connaître ses exigences aux dirigeants du parti sans, pour autant, avoir eu à se mouiller personnellement.

Reste qu'il y a tort à parier que, d'ici le Conseil national du parti, qui aura lieu à Halifax les 7 et 8 juin, les lobbyistes québécois seront nombreux et loquaces pour expliquer leur thèse.

D'autant plus que la date exacte du congrès sera alors vraisemblablement annoncée et que l'orateur invité à clôturer la réunion sera précisément Peter Loughheed. Or, la proposition est forte à penser que celui-ci n'a certainement pas accepté l'invitation uniquement pour aller rencontrer ses vieux copains conservateurs...

Place Dupuis et le jeu politique

vu de Québec

par Rhéal BERCIER

LES PERIPETIES qui ont entouré la création de Place Dupuis démontrent s'il en est besoin qu'il est souvent difficile, sinon impossible parfois, de dissocier l'économie du politique.

Maintenant que l'éclat qui a entouré la publication de ce document (LA PRESSE, 20 avril 1975) s'est atténué, le temps devient plus propice pour les intéressés, les députés au premier chef — qui sont les gestionnaires des fonds publics — d'examiner ce dossier de façon plus rationnelle.

Dans cette veine, donc, voici quelques éléments nouveaux qui pourraient alimenter leur réflexion. Rappelons d'abord que Place Dupuis, un complexe immobilier de \$35 millions dont la construction sera bientôt complétée dans l'Est de Montréal, est une véritable créature du gouvernement québécois.

La majeure partie du terrain sur lequel est érigée Place Dupuis a été vendue par Place Dupuis à la Caisse de dépôt et placement du Québec, une société d'Etat, qui a loué ce terrain aux promoteurs du projet jusqu'en l'an 2072. La transaction sur les terrains a fait réaliser un profit de \$500,000 à Place Dupuis.

De plus, la Caisse de dépôt a investi \$16 millions dans le financement des trois premières phases du complexe immobilier. La quatrième phase du projet a été effectuée par une groupe d'institutions prêteuses non identifiées, mais Place Dupuis s'était préalablement assurée que l'Hydro-Québec loue les espaces à bureaux disponibles.

La loi de l'offre

Il est facile, dans les circonstances, d'obtenir le financement nécessaire à la construction d'un immeuble lorsqu'on est assuré que le complexe sera rentable une fois construit et que le locataire jouit d'un certain prestige.

Ainsi, directement ou indirectement, le gouvernement aura financé quelque 85 p. cent de la construction du complexe immobilier sans pouvoir participer à son administration.

Il est assez inusité que la Caisse de dépôt finance une importante partie de la construction d'un complexe immobilier. Il est important de rappeler que cette entreprise d'Etat a pour fonction d'administrer notamment les fonds de la Régie des rentes du Québec.

Outre les obligations gouvernementales, l'entreprise effectue certains placements à court et moyen terme. Pourquoi avoir financé à si long terme Place Dupuis alors que plusieurs autres institutions financières auraient pu le faire?

Par ailleurs, des organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux qui occupent la majeure partie des espaces à bureaux, déboursent au moins \$30 millions d'ici 1984 et pas moins de \$70 millions d'ici l'an 2000 pour la location de ces espaces.

Directement ou indirectement, le gouvernement loue 95 p. cent des espaces à bureaux de Place Dupuis. On ne tient pas compte, dans ce pourcentage, de la superficie affectée à l'hôtel Holiday Inn, les magasins et le stationnement du complexe immobilier.

La loi de la demande

D'autre part, il y a lieu de s'interroger de l'absence, dans les circonstances, de la Société de développement immobilier du Québec (SODEVIQ) dans le portrait.

Cette dernière entreprise d'Etat a été créée sous l'Union nationale en 1969, et détient 49 p. cent des intérêts de Complexe Desjardins, autre entreprise immobilière située dans l'Est de Montréal.

Dans une saine planification de l'administration gouvernementale et de la vocation de cette entreprise d'Etat, il aurait été normal que SODEVIQ investisse dans Place Dupuis plutôt que de laisser la Caisse de dépôt financer une importante partie de l'immeuble sans avoir droit de chapitre à son administration et ses profits.

La bagarre

C'est dans cette perspective qu'il faut s'interroger également sur la bataille qui a été engendrée lorsque l'Hydro-Québec a jeté son dévolu sur Place Dupuis l'an dernier. Même si cette dernière entreprise trouvait fort onéreux de louer des espaces à Complexe Desjardins, elle a quand même choisi d'y louer 200,000 pieds d'espaces et encore plus à Place Dupuis, malgré ses engagements contractés auprès de Complexe Desjardins.

Ce faisant, elle assurait un contrat de 30 ans à Place Dupuis. Les promoteurs du projet obtenaient ensuite le financement nécessaire à la construction de l'immeuble des

tiné à abriter le personnel de l'entreprise hydro-électrique.

Alors que tous les espaces à bureaux sont présentement loués à Place Dupuis, Complexe Desjardins doit trouver encore des locataires qui vont absorber quelque 30 p. cent de la superficie disponible de location.

Ça profite à qui?

Qui étaient alors les propriétaires de Place Dupuis? C'était la propriété de trois sociétés de gestion: Sogena (50 p. cent), Sunor (34 p. cent) et Sogestar (16 p. cent).

Sogena est une entreprise publique qui est détenue principalement par M. Marc Carrière. Celui-ci est un partisan libéral fort connu. Il est lié d'une grande amitié à M. Paul Desrochers.

M. Desrochers est membre-fondateur de Sogena. Il détient toujours 20,000 actions de cette entreprise. Après avoir travaillé pendant plus de quatre ans auprès du chef du gouvernement, M. Desrochers retourna, en février 1974, au sein de Sogena. Il acceptait, par la suite, un poste important auprès du Canada Permanent Trust.

Sunor et Sogestar sont deux sociétés de gestion privées, majoritairement contrôlées par M. Normand-C. Gagnon. Le nom de celui-ci a fait surface lors des audiences de la Commission Cliche. M. Gagnon est fort connu au sein du Parti libéral du Québec (PLQ). C'est lui qui a prêté la somme de \$30,000 à l'organisation électorale de feu M. Pierre Laporte. Cette somme fut d'ailleurs remboursée par le PLQ, suite à une intervention personnelle de M. Paul Desrochers.

Au cours d'une transaction récente, M. Normand-C. Gagnon devenait le propriétaire majoritaire de Place Dupuis. Sogena se départissant en sa faveur de ses intérêts dans le complexe immobilier, M. Gagnon est un architecte et c'est la maison dont il est le président qui est responsable de l'architecture de Place Dupuis.

Les événements

C'est le 17 mai 1967 que M. Marc Carrière annonçait, au cours d'une conférence de presse, la construction, au coût de \$35 millions, du complexe immobilier Place Dupuis.

Ce n'est cependant qu'en mai 1971 que débutaient les travaux. Le gouvernement de M. Robert Bourassa était élu le 5 juin 1970. En juillet 1971, la Caisse de dépôt était saisie du projet. Pourtant, en 1967, M. Carrière déclarait que l'entreprise immobilière n'éprouvait aucune difficulté à trouver le financement nécessaire à la construction de Place Dupuis.

Les principales décisions du conseil d'administration de la Caisse de dépôt ont été prises alors que M. Claude Prieur était en fonction. Celui-ci est décédé en avril 1973. M. Marcel Cazavan lui succédait à la présidence de l'entreprise d'Etat, en septembre de la même année.

Pourtant, les principales transactions dans cette affaire ont été effectuées le 2 août 1973, alors que ni l'un ni l'autre n'étaient en fonction. C'est par l'entremise du Trust général du Canada qu'elles ont été réalisées. On peut difficilement passer sous silence ici le fait que M. Arthur Simard, cousin de l'épouse du Premier ministre, Mme Andrée Simard-Bourassa, et du ministre du Tourisme, M. Claude Simard, détenait 3 p. cent des intérêts de Sogena et était président du conseil d'administration de la société de fiducie.

L'on prétend que l'ombre de M. Paul Desrochers planait sur ces transactions. Même si les décisions prises par la Caisse de dépôt n'ont pas été entérinées durant l'inter-régne entre M. Prieur et M. Cazavan des pressions politiques ont été exercées. Citons, en guise de preuve, la lettre rendue publique par le Parti québécois en avril dernier et adressée à M. Prieur en août 1970, ou le ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, demandant à la Caisse de dépôt de confier à M. Pierre Choquette et Robert Demers tout travail juridique requis par cette entreprise d'Etat. Ce qui fut chose faite.

Les pressions

Depuis ce temps, M. Choquette a été nommé juge. Pour ce qui est de M. Demers, qui a été l'agent officiel de M. Bourassa dans le comté de Mercier lors des élections de 1970, il est aujourd'hui président de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

Pourtant, la Caisse de dépôt devrait jouir, en vertu de sa loi, d'une autonomie administrative pleine et entière.

Lorsque le Parti québécois a soulevé à l'Assemblée nationale la possibilité que des pressions politiques aient été exercées auprès de la Caisse de dépôt et placement pour favoriser Place Dupuis, M. Bourassa a réfuté ces affirmations, notant en même temps que l'objectif du gouvernement était de favoriser l'est de Montréal.

L'Hydro-Québec intéressée à une participation dans Bombardier

par Laurier CLOUTIER

L'Hydro-Québec s'intéresse au regroupement d'entreprises québécoises qu'effectue actuellement la compagnie Bombardier Ltée.

Bien plus, l'Hydro-Québec deviendrait volontiers un actionnaire minoritaire de Bombardier si les dirigeants de cette compagnie décidaient de constituer une importante "division électrique" au sein du nouveau complexe industriel.

La famille Bombardier vient d'acheter la compagnie montréalaise MLW-Worthington Ltd., qui fabrique non seulement des locomotives et des moteurs diesel mais aussi divers produits pour les industries électriques et nucléaires.

De plus, Bombardier négocie actuellement l'acquisition de Marine Industrie Ltée, de Sorel, qui construit des navires et des wagons de chemin de

fer, de même que des générateurs et des turbines électriques.

Le groupe MLW-Bombardier s'intéresse aussi à Canadian Vickers Ltd. en vue d'une acquisition possible. La compagnie montréalaise produit notamment des turbines hydrauliques et des pièces de réacteurs nucléaires.

Une "division électrique"

L'éventuel complexe industriel Bombardier pourrait donc constituer une importante "division électrique".

C'est ce qui intéresse l'Hydro-Québec, a déclaré hier lors d'une entrevue téléphonique le président de la société d'Etat, M. Roland Giroux, en commentant certaines informations publiées dans le quotidien "Le Jour".

On sait que l'Hydro-Québec s'est donné il y a des années une politique "d'achat chez nous" en ce qui concerne ses fournisseurs.

Or, la société d'Etat éprouve assez

souvent des difficultés à se trouver des fournisseurs québécois pour certains produits électriques de précision.

Devant ce problème, l'Hydro-Québec a favorisé le regroupement de petits concurrents, "mais ça n'a pas toujours marché aussi bien qu'on pensait", a déclaré M. Giroux.

"Il y a trois ans, on a étudié la possibilité de créer un complexe électrique important au Québec" dans le cadre de la politique "d'achats chez nous".

"On a discuté avec la Société générale de financement du Québec (SGF) au sujet de ses filiales Cégelec et Marine".

"Mais ça n'a pas marché. Un jour, je raconterai toute l'histoire. Les gars ont eu peur de perdre leur job."

Et voilà que Bombardier se lance dans le regroupement de certaines de ces entreprises importantes pour l'Hydro-Québec en pensant à l'industrie du transport.

"L'Hydro-Québec ne veut pas acheter Canadian Vickers. Elle ne s'intéresse pas non plus aux bateaux de Marine", a poursuivi M. Roland Giroux.

"Mais si on nous invite, pourquoi l'Hydro-Québec ne participerait-elle pas à un complexe industriel Bombardier muni d'une division électrique."

"Vous ne pensez pas qu'on devrait aider une telle industrie québécoise dans ce cas?"

M. Giroux a ajouté qu'il ne négocie pas avec Bombardier actuellement, mais que "ce serait intéressant."

UAP vendrait M. Muffler à Questor Corp. des USA

par Laurier CLOUTIER

La compagnie montréalaise UAP Inc. aurait conclu un accord avec Questor Corporation, de Toledo, Ohio, en vue de la vente de sa filiale Monsieur Muffler Ltée, le premier juillet prochain.

De bonnes sources proches de Monsieur Muffler Ltée depuis les tout débuts de la compagnie ont en effet déclaré que la transaction est déjà conclue et qu'on ne veut annoncer la nouvelle par communiqué de presse que le premier juillet.

Questor Corporation entreprendrait alors un vaste programme d'expansion et d'implantation de succursales de Monsieur Muffler Ltée à travers tout le Canada.

UAP Inc. détient 80 pour cent de Monsieur Muffler Ltée, et c'est justement Questor Corporation qui détient le reste des titres.

Complex industriel avec des ventes d'environ \$400 millions, et des activités dans plusieurs pays, Questor Corp. est déjà fortement implantée dans le secteur des pièces d'automobile. De fait, une de ses quatre divisions oeuvre dans ce secteur d'activités.

L'acquisition de Monsieur Muffler Ltée par la compagnie américaine Questor Corp. impliquerait sans aucun doute l'approbation de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, organisme fédéral chargé de scruter toutes les transactions du genre.

Par ailleurs, les dirigeants des deux compagnies concernées ont déclaré qu'ils ont déjà discuté de cette possibilité de transaction, mais ils ont ajouté que l'affaire n'est pas conclue.

Le président du conseil d'UAP Inc., M. Gérard Plourde, a déclaré

qu'il "n'y a rien de définitif dans tout cela".

M. Plourde a déjà parlé avec les dirigeants de Questor de vendre Monsieur Muffler Ltée, mais "on n'est pas rendu aux négociations".

De son côté, le président de Questor Corporation, M. Paul Putman, a déclaré qu'il "a discuté de temps en temps de cette affaire avec M. Plourde".

Il a conclu qu'il y a de faibles chances que la transaction se réalise pour le premier juillet.

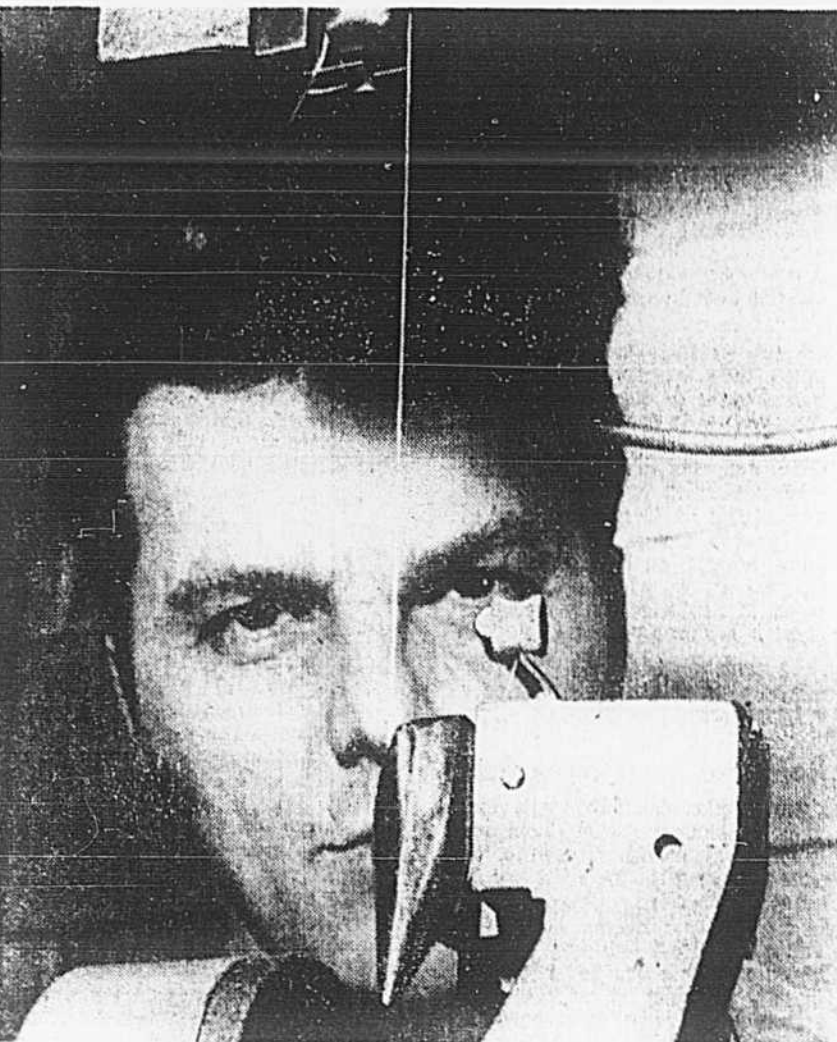
"Prime rate" à 7 p. cent

La First National City Bank a réduit hier son taux d'intérêt privilégié ("prime rate") à sept pour cent contre 7 1/2 depuis la fin du mois de mars. Il est ainsi à son taux le plus bas depuis mai 1973.

Son geste a été suivi par la Manufacturers Bank, de Los Angeles.

Cette nouvelle baisse reflète à la fois la politique de détente du crédit de la Réserve fédérale et la faiblesse de la demande de crédit des entreprises auprès des banques. Au cours des deux dernières semaines en particulier, le volume des demandes de prêt a sensiblement diminué.

Le ralentissement de la demande de crédit a amené cette semaine de nouvelles diminutions des taux d'intérêt sur le marché des effets à court terme.



Et tire et tire

Un technicien des laboratoires de la société Goodyear, à Toronto, met à l'épreuve une nouvelle fibre à pneu du nom de Flexten. Cette fibre est réputée être cinq fois plus résistante que l'acier tout en étant plus légère.

Le dilemme chinois: productivité ou 15 millions d'emplois par an

l'économie qui s'écrit

par Jean POULAIN

LE PROBLÈME aigu auquel devra faire face la Chine continentale tout au long de la décennie 1970-1980 est celui de la croissance de la population active: non seulement les contingents de jeunes sont conséquents par suite de l'importance démographique d'ensemble du pays, mais la pyramide des âges a été modifiée par l'amélioration de l'hygiène et par la paix.

Ceci fait que plutôt que de mettre de l'avant la recherche de l'amélioration de la productivité industrielle qui diminuerait le rôle de la main-d'œuvre, il s'agit de créer de dix à quinze millions d'emplois chaque année.

C'est là l'un des points majeurs de l'étude qu'a réalisée M. Jan Deleyne dans son livre sur l'économie chinoise.

On peut estimer, selon lui, que la population active augmente de plus de deux pour cent par an et qu'à partir de 1968, les groupes d'âge entrant pour la première fois sur le marché du travail seront d'environ 20 à 25 millions.

Or, les groupes d'âge pouvant bénéficier de la retraite (55 à 60 ans pour les hommes et 45 à 50 ans pour les femmes) étant beaucoup moins nombreux, ce sont 10 à 15 millions d'emplois nouveaux qui devraient être offerts chaque année aux jeunes si l'on veut leur épargner d'être sous-employés à la campagne.

Or, souligne l'auteur, le chiffre actuel des nouveaux emplois urbains, selon des estimations vraisemblables, n'excède pas 500,000 par année (en

1973, le Canada avait créé 470,000 emplois nouveaux).

Usines surpeuplées

Ceci explique pourquoi la plupart des usines chinoises sont surpeuplées et l'on n'y licencie pas d'ouvriers même lorsque la productivité le permet. Ainsi l'usine de tracteurs de Loyang emploie 22,000 personnes pour une production qui doit être de 4,000 à 10,000 tracteurs par an.

Ce qui fait dire à l'auteur que le personnel y est de 4 à 10 fois supérieur en nombre à celui des usines européennes, pour une production équivalente.

Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir d'achat soit très bas et la production faible.

Selon les indications de M. Chou En-lai, le revenu par tête, en excluant les services et le commerce, ressortirait à 160 dollars environ par an, ou \$13 par mois.

Quant à la production nationale, le produit national brut (PNB) est évalué entre \$80 milliards et \$120 milliards. (A titre de comparaison le PNB du Canada dépasse \$150 milliards.)

Le grand mérite de l'auteur de "L'Economie chinoise" est de ne disposer de pratiquement aucune donnée officielle sur l'activité économique de la Chine. Il lui a donc fallu réaliser un épuisant travail de compilations s'appuyant surtout sur les renseignements glanés en Chine par des visiteurs occidentaux et leurs conversations avec des savants ou des techniciens chinois.

C'est pourquoi certaines statistiques courantes en Occident ne peuvent être obtenues en Chine: on ne connaît la population du pays qu'à cent millions d'habitants près: "Nous sommes", écrit l'auteur, "moins bien renseignés aujourd'hui sur le chiffre de la population que ne l'étaient, lors de leur

voyage en Chine en 1665, les ambassadeurs de la Compagnie orientale des Provinces unies, à qui l'on avait communiqué les résultats d'un recensement récent."

(Selon les écrits de l'époque, on trouvait en Chine "près de 58,914,284 hommes, sans y comprendre la famille royale, les magistrats, les eunuques, les soldats, les femmes et les enfants".)

L'industrie

La lecture du livre de M. Deleyne modifie bien des faux concepts sur la révolution chinoise, et en particulier la répression qui aurait décimé le pays.

L'auteur explique, à notre étonnement, que si le régime a hérité d'une agriculture habituée à des traditions et à des techniques qui ne peuvent être transformées d'un coup, il devait se trouver plus à l'aise pour mettre en oeuvre le socialisme dans le domaine industriel.

"Il fut pourtant très circonspect. Les propriétaires d'usines restés en Chine après 1949, "les capitalistes nationaux", ont reçu de l'Etat un dividende égal à 5 pour cent de la valeur nominale du capital de l'entreprise dont ils étaient autrefois propriétaires et ou ils ont souvent gardé des fonctions administratives."

Non seulement, donc, les anciens propriétaires n'ont pas été emprisonnés ou exilés, mais l'Etat leur verse un dividende, une attitude typiquement occidentale.

"Ces dividendes, poursuit l'auteur, atteignaient parfois des montants considérables, étant places pour la plus grande part en bons d'Etat portant intérêt, et accordant un niveau de vie bien plus élevé que celui de leurs compatriotes."

Ce régime de faveur, qui était tacitement renouvelé tous les cinq ans, a dû disparaître avec les gardes rouges et leur Révolution culturelle.

De plus, si l'on excepte les grandes usines modernes qui dépendent d'élec-

tement des ministères centraux de Pékin, la plus grande partie des petites et moyennes entreprises, qui contribuent et contribueront longtemps encore pour une grande part à la production industrielle, ont une autonomie de gestion assez considérable. Le gouvernement central leur fait confiance et compte pour réaliser le Plan sur les campagnes qu'il lance l'une après l'autre pour entretenir la flamme révolutionnaire et l'ardeur au travail dans les masses laborieuses.

Le commerce

De même, si une partie importante du commerce a été nationalisée, il se partage néanmoins entre un secteur d'Etat et un secteur coopératif, la part de l'Etat étant évaluée à 60 pour cent du volume du commerce de gros, et de 60 pour cent du détail.

Les coopératives sont surtout actives dans les campagnes où vit 85 pour cent de la population.

Selon des statistiques officielles de 1957, 72 pour cent de la population était employée dans l'agriculture, 16 à 17 pour cent dans le secteur secondaire, et 11 à 12 pour cent dans le secteur tertiaire.

L'agriculture fournit la moitié des exportations chinoises, voire les deux tiers, si l'on considère la matière première utilisée dans les textiles exportés. Leur valeur est bien supérieure à celle des importations de produits agricoles, même lorsque ces dernières comprennent 4 à 5 millions de tonnes de céréales par an.

La transformation socialiste de l'agriculture s'est effectuée en 1957 par la collectivisation des terres dans le cadre des "communes populaires".

L'ECONOMIE CHINOISE, PAR JAN DELEYNE, EDITIONS DU SEUIL, PARIS

Jan Deleyne, qui est économiste et journaliste, a longtemps résidé en Chine, dont il a suivi de près les révolutions. Il demeure en relations suivies avec les hommes d'affaires, les ingénieurs et les scientifiques qui rejoignent en Chine.

Les Américains, non les Asiatiques, menacent notre industrie du textile

par Lionel DESJARDINS

LES ETATS-UNIS constituent une plus grande menace pour l'industrie canadienne des textiles que les importations des pays asiatiques qui sont déjà contingencées.

Certains fabricants canadiens commencent d'ailleurs à sentir la pression. Depuis l'été dernier, Américains et Japonais ont de vastes surplus de textiles à écouler à très bas prix sur le marché canadien. Les Japonais doivent respecter certains contingents, les Américains peuvent vendre tout ce qu'ils veulent.

Aussi les temps sont-ils difficiles pour les fabricants canadiens:

- Des 100.000 ouvriers du textile au Canada, plus de 20 p. cent ont été mis à pied à la suite d'une baisse de la production.
- Les ventes des entreprises du textile sont tombées de 14 p. cent depuis le début de l'année, alors que la majorité des autres secteurs de l'économie ont réussi à maintenir ou augmenter la valeur de leurs ventes.
- Les profits sont tombés encore plus rapidement que les ventes, soit de

75 p. cent par rapport au début de l'année 1974.

Hausse de 106 p. cent des importations U.S.

Moins remarquables que les produits japonais ou d'autres pays asiatiques, les textiles américains grugent peu à peu le marché canadien et tournent souvent à leur avantage les quelques contingents imposés par le Canada à l'égard des textiles en provenance de l'Extrême-Orient.

En cinq ans, de 1969 à 1973, les importations de textiles américains ont ainsi augmenté de 106 p. cent, alors que la production canadienne n'a augmenté que de neuf p. cent, indiquent les statistiques de l'Institut canadien des textiles. Les Japonais et les autres pays producteurs de textiles à bas prix n'ont augmenté que de 42 p. cent, quoiqu'ils constituent encore aujourd'hui la principale source de textiles importés.

La concurrence

Pourtant, l'industrie canadienne s'est toujours dit capable de concurrencer l'industrie américaine des textiles à la condition qu'on limite l'entrée de textiles asiatiques à très bas prix.

Les contingents imposés par le gouvernement fédéral sur une dizaine de produits en provenance de pays asiatiques et d'Europe de l'Est, depuis quelques années, semblent avoir réussi. La part du marché cana-

dien pour ce genre de produits contrôlée par les pays asiatiques a diminué. Par contre, l'industrie canadienne ne semble pas encore capable de concurrencer l'entrée de produits américains comme elle se disait capable.

Les nylons

Par exemple, dans le cas des tissus de nylon, la part du marché canadien contrôlée par les importations de pays asiatiques est passée de 9,6 p. cent en 1971 à 8,6 p. cent en 1974, grâce aux contingents fédéraux.

L'industrie canadienne n'en a pas pour autant bénéficié pour accroître sa place sur ce marché. Les expéditions canadiennes ne représentaient plus que 53,8 p. cent du marché des tissus de nylon en 1974, alors que, quatre ans plus tôt, elle en détenait 61,6 p. cent.

Les bénéficiaires: 1. Américains, qui ont augmenté leur emprise sur le marché canadien des tissus de nylon de 19 p. cent en 1971 à 27,2 p. cent l'an dernier.

L'exemple n'est pas unique.

Jusqu'à très récemment, le gouvernement fédéral contingentait les importations de draps et taies d'oreillers en provenance des pays asiatiques et d'Europe de l'Est. De 1971 à 1974, les producteurs américains en ont profité pour accroître leur part du marché canadien de 3,9 p. cent en 1971 à 29,4 p. cent l'an dernier dans le cas des draps, et de 2,5 p. cent à 26 p. cent pour les taies d'oreillers.

L'avenir de l'industrie des textiles semble d'ailleurs difficile à moins d'une nouvelle période de pénurie.

Les fabricants canadiens éprouvent de plus en plus de difficultés à concurrencer les Américains qu'ils disaient pouvoir affronter.

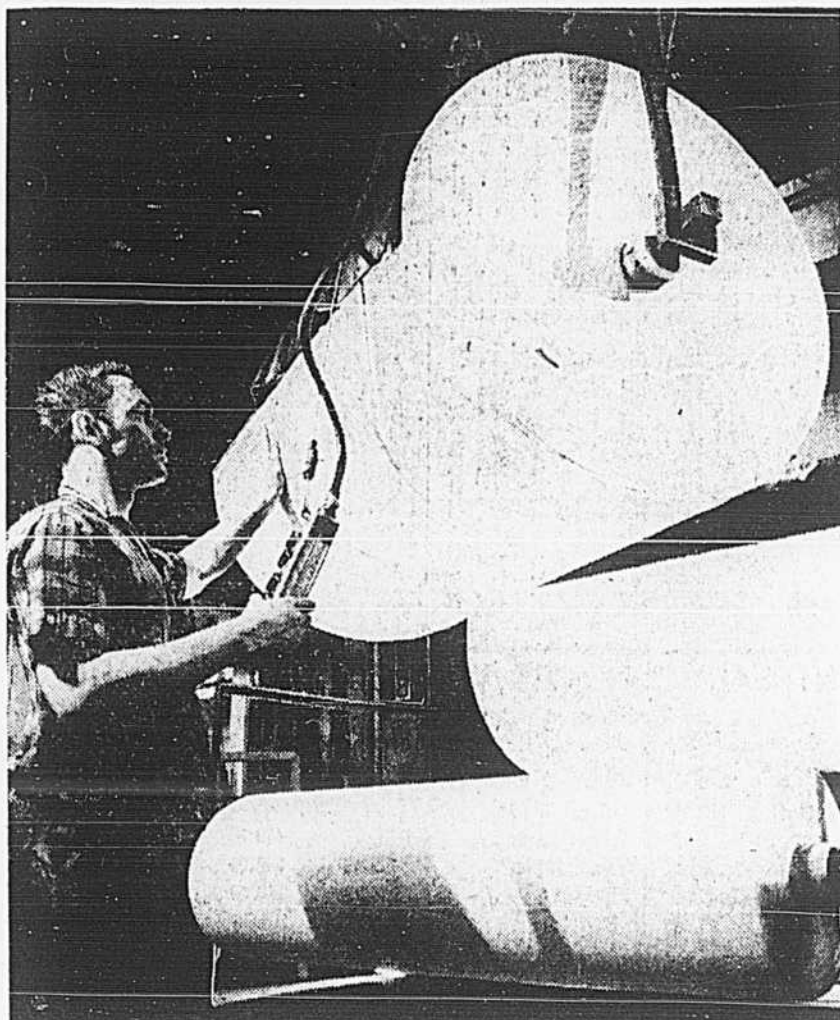
Les Américains ont l'avantage de produire pour un marché de 220 millions de consommateurs. Les Canadiens pour un marché dix fois moins. Comme dans tous les autres secteurs, plus vous produisez pour un gros marché, plus facilement vous pourrez imiter vos coûts unitaires.

Or, l'industrie canadienne, menacée chez elle, ne peut penser s'étendre sur d'autres marchés étrangers comme beaucoup d'autres genres d'entreprises canadiennes l'ont fait pour assurer leur expansion.

Plusieurs producteurs blâment les hausses de salaires pour expliquer le fait qu'ils ont des difficultés à concurrencer même les Américains.

Les salaires équivalent à 20 ou 30 p. cent du prix de vente des produits textiles canadiens. Or, l'industrie canadienne offre maintenant les salaires les plus élevés au monde, soulignent les autorités fédérales.

En janvier, le salaire horaire payé dans l'industrie canadienne était de \$3,66 en moyenne contre \$3,28 aux Etats-Unis. Or, la productivité de l'industrie canadienne serait dans certains cas deux fois moindre que la productivité d'entreprises de textiles aux Etats-Unis.



Des 100.000 ouvriers du textile au Canada, plus de 20 pour cent ont été mis à pied à la suite d'une baisse de production.

Les géants étrangers

En protégeant l'industrie canadienne contre les importations japonaises et asiatiques, le gouvernement fédéral protège une partie des ventes des grandes entreprises étrangères installées au Canada.

L'industrie du textile ne manque jamais de souligner que la très grande majorité de ses membres sont canadiens lorsqu'elle réclame la protection du gouvernement fédéral.

Malgré tout, les plus importantes entreprises n'en demeurent pas moins contrôlées par des intérêts étrangers notamment américains, indiquent les statistiques du gouvernement fédéral.

Des 908 entreprises de filature, tissage et tricot qui ont fait rapport au gouvernement fédéral en 1971 aux termes de la "Loi sur les déclarations

des corporations et des syndicats ouvriers", 105 étaient étrangères dont 82 américaines.

Toutefois, les entreprises canadiennes contrôlées par des étrangers représentaient 51 pour cent des ventes des produits des usines canadiennes de filature et de tissage.

Dans le cas des usines de tricot, on peut parler véritablement d'une majorité canadienne, puisque 80 pour cent des ventes sont réalisées par des entreprises contrôlées par des Canadiens.

Si vous cherchez les géants, ne cherchez pas du côté canadien. Des 28 entreprises de filature, tissage et tricot dont le chiffre de ventes dépassent \$10 millions annuellement, 17 sont contrôlées par des étrangers.

revue boursière

Les marchés restent indécis

MALGRÉ la confortable avance réalisée hier à la suite de l'annonce d'une baisse du taux de base de la First National City Bank, de New York (qui passe de 7,25 à 7 pour cent) l'indice Dow-Jones n'a pas même réussi à maintenir son niveau de la fin de semaine précédente.

Les mauvaises nouvelles ont donc une fois de plus pris le pas sur les bonnes: c'est ainsi que les chiffres révisés de la production du premier trimestre, qui confirment que la récession n'avait pas atteint son maximum fin mars, ont pesé lourdement sur le peu d'optimisme des investisseurs.

D'un autre côté, l'inflation a repris une cadence plus forte, laissant prévoir qu'elle serait un problème si la reprise économique devait se matérialiser.

Baisse des profits

Enfin, dans un domaine encore plus dommageable, les bénéfices des entreprises ont baissé de 23,7 pour cent avant impôt, soit \$31,2 milliards, après avoir connu au trimestre précédent une baisse de 16 pour cent ou \$25,5 milliards (4ème trimestre 1974).

Il se pourrait ainsi que pour un temps le niveau des cotes soit plus directement relié, comme cela devrait normalement être le cas, à la capacité des entreprises de distribuer des dividendes.

La situation à ce sujet est peu reluisante et il est difficile d'envisager un retour rapide à une amélioration sensible des dividendes, même si la croissance économique reprend.

La baisse de 11,3 pour cent sur base annuelle du produit national brut américain au 1er trimestre, représente la plus forte depuis 1947, date à laquelle commença l'élaboration du PNB sur base trimestrielle.

L'intérêt que les investisseurs ont montré hier à la tendance des taux bancaires a été renforcé par les statistiques de la Réserve fédérale (banque centrale des Etats-Unis), selon lesquelles le volume des emprunts des entreprises avait fortement baissé. Or, une part importante des besoins de liquidités des entreprises avait pour but de financer des stocks démesurément gros après le ralentissement des achats des consommateurs.

Une autre nouvelle jugée favorable a été l'annonce jeudi soir du niveau record des découverts des courtiers (short interest). Traditionnellement, cette situation est considérée comme haussière du fait qu'elle assure des achats de couverture inévitables pour le compte des clients.

Montréal et Toronto

Nos marchés ont suivi Wall Street, c'est-à-dire ont passé la semaine dans une attitude d'indécision qui fait que le niveau des principaux indices est resté très peu changé par rapport à la semaine précédente.

Il faut signaler que les statistiques canadiennes n'ont pas non plus été favorables, à commencer par la publication des résultats des entreprises pour le 1er trimestre: les bénéfices sur une base globale, tous secteurs compris, ont baissé de 10 pour cent par rapport à leur niveau du 1er trimestre 1974. A l'intérieur de cette performance, les industries manufacturières qui composent en particulier l'indice des industrielles de Toronto et Montréal, ont vu leurs bénéfices nets perdre 17 pour cent.

Seul l'espoir de sortir du tunnel, c'est-à-dire des signes tangibles de reprise économique, soutient encore le moral des responsables des grandes institutions.

C'est encore le consommateur, qu'il soit américain ou canadien qui sera le plus susceptible de redonner l'espoir à l'investisseur. Encore faudrait-il qu'il ait lui-même confiance dans l'avenir immédiat pour accepter de se lancer à nouveau dans le genre de dépenses qui engagent son avenir: maison, voiture, acquisition à crédit, etc. L'expérience des réductions d'impôt au comptant que réalisent actuellement les Etats-Unis mérite d'être suivie. Les premiers chèques ont été adressés, mais il ne semble pas que Wall Street ait anticipé des résultats significatifs de cette initiative.

Toujours aux abois

Les difficultés actuelles de l'industrie du textile ne sont pas chose nouvelle. Depuis de nombreuses années, l'industrie réclame protection et aide financière des gouvernements pour assurer sa survie. Pourquoi ne pas tout simplement abandonner l'industrie des textiles à son sort?

La raison principale est probablement l'importance de cette industrie en termes d'emplois.

Plus de 100.000 personnes y sont employées et aucun gouvernement ne peut se permettre de voir une partie aussi importante de la main-d'œuvre menacée de chômage.

Raisons économiques

Outre ces considérations sociales et politiques, il y a également des raisons économiques.

L'industrie du textile, avec l'habitation et l'alimentation, est un secteur de base, essentiel à toute société industrialisée.

La présence d'une industrie du textile sur place assure au Canada une source d'approvisionnement.

Si nous devions nous fier qu'aux im-

portations, le Canada aurait de sérieuses difficultés à s'approvisionner pendant les années de pénurie, les fabricants étrangers préférant les grands marchés comme l'Europe ou les Etats-Unis.

En terme de prix également, la présence d'une industrie canadienne assure une plus grande stabilité, quoiqu'il dans certains cas ils soient plus élevés que les prix des textiles de certains pays en voie de développement.

Ainsi, les prix de certains produits importés de textile sont présentement de 30 à 50 pour cent moins élevés que les prix des fabricants canadiens. Mais nous sommes en période de surplus.

En 1974, alors que nous étions en période de pénurie, les prix canadiens étaient égaux ou inférieurs aux prix des produits en provenance du Japon, de la Corée ou de Taiwan. Les fabricants de vêtements canadiens trouvaient ainsi avantage à avoir une industrie canadienne du textile pour les approvisionner.

Rente d'étalement et régime de "profits différés" peuvent vous épargner de l'impôt

les capitaux

par Denis GIROUX

S'IL ARRIVE qu'au cours d'une année vous receviez un revenu anormalement élevé par rapport à ce que vous avez gagné depuis quelques années ou escomptez gagner dans l'avenir, une rente d'étalement du revenu, également appelée rente à versements invariables, pourrait bien être votre affaire.

Ce type de rente permet, comme son nom le dit, d'étalement sur plusieurs années ce "revenu particulièrement élevé" d'une année, réduisant ainsi considérablement votre impôt et vous assurant des revenus plus élevés pour les mois où les années à venir.

Ces rentes à versements invariables ou d'étalement du revenu (ce dernier terme est plus simple et exprime mieux l'idée du régime) ressemblent aux rentes viagères dont nous avons parlé hier.

Ressemblances

Une rente viagère (il y en a plusieurs sortes que nous avons examinées hier) est liée à la vie de son détenteur ou de son conjoint. Elle garantit à celui ou celle qui l'achète un revenu (une rente) jusqu'à son décès, et au moins (dans certains cas) pour une période minimum. On peut se le procurer uniquement chez les compagnies d'assurance-vie, puisque le montant de la rente est lié à l'espérance de vie du rentier.

Une rente d'étalement du revenu, comme une rente viagère:

- s'achète en un versement;
- permet d'épargner de l'impôt puisque le montant que l'on paie n'est pas imposable, mais que seules les

rentes le sont, y compris la première, dans l'année de l'achat;

- assure, par cet étalement du revenu, une sécurité du revenu;
- la période d'étalement ne peut dépasser 15 ans.

Différences

En revanche et contrairement à une rente viagère:

- vous pouvez vous doter d'une rente d'étalement tant chez une compagnie d'assurance-vie que dans une société de fiducie;
- vous devez obligatoirement commencer à encaisser ce type de rentes dans les dix mois suivant l'achat de la rente d'étalement;
- la rente que vous recevez est imposable dans son entier, alors que les rentes viagères ne sont imposables que pour une partie;
- comme nous l'avons souligné plus haut, une rente d'étalement à une durée limitée, bien déterminée, alors qu'une rente viagère, c'est pour la vie.

Notons que si vous avez versé \$10.000 pour l'achat d'une rente, l'année où vous l'achetez vous paierez encore de l'impôt, non pas sur les \$10.000, mais seulement sur le montant de rente annuelle à laquelle cette rente d'étalement vous donne droit, comme \$1.000 par exemple.

Donc, la première année, de ce revenu de \$10.000 que vous avez consacré à l'achat de la rente, vous pourriez par exemple déduire \$9.000.

En fait, c'est un peu plus compliqué que cela, mais tel est le principe de base.

Raison d'être

Tel qu'indiqué plus haut le principe d'une rente d'étalement du revenu, c'est d'étalement (afin de réduire l'impôt à payer) un revenu extraordinaire-

rement élevé perçu au cours d'une période donnée.

Ainsi, certains artistes et athlètes professionnels dont la carrière est soit courte ou ponctuée de fortes variations de revenus, sont les candidats parfaits pour ce type de rentes.

Un artiste qui vend une oeuvre sur laquelle il a travaillé disons 18 mois pour \$50.000 serait certes désavantagé si ces \$50.000 étaient imposés au cours de l'année où ils sont encaissés. Il pourra, avec une rente d'étalement, les étaler sur cinq ans par exemple. On peut se douter de la différence d'impôt entre un impôt sur \$50.000 un an et sur \$10.000 pendant cinq ans.

Admissibilité

Il n'est pas possible ni même souhaitable de sortir \$10.000 que vous avez accumulés en banque depuis 10 ans pour acheter une rente d'étalement, d'abord et avant tout parce que cela ne sert à rien: cet argent à la banque n'est pas imposable, alors pourquoi acheter une rente dont les versements, eux, seraient imposables? Cela n'est pas une chose à faire.

L'argent avec lequel vous achetez une rente d'étalement devrait essentiellement provenir:

- d'un gros gain en capital que vous avez réalisé, par exemple en vendant une propriété. Ainsi vous étalez ce gain sur plusieurs années;
- d'un montant que vous recevez par exemple en quittant votre travail (ce fameux "quatre pour cent") ou tout autre somme ainsi versée comme appréciation de votre travail passé;
- du montant que l'on vous remet à votre départ d'un emploi et qui représente vos cotisations à la caisse de retraite;
- de l'excédent imposable lorsque vous vendez à profit un bien amortissable, appelé par l'impôt "recupération de l'amortissement". Brevement, ce dernier terme désigne l'amortissement que vous avez pris sur un bien qui vaut disons \$10.000 et que vous vendez \$15.000. Ce gain en capital

montre que l'amortissement n'était pas justifié et le gouvernement veut le récupérer. Mais il permettra de le verser dans une rente d'étalement.

Vous pouvez acheter plusieurs rentes d'étalement selon vos besoins. Comme les rentes viagères, vous allez aussi vous rendre compte que pour une même somme et une même durée, les rentes offertes varient.

Il faut donc "magasiner" avant d'en acheter une d'une société de fiducie ou d'une compagnie d'assurance-vie.

La nomenclature (incomplète mais qui donne une idée) des sommes que vous pouvez utiliser pour acheter une rente d'étalement montre que non seulement artistes et athlètes peuvent s'en servir, mais un "citoyen moyen" aussi. Si vous vendez un immeuble avec un gros gain de capital, une rente d'étalement du revenu (à versements invariables) pourrait être votre affaire.

Rappelons que vous l'achetez soit d'une société de fiducie, soit d'une compagnie d'assurance-vie.

Vous ne pouvez recevoir ce type de rentes après 85 ans, et si vous approchez de tant soit peu de cet âge, une rente viagère serait probablement à considérer.

"Profits différés"

Un mot sur une autre forme de rente: le régime de "profits différés" qui permet à une entreprise de verser au nom de son employé des sommes qui n'augmentent pas le revenu courant de cet employé, mais lui sont remises plus tard, en déca de cinq ans après le versement.

La compagnie doit en effet remettre à cet employé le montant qui lui a été réservé, mais cela ne veut pas dire que l'employé paie alors de l'impôt, il peut placer le montant ailleurs (voir les cinq façons plus bas).

Les critères selon lesquels la compagnie contribue à un régime de "profits différés" doivent être bien spécifiés et ne peuvent évidemment

pas être continuellement changes. Ces critères peuvent être liés à la performance de l'employé ou à celle des profits de la compagnie.

Recompense

Avec un tel régime, l'employé peut accumuler un montant qui n'est pas imposable (mais qui est déductible d'impôt pour la compagnie) et, lorsqu'il quitte la compagnie ou même avant celle-ci lui donne soit le montant global en argent comptant (il est alors imposable) ou plus sagement le verse au nom de l'employé dans un régime enregistré d'épargne-retraite, dans une rente d'étalement, dans une rente viagère ou en dix versements annuels égaux. Le choix est à l'employé.

On voit que ces régimes de "profits différés" sont extrêmement intéressants et ils sont d'ailleurs très répandus parmi les cadres des grandes sociétés.

Notons qu'une très petite entreprise peut aussi s'en prévaloir, particulièrement une petite entreprise (même familiale) où le personnel est limité et est directement impliqué dans la performance de la société.

Les sociétés de fiducie offrent ce genre de régime de "profits différés" aussi appelés régime de participation différée aux bénéfices ("deferred profit sharing plan"). Ces régimes doivent être enregistrés auprès du ministère du Revenu et une société de fiducie impose des frais de gestion.

X X X

L'adresse pour nous écrire si vous avez des questions sur cette chronique ou la finance en général est:

LA PRESSE
Division économie-finances
Chronique capitaux
7 ouest, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Les réponses au courrier généralement publiées le samedi sont reportées au début de la semaine prochaine à cause de la mini-série de deux articles sur "le monde des rentes".

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

TORONTO

A	3100	58%	81%	81% + 1%	9%	6%	NB Tel 1.85	11600	\$20	19%	20	18%	Russel H	5310	51%	11%	11%	1%	1%	1%
	53707	52%	28%	28%	30	21%	N Cal	27600	15	12%	12%	1%	Ryan R	10000	5%	5%	5%	5%	5%	5%
	1638	52%	28%	28% - 1%	30	21%	N Dimens	114600	25	20	24	-5	25	1%	51%	15%	15%	15%	1%	1%
aka	16860	12	11%	12	—	22	11%	N Goldvee	1000	6	6	—	9%	6	52%	25%	25%	25%	22	22

[illegible]

20	405	405	—	20	480	360	Scot Paper	295	\$21½	21	21	22¼	16
11½	11½	11½	+ ¼	12	103½		Scot York	148700	219	200	210	+ 5	22¼ 95
16	16	16	+ 1	16½	15		Scotts	2200	56½	6½	6½	6½	480
8½	8	8½	+ ½	11	7		Scurry Rn	595	\$13¼	13¼	13¼	— 1½	15½ 12½

ps	10	102	102	12	103	102	Irwin T A	1000	265	250	265	— 10
	13294	52234	72	2234 + 1/2	24	1814	Island Tel	100	571/4	71/4	71/4	6

26 | Suíte à la page A 11

UNE ÉVASION... Avec

- TENTES-ROULOTTES
- ROULOTTES
- CAMPEURS

GRANDE VENTE DE LA FIN-MAI

OUVERTURE
Lundi au vendredi 9 h. à 9 p.m.
Samedi 9 h. à 4 p.m.
Dimanche 12 p.m. à 4 p.m.

LIVRAISON IMMÉDIATE

Raymond LEBLANC inc.

CENTRE DE ROULOTTES MOTORISÉES

1940, boul. des LAURENTIDES
PONT-VIAU, LAVAL

663-7941

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) (\$000)			Revenus bruts (\$000)		
	COURANT	DERNIER	VARIATION	COURANT	DERNIER	VARIATION
LA COMP. DES CEMENTS DU ST-LAURENT (ciment) Mont. Que. Ter trim. 31 mars	(\$1.400)	(\$400)				
IVACO INDUSTRIES (fer/acier) Maniwic, Que. Ter trim. 31 mars	\$2.600	\$4.400	-40%			
Y & R PROPRIETES (immeuble) Tor., Ont. Ter trim. 31 mars	\$343	\$252	+38%	\$25.400	\$36.100	-29%
ESQUIRE INC. (publication) New York, NY année 31 mars	\$1.900	\$3.400	-44%			
HUDSON'S BAY CO. (commerce de détail) Winnipeg, Man. Ter trim. 30 avril	\$723	\$2.475	70%	\$254.700	\$217.600	+17%
STEINBERG'S (alimentaire) Mont. Que. 9 mps. 5 avril	\$7.300	\$10.800	32%	\$956.800	\$797.200	+20%

les devises

PAR LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE

VENREDI 23 MAI 1975

Al. du Sud (Rép.)	Brand	2.514
Al. française	Franc CFA	995/151
Allemagne O.	Deut. Mark	4.459
Antilles anglaises	Dollar	2.747
Argentine	Peso	1.969
Australie	Dollar	1.389
Autriche	Schilling	5.625
Bahamas	Dollar	1.957
Belgique	Franc	2.926
Bermudes	Dollar	1.957
Brazil	N. Cruzero	1.948
Chili	Escudo	960/1
Colombie	Peso	941/2
Danemark	Couronne	1.966
Egypte	Livre	2.429
Etats-Unis	Dollar	1.000
Finlande	Markka	1.028/3
France	Franc	2.912
Grèce	Draque	2.374
Haiti	Gourde	2.254
Hollande	Guilder	1.313
Hong Kong	Dollar	1.004
Indonésie	Rupiah	1.756
Irlande	Pound	1.249
Italie	Lire	2.316/1
Japon	Yen	1.152/3
Liban	Livre	2.023/5
Maroc	Dinar	2.681
Mexique	Peso	96/25
Nicaragua	Cordeba	1.192
Norvège	Kouronne	2.095
N. Zélande	Dollar	1.361
Pakistan	Rupiah	1.669
Pérou	Sol	92/2
Philippines	Peso	1.518
Porto Rico	Dollar	1.000
Portugal	Escudo	6.426
Royaume-Uni	Sterling	2.299
Sri Lanka	Rupiah	1.647
Suède	Kouronne	2.436
Suisse	Franc	2.419
Tchécoslovaquie	Kouronne	1.801
Turquie	Livre	67/2
U.R.S.S.	Rouble	1.442
Venezuela	Bolivar	2.712

l'argent

VENREDI 23 MAI 1975

Les courtiers londoniens ont baissé vendredi le prix de l'argent de 2,1 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

VENREDI 23 MAI 1975

MONTREAL — Handy & Harman's évalue vendredi le prix de l'argent canadien à \$480 l'once de Troyes. NEW YORK — Handy & Harman's évalue le prix de l'argent américain à \$465 l'once de Troyes.

titres au comptoir

VENREDI 23 MAI 1975

Brator Cap	2350	107	98
Cavalier	3901	255	255
Corporé pld	566	500	200
Dafeline Sys	50	487 1/2	487 1/2
Lapelin	2000	16	16
Macdon	2000	16	16
Nfld T 93 x 11	1900	520 1/2	20 1/2
Polyser	1500	524 1/2	24
Reactor Ind	2000	25	32
Rengold	1100	115	140
Brator rts	1974	7	4

la Bourse en bref

VENREDI 22 MAI 1975

MONTREAL

Volume:	Vendredi	470.200
	Jeu	541.200
Faits saillants:		
Actions Trans	Vendredi	71 1/2
Gains	Jeu	79
Pertes		77
Inchangées		52
Hauts 75		16
Bas 75		27
Valeurs les plus actives:		
Traco A	Vol.	28.950
Nordair	Clot.	17.025
Can Pacific	Var.	16.275
S and L Divers		12.000
Bank Mtl		11.875
Mines et Pétroles:		
Siand Gold		22.000
White Star		13.500
Belletier		11.000
Nordore		9.500
Mount Jamie		9.000
TORONTO		
Volume:	Vendredi	2.094.000
	Jeu	2.001.000
Faits saillants:		
Actions Trans	Vendredi	637
Gains	Jeu	631
Pertes		225
Inchangées		160
Hauts 75		24
Bas 75		2
Valeurs les plus actives:		
Traco A	Vol.	28.950
Nordair	Clot.	17.025
Can Pacific	Var.	16.275
S and L Divers		12.000
Bank Mtl		11.875
Mines et Pétroles:		
Siand Gold		22.000
White Star		13.500
Belletier		11.000
Nordore		9.500
Mount Jamie		9.000

l'or

Le prix de l'once d'or vendredi à Londres était coté en dollars américains à \$173,25 — à Paris à \$178,76 — à Francfort à \$173,74 — à Zurich à \$173,25 — Hong Kong à \$168,70. A Beyrouth le marché était fermé.

l'or à terme

MARCHE DE WINNIPEG

VENREDI 23 MAI 1975

Cotes des contrats à terme de l'or en dollars américains à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Contrats de 400 onces:			
Oct. 75	186,10	176,40	174,70
Nov. 75	178,80	179,60	179,60
Déc. 75	182,80	183,00	181,50
Jan. 76	186,10	186,20	185,10
Fev. 76	187,30	187,30	186,20
Volume de jeudi: 549 contrats.			
Contrats de 100 onces:			
Oct. 75	177,00	177,50	175,90
Nov. 75	179,20	180,70	179,70
Déc. 75	183,20	184,00	182,80
Jan. 76	186,10	186,20	185,10
Volume de jeudi: 94 contrats.			

dividendes

Compagnies	TAUX			PAIEMENT			ENRG.		
	TAUX	PAIEMENT	ENRG.	TAUX	PAIEMENT	ENRG.	TAUX	PAIEMENT	ENRG.
Canada Packers ("C")	0,22	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,22	1r	0,27
Canada Packers ("D")	0,18	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,18	1r	0,27
Craigmont Mines	0,20	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,20	1r	0,27
Emco Ltd.	0,07	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,07	1r	0,27
Laclede Gas Co.	0,40	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,40	1r	0,27
Massmutal Mfgs & Realty Invest.	0,30	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,30	1r	0,27
Montreal Refrigerating & Storage	0,20	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,20	1r	0,27
National Hees Ltd.	0,05	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,05	1r	0,27
Richard Costin — Canada	0,10	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,10	1r	0,27
St. Lawrence Cement ("A & B")	0,25	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,25	1r	0,27
Spartan Corp.	0,06	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,06	1r	0,27
Spartan Corp. (spécial)	0,12	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,12	1r	0,27
Weldwood of Canada	0,08	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,08	1r	0,27
Canadian Cablesystems	0,08	1r	0,27	1r	0,27	1r	0,08	1r	0,27

les obligations

PAR ACCOVAM LT RICHARDSON SECURITIES

Compagnies	Offre Dem.			Offre Dem.		
	Offre Dem.	Offre Dem.	Offre Dem.	Offre Dem.	Offre Dem.	Offre Dem.
GOVERNEMENT DU CANADA						
5 1/2 oct. 1/1975	99 1/2	99 1/2	99 1/2			
A 7 1/2 oct. 15/1975	99 1/2	99 1/2	99 1/2			
3 1/2 oct. 1/1976	97 1/2	97 1/2	97 1/2			
B 9 1/2 oct. 1/1977	105	105 1/2	105 1/2			
7 oct. 1/1978	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
7 1/2 oct. 1/1978	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
6 1/2 oct. 1/1978	99 1/2	99 1/2	99 1/2			
C 9 1/2 oct. 1/1978	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
3 1/2 oct. 1/1979	84 1/2	85 1/2	85 1/2			
6 1/2 oct. 1/1979	85 1/2	85 1/2	85 1/2			
D 7 1/2 oct. 1/1980	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
4 1/2 oct. 1/1981	81	81 1/2	81 1/2			
9 1/2 oct. 1/1984	103 1/2	104	104			
3 1/2 oct. 1/1985	44	46	46			
(A) Echangeables pour des obligations de 8% échéant le 15 déc. 1985.						
(B) Echangeables pour des 9 1/2% du 1er juil. 1982.						
(C) Echangeables pour des 9 1/2% du 1er juil. 1984.						
(D) Echangeables pour des 8% du 1er juil. 1987.						
PROVINCIALES						
BC Hydro 8 1/2 jan. 1982	99	100	100			
BC Hydro 10 1/2 jan. 1982	99 1/2	99 1/2	99 1/2			
N.B.E. 9 1/2 mai 1981	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
N.B.E. 10 1/2 mai 1981	99	100	100			
N.E.L.D. 8 1/2 mai 1980	98 1/2	99 1/2	99 1/2			
N.E.L.D. 10 1/2 mai 1980	99 1/2	100	100			
Hyd. Ont. 8 1/2 mai 1981	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
Hyd. Ont. 10 1/2 mai 1981	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
Hyd. Que. 8 1/2 mai 1981	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
Hyd. Que. 9 1/2 mai 1981	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
Pr. Saskatch. 9 1/2 oct. 1981	99 1/2	100 1/2	100 1/2			
Pr. Saskatch. 10 1/2 oct. 1981	99 1/2	100 1/2	100 1/2			
Hyd. Que. 10 1/2 oct. 1981	99 1/2	100 1/2	100 1/2			
Pr. Man. 9 1/2 oct. 1981	99 1/2	100 1/2	100 1/2			
Pr. Man. 10 1/2 oct. 1981	99 1/2	100 1/2	100 1/2			
Pr. Man. 11 1/2 oct. 1981	99 1/2	100 1/2	100 1/2			
(A) Echangeables pour des 11 1/2% au 1er oct. 1979.						
SERVICES PUBLICS						
Alta Gas 9 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Bell 9 1/2 oct. 1981	99	99	99			
B.C. Tel 10 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Mar. Tel 10 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Hyd. & Con 9 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Trca PL 11 1/2 oct. 1981	100 1/2	100 1/2	100 1/2			
INDUSTRIELLES						
Bils 8 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Bell 8 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Bell 9 1/2 oct. 1981	99	99	99			
Bell 10 1/2 oct. 1981	99	99	99			

le dollar

MONTREAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en baisse vendredi de 2,25 à \$1,025 et la livre sterling de 11,20 à \$2,350.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en hausse de 13,50 à \$0,9750 et la livre sterling en baisse de 11,20 à \$2,350.

carrières ET PROFESSIONS

LE C.L.S.C. ST-HUBERT recherche

DEUX (2) ORGANISATEURS COMMUNAUTAIRES

1 avec formation universitaire pour consultations et planification.

1 avec expérience pertinente pour le travail sur le terrain.

EXIGENCES COMMUNES:

— Capacité de travailler avec le monde ordinaire;

— Expérience de travail en milieu populaire;

— Intérêt et capacité d'analyse;

— Connaissance du milieu préférable.

UN (1) AGENT D'INFORMATION

EXIGENCES:

— Capacité de rédiger et de concevoir des documents;

— Capacité de communiquer avec le monde ordinaire;

— Capacité de concevoir des programmes d'information;

— Intérêt pour les problèmes sociaux et de santé.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 6 juin 1975 à:

Serge Mongeau

C.L.S.C. ST-HUBERT

3925, Grande-Allée, St-Hubert

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

recherche

INFIRMIÈRE RESPONSABLE

EN SOINS PRÉVENTIFS

Département de santé communautaire

EXIGENCES:

— Diplôme d'une école d'infirmières reconnue

— Baccalauréat en nursing

— et/ou certificat en nursing communautaire

— et/ou diplôme universitaire en hygiène publique

Membre en règle de l'O.I.I.O.

4 ans d'expérience progressive comme infirmière

dont au moins 2 ans en hygiène publique

Bilingue.

Faire parvenir "curriculum vitae" avant le 6 juin 1975 à:

Maryse Laverdière

Agent de Gestion du personnel

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

4000 boul. LaSalle, Verdun

761-3551, local 350

24.5.75

6338, rue Saint-Hubert, Suite 201, 2e étage, Montréal, Tel.: 274-5479



COLLÈGE DE JONQUIÈRE
du Collège Régional du Saguenay-Lac-St-Jean

OFFRES D'EMPLOIS

Le Collège de Jonquière, Collège régional Saguenay-Lac-St-Jean, requiert les services de trois (3)

PROFESSEURS EN TECHNIQUES D'ACTION SOCIALE

TÂCHE:

— Enseignement et supervision des stages en éducation spécialisée et ou assistance sociale.

QUALIFICATIONS:

— Formation universitaire ou collégiale;
— Expérience professionnelle pertinente, dans les domaines de l'intervention sociale individuelle, de groupe ou collective;
— Polyvalence au niveau des techniques humaines.

TRAITEMENT:

— Selon le décret des enseignants, tenant lieu de convention collective.

PROFESSEUR EN MÉCANIQUE DU BÂTIMENT

TÂCHE:

— Le candidat devra être capable d'enseigner la conception et la mise en plan dans au moins trois des disciplines suivantes: chauffage, plomberie, ventilation, climatisation, réfrigération, contrôles pneumatiques et électriques, prévention incendie.

QUALIFICATIONS:

— Diplôme en génie industriel ou diplôme collégial en mécanique du bâtiment.
— Le candidat devra avoir quelques années d'expérience sur des projets de mécanique du bâtiment.

TRAITEMENT:

— Selon les qualifications.

PROFESSEURS

UN (1) EN JOURNALISME:

TÂCHE: Enseignement du journalisme écrit dans le cadre de son programme des techniques de communications.

UN (1) EN PHOTOGRAPHIE — CINÉMA:

TÂCHE: Enseignement de la photographie et du cinéma dans le cadre de son programme des techniques de communications.

QUALIFICATIONS:

— Diplôme de 1er cycle et ou de l'expérience professionnelle pertinente.

TRAITEMENT:

— Selon qualifications.

Faire parvenir votre curriculum vitae jusqu'au 2 juin 1975 inclusivement

DIRECTEUR DU PERSONNEL
Collège de Jonquière
65, rue St-Hubert
Jonquière, P. Que.



SIDBEC-DOSCO
requiert les services de personnel qualifié pour

Ses bureaux administratifs

«Préposé(e) aux douanes»

Le ou la candidat(e) choisie(e) relèvera du gérant de la section des douanes.

FONCTIONS:

— Dédouanement de toutes les importations à Montréal pour nos trois (3) usines.
— Réacheminement des colis, fardeaux vers leur destination dans les usines.
— Localisation des importations chez les transporteurs.
— Paiement des comptes de frais de douane.
— Responsabilité des travaux de bureau tels que: dactylographier la correspondance et les rapports, prendre la dictée, maintenir les dossiers à jour.

QUALIFICATIONS:

Expérience pertinente au sein d'une industrie connexe. Connaissance pratique du domaine des douanes.
Le titulaire doit posséder une voiture.
Salaire selon la compétence et l'expérience.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Bureau d'emploi,
SIDBEC-DOSCO
C.P. 249, Montréal, Qué.
H3C 2S6

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Candidat qui sera chargé de tout le travail relatif au personnel des relations industrielles, y compris le règlement des griefs, les négociations de travail, les avantages sociaux, etc.

Le titulaire doit être bilingue, diplômé en relations industrielles ou l'équivalent et posséder 5 ans d'expérience.

Secteur ouest de la ville

Prenez de postuler en toute confiance.

LA PRESSE, Ref. 16639
C. P. 6041, succ. A
Montréal H3C 3E3

ASSUREURS-VIE

Ayant quitté la ligne depuis moins de 2 ans en raison d'une prospection insuffisante. Si vous excellez pour clore une vente et éprouvez des difficultés dans votre prospection, nous avons la solution rêvée.

Pour une entrevue, faites parvenir votre "curriculum vitae" ou adressez-vous au

DIRECTEUR DES VENTES
3120 est rue Masson, Montréal

FAITES CARRIÈRE DANS UN BUREAU DE C.A.

Senior, superviseur et gérant de groupe

Vu l'expansion de notre clientèle existante et le développement de nouveaux clients, nous recherchons quatre professionnels bilingues pour notre bureau de Montréal et un pour notre bureau de Sept-Îles.

Les positions offertes le sont au niveau des postes de senior (1 à 2 années d'expérience depuis l'obtention du diplôme de C.A.), de superviseur (minimum 3 années d'expérience depuis l'obtention du diplôme de C.A.) et de gérant de groupe (minimum 5 années d'expérience depuis l'obtention du diplôme de C.A.).

La nature de nos opérations permettra au nouveau personnel d'œuvrer auprès d'entreprises de tailles variées dans des industries différentes. L'expérience acquise ainsi que les contacts fréquents avec nos services de fiscalité et de consultation en gestion agrandiront rapidement leur compétence dans les domaines de la finance et du management. Il va sans dire que la possibilité d'avancement est très intéressante.

ERNST & ERNST COMPTABLES AGRÉÉS

Les candidats doivent détenir un diplôme de C.A. et être familiers avec les pratiques comptables courantes. Une bonne expérience au sein de l'industrie serait un atout.

Pourquoi faire carrière dans notre bureau? Nous croyons qu'une carrière d'expert comptable vous offrira diversité et stimulation dans un environnement professionnel dynamique. C'est ce dont nous voulons vous faire part. Nous croyons que vous aimerez entendre ce que nous avons à vous communiquer.

Téléphoner ou écrire à l'adresse suivante:

M. C. Bertrand, Associé,
1080 Beaver Hall Hill,
Suite 1010,
Montréal, Québec
H2Z 1S8
(514) 861-9984

REPRÉSENTANTS DES VENTES MACHINERIE LOURDE

J. I. Case est un des plus importants manufacturier de machinerie lourde desservant l'industrie de la construction et des travaux publics.

Pour Montréal et les environs, nous recherchons 3 excellents représentants des ventes.

Nos produits sont reconnus pour leur excellence et ils consistent en: Chargeur-rétrocaveur (pépines), Excavateur hydraulique, Chargeur articulé, Tracteur sur chenilles.

LES CANDIDATS RECHERCHÉS:

— Sont les meilleurs de leur compagnie, ils ont un excellent record de vente.
— Ils ont un minimum de 3 ans d'expérience dans la vente industrielle
— Ils ont peut être de l'expérience dans le secteur de la construction (contracteur et municipalité)
— Ont de bonnes connaissances techniques
— Beaucoup d'ambition et d'initiative
— Sont âgés de 27 à 40 ans
— Ils parlent et écrivent convenablement l'anglais.

EN RETOUR NOUS VOUS OFFRONS:

— Un revenu exceptionnel avec d'excellents bénéfices marginaux.

Nous avons intérêt à vous connaître, votre demande sera traitée confidentiellement, veuillez nous faire parvenir votre Curriculum Vitae et/ou communiquer avec nous

A. ZALZAL ou YVES DELAGRAVE
CASE POWER & EQUIPMENT LTEE
3030 boul. Pitfield, Ville St-Laurent, 331-3220

HÔPITAL ROYAL VICTORIA

ADMINISTRATRICE SENIOR AUX SOINS INFIRMIERS

On invite les candidatures pour poste de directrice des soins infirmiers au pavillon obstétrique gynécologique. Il s'agit d'un poste de cadre supérieur et la titulaire relèvera directement de la directrice des soins infirmiers. La directrice de ce pavillon assume la responsabilité du maintien des normes élevées des soins aux patientes, en plus d'assurer la direction dans les secteurs de développement des soins infirmiers, enseignement et recherche. Ce service doit prendre une forme nouvelle dans un proche avenir et la directrice des soins infirmiers sera très occupée à planifier ce nouvel aménagement.

Nous pensons qu'une maîtrise en soins infirmiers et ou en administration constitue une préparation minimale pour ce poste clé en administration.

Salaire à discuter

Poste ouvert pour le 1er août 1975

S'adresser à:

Ms Lorine Besel, R.N.M.Sc.
Directrice des soins infirmiers

HÔPITAL ROYAL VICTORIA

687 ouest, avenue des Pins, Montréal
842-1251, poste 324

LE COLLÈGE DE MAISONNEUVE

requiert les services de

PROFESSEURS EN TECHNIQUES INFIRMIÈRES

180-201 concept maladie (2e session)

1 professeur temps complet

1 professeur temps partiel

180-301 soins obstétricaux

1 professeur temps partiel

180-401 soins pédiatriques

2 professeurs temps partiel

180-501 soins psychiatriques

1 professeur temps complet

1 professeur temps partiel

EXIGENCES:

• Baccalauréat en nursing ou l'équivalent d'un premier cycle universitaire;
• Expérience professionnelle pertinente;
• Avoir de préférence une expérience dans l'enseignement.

Faire parvenir son "curriculum vitae" et ses attestations d'études avant le 2 juin 1975 au:



Service du personnel
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
3800 est, rue Sherbrooke
Montréal H1X 2A2

CENTRE HOSPITALIER DE MONT-LAURIER

Offres d'emploi

INFIRMIERS (ères) LICENCIÉS (es)

INFIRMIERS (ères) AUXILIAIRES LICENCIÉS (es)

2 TECHNICIENS (nes) EN RADIOLOGIE

Pour rendez-vous, communiquer avec:

Le Service du Personnel
CENTRE HOSPITALIER DE MONT-LAURIER
Mont-Laurier, Qué.
(819) 623-1234

Amérique latine Directeur

L'HOMME QUE NOUS CHERCHONS

possède un jugement et une expérience qui lui permettent d'être à l'aise dans différents milieux de haute direction. Son caractère ouvert lui sera utile pour y créer rapidement des liens étroits. Il serait très avantage s'il pouvait faire preuve d'une bonne connaissance du milieu latino-américain.

LES QUALIFICATIONS QU'IL DOIT AVOIR

compréhension un diplôme supérieur dans au moins une des spécialités suivantes ou dans des domaines voisins: administration des affaires, génie industriel, transport. La possibilité de s'exprimer en espagnol est essentielle.

LE POSTE QUE NOUS LUI PROPOSONS

offre un défi à relever pour qui veut s'assurer une véritable carrière. Il est réservé à un candidat particulièrement créatif, dont l'efficacité a été prouvée.

Prière d'entrer en contact avec le directeur des ressources humaines.



Beauchemin-Beaton-Lapointe Inc.
CONSULTANTS

1134 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, Québec H3B 1H4

TECSULT INTERNATIONAL LTEE

Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe Inc.

La société d'ingénierie ABBDL Inc. et son entreprise-sœur TecSult International Ltee connaissent une expansion considérable grâce à leurs réalisations nationales et internationales. Le haut calibre de génie, d'information, d'économie et de gestion qu'on y pratique explique cette croissance remarquable.

INGÉNIEURS-DESSINATEURS-TECHNICIENS

TECSULT et ABBDL cherchent à offrir à leurs employés une carrière d'ingénieur ou de technicien. Ils offrent une sécurité d'emploi et d'importants avantages sociaux. Il peut y passer rapidement les échelons parce que la maison grandit rapidement.

Les ingénieurs, dessinateurs et techniciens qui veulent se joindre à l'équipe n'ont qu'à écrire ou téléphoner au:

Directeur du personnel,
4200 ouest, boulevard Dorchester,
Montréal, Québec.
H3Z 1V3
Téléphone: 934-0731, poste 200



TECSULT INTERNATIONAL LTEE
Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe Inc.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Afin de vous éviter tout embarras qui pourrait survenir au cas où vous enverriez une demande d'emploi, la ou vous ne l'auriez jamais fait, sachant le nom de l'employeur, La Presse vous offre son service confidentiel. Avec soin de placer l'employeur contenant votre demande d'emploi dans une autre enveloppe adressée au:

POSTE VACANT DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS

RESPONSABILITÉS:

Planifier les programmes, évaluer les dimensions thérapeutiques. Veiller à l'amélioration des standards de rééducation et à l'amélioration des programmes de formation du personnel.

EXIGENCES:

Diplôme universitaire en psychologie et membre de la corporation.

SALAIRE:

Selon expérience et échelle du M.A.S.

FIN DU CONCOURS: 7 juin 1975

Faire parvenir "curriculum vitae" au:

Directeur Général
CARREFOUR ST-JÉRÔME
148 Castonguay St-Jérôme, Québec

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

recherche

INFIRMIÈRES AUTORISÉES
INFIRMIÈRES AUXILIAIRES

Temps complet et temps partiel

S'adresser à:

Maryse Laverdière
Agent de Gestion du personnel
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN
4000 boul. LaSalle, Verdun
761-3551, local 350

CENTRE HOSPITALIER DE LACHINE

recherche

TECHNICIENS (NES) EN RADIOLOGIE

POSTES:

Temps complet de rotation (jour, soir).

INFIRMIÈRES AUXILIAIRES

POSTES:

Temps complet de jour et soir.

Les personnes intéressées doivent communiquer avec la:

Service du personnel
CENTRE HOSPITALIER DE LACHINE
650, 16e Av., Lachine
637-2351, poste 37

PROFESSEURS

Un collège privé de secrétariat est à la recherche de professeurs en sténographie GREGG (française et anglaise), dactylographie et procédé de secrétariat.

Candidats(es) doivent être bilingues et légalement qualifiés.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

La Presse Ref. 16640
C. P. 6041, Succ. A
Montréal H3C 3E3



Université du Québec
Ecole nationale d'administration publique

PROFESSEUR EN MANAGEMENT

Fonction:

Professeur à temps plein chargé notamment de dispenser les cours suivants: théorie du management, organisation et gestion des ressources, analyse des organisations et systèmes administratifs.

Exigences:

Diplôme de deuxième ou troisième cycle en sciences de l'administration et quelques années d'expérience pertinente.

Traitement:

Selon les échelles de salaires en vigueur.

Lieu de travail:

Québec.

Les candidats sont priés de faire parvenir un curriculum vitae détaillé, avant le 6 juin 1975, au:

Directeur de la formation
Ecole nationale d'administration publique
625, St-Amable
Québec, Qué.
G1R 2G5
Tél.: (418) 657-2486



Université du Québec
Ecole nationale d'administration publique

PROFESSEUR EN ADMINISTRATION DE L'ÉDUCATION

Fonction:

Professeur à temps plein pour le programme de maîtrise en administration publique.

Exigences:

Diplôme de deuxième ou troisième cycle dans une discipline appropriée et quelques années d'expérience dans un secteur relié à l'administration scolaire.

Traitement:

Selon les échelles de salaires en vigueur.

Lieu de travail:

Québec.

Les candidats sont priés de faire parvenir un curriculum vitae détaillé, avant le 6 juin 1975, au:

Directeur de la formation
Ecole nationale d'administration publique
625, St-Amable
Québec, Qué.
G1R 2G5
Tél.: (418) 657-2486

COLLÈGE BOIS-DE-BOULOGNE Offre d'emploi

COORDONNATEUR DE SECTEUR

FONCTIONS:

- Responsable du recrutement des professeurs
- Responsable des appariteurs et techniciens de son secteur
- Responsable du projet de liste de cours à offrir au Collège
- Agent de liaison entre les départements et services auxiliaires
- Veit à ce que le département s'acquitte de ses fonctions.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Diplôme universitaire dans une discipline enseignée au collège
- Expérience pertinente de l'enseignement (minimum 5 années)
- Formation en pédagogie et expérience en administration considérée.

SALAIRE: Selon les normes du Ministère de l'Éducation

Date limite du concours: Lundi le 2 juin

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae au:

Collège Bois-de-Boulogne
Bureau du personnel
10555, ave Bois-de-Boulogne
Montréal

fonction publique

SERVICE DU GÉNIE INGÉNIEUR

CHEF DE DIVISION — CIRCULATION ET TRANSPORT

EXIGENCES:

- Être membre en règle de l'Ordre des Ingénieurs du Québec.
- Détenir une Maîtrise en Génie (Option Circulation) et avoir pratiqué cinq (5) ans dans cette branche ou posséder une expérience pratique équivalente.

FONCTION:

- Faire les études et préparer les rapports et les recommandations requis pour résoudre les problèmes reliés à la circulation, le transport, la signalisation, la stationnement, les contrôles et la sécurité sur la voie publique.
- Donner des consultations et des avis sur le développement du réseau routier municipal de même que sur le développement des réseaux d'autoroutes provinciales sur le territoire de la Ville de Laval.

SALAIRE:

- À discuter selon les qualifications et l'expérience.

Adresser curriculum vitae au:

SERVICE DU PERSONNEL,
3333 Chemin du Souvenir,
Laval, Qué. H7V 1X1



TRADUCTEUR ou TRADUCTRICE Domaine Médico-Pharmaceutique

La Compagnie:

Le Groupe Canadien de Compagnies Wellcome affilié à la Fondation Wellcome, une organisation internationale à caractère unique.

Le poste:

Le candidat choisi relèvera du Service de Commercialisation du Groupe de Compagnies. Il traduira principalement de l'anglais au français des textes provenant des différents services du Groupe et touchant au domaine médical, pharmaceutique, commercial et publicitaire.

Les qualifications:

Un brevet général ou spécialisé en traduction ou l'équivalent. Quelques années d'expérience en traduction médico-pharmaceutique. Le salaire dépendra des qualifications et de l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Mme L. Miller
Officier du personnel

BURROUGHS WELLCOME LIMITED
C.P. 500, Lachine, Québec

L'HÔPITAL ST-CHARLES DE JOLIETTE recherche les services d'un(e) ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(VE)

L'Hôpital St-Charles de Joliette est un centre hospitalier de 800 lits spécialisé en psychiatrie adulte et infantile. L'établissement comprend en plus une section de 116 lits de soins physiques de longue durée.

FONCTION:

Sous l'autorité de la Directrice du Service des Soins Infirmités, il (elle) coopère à la gestion du service, assiste et conseille la Directrice en matière de ressources humaines, financières et matérielles dans le cadre des lois et règlements et conformément au plan d'organisation de l'établissement.

EXIGENCES:

- Diplôme 1er cycle en gestion hospitalière ou l'équivalent
- Connaissance du milieu hospitalier
- Expérience administrative pertinente
- Membre de l'Ordre des Infirmités et Infirmités du Québec

Les personnes intéressées à poser leur candidature à ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 31 mai 1975 au:

Directeur du Personnel
Hôpital St-Charles de Joliette
1000, boul. Ste-Anne
Joliette, Qué.
J6E 5B5

TECHNICIEN EN MÉTALLURGIE

ou l'équivalent en expérience demande par une compagnie de la région de la Beauce qui se spécialise dans la fabrication et la transformation de l'acier.

RESPONSABILITÉS:

- Contrôle de la qualité de l'assemblage et de la soudure;
- Entraînement des nouveaux employés (soudeurs);
- Formation des soudeurs en place;
- Application des standards de soudure établis;
- Développement de nouvelles méthodes de soudure;
- Solutionner les différents problèmes qui puissent survenir avec la matière première.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Le candidat est un technicien en métallurgie avec quelques années d'expérience ou un soudeur hautement qualifié avec une excellente expérience dans le domaine de l'acier;
- Le bilinguisme est un atout très considéré;
- Le candidat devra être disponible pour suivre des cours de perfectionnement.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

- Le salaire sera selon l'expérience et les qualifications;
- Les bénéfices marginaux sont au-dessus de la moyenne.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante:

LES ACIERS CANAM INC.
C.P. 130, St-Gedeon
Beauce Sud, Qué.
(418) 582-3334
att.: Directeur du personnel

VILLE DE ST-JEAN, QUÉ.

offre d'emploi

La ville de St-Jean désire combler le poste suivant au sein du service de la trésorerie, ce poste relèvera du trésorier adjoint.

Chef de la division comptabilité

RESPONSABILITÉS:

- Exercer la comptabilisation de toutes les transactions financières de la ville
- Rédiger les états financiers et les rapports statistiques
- Diriger le personnel relevant de la division

EXIGENCES:

- Diplôme universitaire CSA ou BAA
- 5 ans d'expérience en comptabilité institutionnelle ou en prix de revient
- Faire preuve de leadership, de maturité de jugement et de capacité décisionnelle.

TRAITEMENT:

- La rémunération sera établie en fonction de l'échelle salariale du personnel cadre des employés de la ville de St-Jean.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION:

Toute demande traitée confidentiellement devra parvenir à l'adresse suivante, avant 17 heures, vendredi 6 juin 1975 à:

SERVICE DU PERSONNEL
VILLE DE ST-JEAN
C. P. 1025, St-Jean, Qué.

INGÉNIEUR

LE POSTE:

Le candidat choisi assistera le DIRECTEUR de la construction dans ses tâches d'assurer AU NOM DU PROPRIÉTAIRE le respect de la qualité de construction, de l'échéancier, des mesures de sécurité et des conditions stipulées dans les contrats des entrepreneurs.

QUALITÉS REQUISES:

- Être ingénieur, de préférence option mécanique ou électrique.
- Être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec.
- Avoir de 3 à 6 ans d'expérience, soit avec un entrepreneur général ou pour une firme de gerance de projets.

ENDROIT: Montréal.

SALAIRE: Ce poste intéressera les personnes qui gagnent présentement environ \$15,000 par année.

Les demandes d'emploi seront traitées confidentiellement et doivent parvenir sans délai à:

REAL O. MERCIER, ING.
Directeur de la Construction
PLACE DES JARDINS INC.
1253 av. McGill College, suite 1000
Montréal H3B 3A1



Les Laboratoires Ville-Marie Inc.
recherchent des

TECHNICIENS DE LABORATOIRE

POSTES:

- Techniciens seniors chargés d'exécuter des essais qualitatifs en mécanique des sols tels que: géométrie, proctor, limites d'Atterberg, sédimentation et autres.

QUALITÉS REQUISES:

- Les candidats devront posséder une très bonne expérience dans l'exécution des essais de mécanique des sols.

ENDROIT DE TRAVAIL:

- Extérieur de la région métropolitaine

CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SALAIRE:

- Positions permanentes
 - Transport payé
 - Salaire avantageux selon les années d'expérience.
- Toutes les demandes seront traitées confidentiellement. Les candidats intéressés feront parvenir leur curriculum vitae ou télégramme à:

Service du Personnel
400, boul. Curé-Labelle
Chomedey, (Laval) Qué.
(514) 681-9221

REPRÉSENTANT EN MARKETING

Bases d'informations / Systèmes de Communications

Le marché de banque de données et de systèmes de communications prévoit un taux d'expansion au delà de 3.000 pour cent. dans les quatre prochaines années. Cincom Systems prend le premier rang au niveau international dans ces domaines avec ses systèmes de gestion de banque de données TOTAL et de communication, ENVIRON 1. Cincom a besoin d'un représentant des ventes pour la région de Montréal afin de faire face aux demandes grandissantes. Le candidat qualifié devra posséder une expérience suffisante sur les systèmes d'opérations commerciales.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse ci-dessous mentionnée. Les candidatures reçues seront traitées confidentiellement.



Cincom Systems, Inc.
TOM BLEY
CINCOM SYSTEMS OF CANADA LTD
55 CITY CENTRE DRIVE
MISSISSAUGA, ONTARIO L5B 1M3
CANADA
1-800-261-2822

Employeur offrant égalité des chances.

INGÉNIEUR DE SYSTÈMES

Bases d'informations / Systèmes de Communications

Si vous cherchez un poste stimulant, l'opportunité d'atteindre un cadre de direction, une bonne ambiance de travail et des relations commerciales avec des clients internationaux qui ont une grande réussite dans ce domaine — vous êtes invités à prendre contact avec Cincom.

Comme ingénieur de systèmes chez Cincom, vous aurez la responsabilité du support technique et aussi collaborer au marketing des produits TOTAL et ENVIRON / 1, tous deux reconnus comme étant au premier rang des systèmes de gestion de bases de données et de communications.

Le professionnel bilingue pour la région de Montréal devra posséder une expérience suffisante des systèmes d'exploitation IBM 360/370, OS/VS et une expérience pratique de plusieurs applications commerciales. Une connaissance de systèmes de télétraitement sera prise en considération. Pour obtenir une entrevue, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante:



Cincom Systems, Inc.
TOM BLEY
CINCOM SYSTEMS OF CANADA LTD
55 CITY CENTRE DRIVE
MISSISSAUGA, ONTARIO L5B 1M3 Canada
1-800-261-2822

Employeur offrant égalité des chances.

L'HÔPITAL ROYAL VICTORIA cherche

ADJOINTE POUR SERVICE DE PHYSIOTHÉRAPIE

La candidate choisie sera responsable des normes de qualité élevées dans les services de physiothérapie des pavillons "Ross Memorial" et "Women's Pavilion". On y traite des patients hospitalisés et des malades externes.

Les exigences minimum du poste sont un B.Sc. en physiothérapie et une formation en administration. L'expérience de la thérapie manuelle constituerait un atout.

Poste vacant le 7 juillet 1975

Veuillez adresser toute demande à:

Mlle Patricia O'Reilly
Physiothérapeute en chef
HÔPITAL ROYAL VICTORIA
687 ouest, avenue des Pins
Montréal, Qué.
842-1251, poste 1531

INFORMATIQUE

INVITATION

\$12,000-\$18,000

Étant les plus importants conseillers en personnel d'informatique au Québec nous vous invitons à vous enquérir chez nous de postes de carrière offerts par des clients prestigieux. Plusieurs de ces clients recherchent des candidats professionnels pour concevoir et mettre en application des systèmes très poussés. À vos débuts ou forts d'une certaine expérience, vous occuperez un des postes offerts dans des milieux munis de diverses installations matérielles et logicielles. Si vous avez au moins 1 an d'expérience à titre de programmeur, analyste programmeur ou analyste de systèmes et que vous avez l'ambition de faire carrière.

Appelez Steven Chacra: 871-3920

1440 rue Ste-Catherine O., Montréal, Québec, suite 306
(514) 871-3920 H3G 1R8

JC HOVEY

EDP Recruiting Division
Direction Personnel

And Associates

CHEF CUISINIER comptable

L'hôtel Montagnais de Schefferville, Québec requiert les services d'un chef cuisinier et d'un comptable pour son établissement de 22 chambres avec bar-salon et salle à manger servant cuisine française et canadienne.

Avantages sociaux très avantageux et salaire à discuter selon qualifications.

Les candidats intéressés sont priés de s'adresser par écrit en donnant le plus d'information possible sur leur expérience etc. à:

L'HÔTEL MONTAGNAIS

C.P. 1390

SCHEFFERVILLE, P. QUÉBEC
à S. BEAUPRÉ, GERANT

DIRECTEUR GÉRANT POUR CENTRE DE TENNIS INTÉRIEUR

DESCRIPTION GÉNÉRALE

Planifier, organiser, diriger, coordonner et contrôler toutes les activités du centre.
Élaborer des programmes à court, moyen et long termes.
Voir à l'application des politiques du Conseil d'administration.

QUALIFICATIONS

Doit posséder degré en administration ou expérience équivalente.
Âge entre 30 et 45 ans.
Connaissance complète de la langue française et de la langue anglaise.

TRAITEMENT:

Selon les qualifications et l'expérience.

Faire parvenir lettre de demande d'emploi et "curriculum vitae" à:

LA PRESSE REF.: 16635
C.P. 6041, SUCC. "A"
MONTREAL H3C 3E3

POSSIBILITÉS DE REVENUS \$20,000 REPRÉSENTANT DES VENTES COMMERCE DE PNEUS

Un des plus grands distributeurs nationaux de pneus et ateliers de rechapage demande:
Vendeur, bilingue avec au moins 3 ans d'expérience dans le pneu.

Un attrayant programme de commission est offert avec avance mensuelle. Aussi, généreux montant alloué pour dépenses de la voiture.

Répondre en toute confiance à: Mme Helene
(514) 336-6440

BUREAU DE COMPTABLES AGRÉÉS

Nous avons plusieurs ouvertures pour étudiants seniors bilingues (C.A. ou C.G.A.) recherchant de l'avancement dans un milieu professionnel.

Nous offrons des programmes de formation professionnelle, un milieu de travail stimulant et une très grande variété d'affectations.

Le salaire sera selon expérience et compétence.

S'adresser à:

M. JACQUES BEAUDOIN, C.A.
Scharf, Kwiat & Pinkus
50 ouest, boul. Crémazie suite 609
Montréal, Qué.
381-9971

PROGRAMMEUR

Veux-tu améliorer ta situation?

Si tu possèdes 1-2 ans d'expérience comme programmeur dans un environnement D.O.S. 360, une bonne connaissance de COBOL et des structures de fichiers, nous avons l'opportunité que tu attends.

Envie nous ton Curriculum Vitae ou appelle-nous

Mlle HEATHER BAYLIS
Responsable de l'embauchage

IMPERIAL TOBACCO LIMITÉE

C.P. 6500, Montréal, Qué. H3C 3L6
932-6161, poste 473

COMPTABLE EN CHEF

Un important distributeur de l'est de Montréal est à la recherche d'une personne pouvant prendre en main toute la comptabilité.

SES FONCTIONS:

Implantation de systèmes comptables, supervision de personnel et états financiers mensuels.

SES QUALIFICATIONS:

De préférence avoir complété 3 à 4 années de comptabilité et avoir une expérience pratique.

SES RÉMUNÉRATIONS:

Excellentes au début et possibilités d'avancement à brève échéance.

Pour rendre vous, communiquez avec:

Pierre Beaudoin, C.A.
BEAUDOIN & CIE
5975, avenue de l'Aurion, suite 223, Montréal
353-9645

MÉTÉOROLOGISTE (B.Sc. ou M.Sc.)

Ce poste sera de nature à intéresser des météorologistes possédant trois (3) ans ou plus d'expérience en prévisions et qui pourraient assumer l'entière responsabilité pour l'opération d'un bureau local de météorologie. Le travail consiste à préparer des prévisions météorologiques à court rayon qui permettront d'établir des stratégies concernant la qualité de l'air.

L'expérience dans les études ayant trait aux prévisions locales serait un avantage. L'habileté de communiquer facilement en français et en anglais est une nécessité. Le candidat choisi recevra une formation additionnelle dans les aspects météorologiques de la pollution de l'air.

Salaire — selon l'expérience.

Faire parvenir curriculum vitae à:

Directeur du Personnel
Noranda Mines Limited
Noranda, P.Q.

noranda group

URBANISTE-DIRECTEUR

District d'Urbanisme de la
Péninsule Acadienne
Bas-Caraquet, Nouveau-Brunswick

En devenant directeur du District de la Péninsule Acadienne, l'urbaniste choisi sera responsable pour l'administration de la commission d'urbanisme dans cette partie du nord-ouest du Nouveau-Brunswick.

Assiste d'un secrétaire-exécutif, le nouveau directeur du district suivra les municipalités et les communautés rurales dans la confection de leurs plans respectifs et dans la préparation et l'administration des arrêtés d'urbanisme.

QUALIFICATIONS

Maîtrise en urbanisme et une expérience en aménagement rural et régional avec une compréhension du processus de participation du public.

Membre ou éligible à l'Institut des Urbanistes du Canada.

CONDITIONS SALARIALES

Entre \$17 000 et \$20 000.

Faire parvenir votre demande d'emploi avec curriculum vitae avant le 15 juin 1975 à:

T. J. Jellinek
Directeur
Direction de l'urbanisme
Ministère des Affaires Municipales
Fredericton, N.-B.

REPRÉSENTANTS DES VENTES

Vu l'expansion rapide de notre compagnie, nous sommes à la recherche de représentants des ventes pour la région de Montréal et d'Ottawa.

Nous fabriquons la gamme de produits d'entretien la plus complète au Canada. Des marques connues et très annoncées telles que Sani-Flush, Sani-Foam, Zero, Easy-Off pour nettoyer les fourneaux, l'huile 3 dans 1, Black Flag, It essence à briquet.

CANDIDAT: Bilingue, une expérience de la vente dans les épiceries, quincailleries, magasins à rayons serait un avantage.

REMUNÉRATION: Bon salaire de base plus commission, voiture fournie, tous frais payés, avantages sociaux habituels.

Fournir tous les détails quant à l'âge, l'éducation, l'expérience et le salaire désiré à:

Andre Auclair,
BOYLE-MIDWAY (CANADA) LTEE,
61 chemin de Saverie,
Lorraine, que.

REPRÉSENTANT DES VENTES

Notre compagnie, filiale canadienne d'une société multinationale européenne spécialisée dans le domaine de l'automatisme industriel, recherche les services d'un représentant dynamique.

Ce poste devrait intéresser tout candidat bilingue ayant une certaine expérience dans le domaine du contrôle électrique.

La rémunération sera déterminée en fonction de l'expérience.

Toutes les candidatures recevront une réponse.

Prière d'adresser votre "curriculum vitae" à:

Gerant du Personnel
TELEMÉCANIQUE CANADA LTEE
580, avenue Lepine, Dorval

L'avenir se planifie chez United Aircraft

VÉRIFICATEUR INTERNE

Nous avons besoin d'un professionnel de carrière et lui offrons une possibilité en gestion financière, pleine de défis et de possibilités.

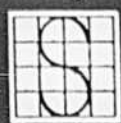
Le candidat choisi devra participer à la mise au point et à l'exécution de travaux de vérification-comptable (fabrication), pour aider les cadres supérieurs dans tous les aspects de l'organisation. Il devra démontrer sa compétence et sa capacité d'assumer des responsabilités accrues. Il devra aussi voyager à l'occasion.

Nous recherchons, de préférence, un comptable agréé avec l'expérience de la comptabilité publique dans une firme nationale, de l'initiative, l'envie de travailler dans une industrie complexe et le goût de déborder le domaine de la vérification financière.

Toute demande de renseignements recevra une attention spéciale et une réponse rapide et confidentielle. Envoyez votre curriculum vitae à:
Carrières d'avenir, United Aircraft du Canada Limitée,
1000 boul. Marie-Victorin, Longueuil, Qué. J4K 4X9

Vous avez un avenir chez nous.

United
Aircraft
DU CANADA LIMITÉE



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SHAWINIGAN LIMITÉE

La Société d'Ingénierie Shawinigan Limitée est la société-mère canadienne du groupe Shawinigan. Elle compte plus de 20 filiales et firmes associées dans tout le Canada et à l'étranger.

La Société Shawinigan est une société d'experts-conseils indépendante, spécialisée dans l'ingénierie et la gestion de travaux de mise en valeur des ressources naturelles et énergétiques. Le siège social de la Société est à Montréal.

75-05-115 Ingénieur résident, Baie James

Excellente occasion pour un ingénieur d'expérience qui aimerait prendre en main, au cours des deux prochaines années, des travaux relatifs à la construction des digues Duncan et des ouvrages auxiliaires dans le cadre des travaux de la Baie James.

Il aura pour tâche de s'assurer que les entrepreneurs respectent les exigences des devis techniques, de résoudre les problèmes techniques et de suggérer les modifications qui s'imposent. Le candidat possèdera beaucoup d'entregent puisqu'il aura à assurer la liaison avec le client, les entrepreneurs et le Bureau du projet.

Ce poste devrait intéresser les ingénieurs qui possèdent plusieurs années d'expérience de la géotechnique et des grands travaux de génie civil. Le bilinguisme serait un atout.

La rémunération consistera en un salaire de base qui sera fonction de l'expérience, plus de généreuses primes d'éloignement et de vie chère. En outre, la Société offre une gamme complète d'avantages sociaux et la participation aux bénéfices.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae en mentionnant le numéro de référence correspondant.

Michel Bonneville
Directeur de l'Embauchage
Société d'Ingénierie Shawinigan Ltee
Case postale 3010, Succursale B
Montréal, Québec H3B 3L7

SOFTWARE-OS, VS, CICS

Ducros, Meilleur, Roy et Associés Limitée est une firme de consultations en informatique ayant son siège social à Montréal et des succursales à Québec et Ottawa.

DMR est à la recherche de spécialistes en software pour ajouter à son équipe de spécialistes. Les candidats devront posséder 3 ans d'expérience ou plus en OS, VS, CICS, faire preuve d'initiative et avoir le sens des responsabilités.

Ce poste présente l'opportunité d'une carrière intéressante, favorise le développement personnel et offre une échelle de la formation, des connaissances et de l'expérience du candidat.

Vous référant au dossier 302, veuillez téléphoner ou faire parvenir votre Curriculum Vitae à:



DUEROS, MEILLEUR, ROY
ET ASSOCIÉS LIMITÉE
C. P. 259, Place Bonaventure
Montréal, Qué. H5A 1B2
866-7663

CONSEILLERS EN INFORMATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE (4)

Postes dans écoles polyvalentes, développement de programmes de stages, information utile et imaginative aux élèves, aux instituteurs et aux parents relative aux différents choix de carrières.

Les candidats choisis devront avoir de l'initiative et de l'expérience en dehors du domaine de l'enseignement; une bonne connaissance du français et de l'anglais commercial, un sens prouvé de l'organisation, un diplôme de 1er cycle dans la spécialité requise.

Echelle de salaire \$8 696 à \$10 162 suivant les normes gouvernementales.

Envoyez "curriculum vitae" et lettre indiquant les raisons de votre intérêt dans ce poste avant le 30 mai 1975 à:

Directeur du Personnel
COMMISSION DES ÉCOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL
6000, rue Fielding, Montréal

CENTRE HOSPITALIER DE PLUS DE 500 LITS

AGENT DU BUDGET

FONCTION:
— Sous l'autorité immédiate du directeur des finances, le titulaire veillera au traitement de l'information budgétaire, à sa diffusion et son utilisation.

EXIGENCES:
A. Formation comptable du niveau des programmes C.G.A. ou R.I.A.
B. Expérience d'environ deux (2) ans du milieu hospitalier.

REMUNÉRATION:
Selon échelles acceptées par le ministère des Affaires sociales.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:
LA PRESSE, REF.: 16637
C. P. 6041, Succursale "A"
Montréal H3C 3E3

INFIRMIÈRES AUTORISÉES ET

INFIRMIÈRES AUXILIAIRES

DEMANDÉES

pour un hôpital de soins spécialisés

Pour informations:

Service du Personnel
Centre Hospitalier du
Sacré-Coeur de Hull
230, boulevard Gamelin, Hull, Que.
(819-776-1581)

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes



AFFAIRES DE LA CAPITALE CANADIENNE

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
4 postes à Québec

COORDONNATEUR DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL - Concours E6200CG 01

FONCTIONS

Sous l'autorité du directeur, élaborer une politique d'aménagement et de développement pour la région de l'Outaouais; coordonner l'ensemble des activités d'aménagement et de développement dans la région, en conduisant les études et en supervisant la mise en œuvre des projets et programmes; participer à l'élaboration, aux négociations et à l'administration des ententes ou accords; entretenir des relations avec les autres gouvernements impliqués dans la région; coordonner l'action des ministères du gouvernement du Québec et maintenir les liens appropriés avec les organismes régionaux et les municipalités.

COORDONNATEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - Concours E6200CH 01

FONCTIONS

Sous l'autorité du directeur, élaborer une politique de développement économique pour la région de l'Outaouais; coordonner l'ensemble des activités d'ordre économique dans la région; conduire les études, les analyses et les recherches et superviser la mise en œuvre des projets et programmes; participer à l'élaboration, aux négociations et à l'administration des ententes ou accords; entretenir des relations avec les autres gouvernements impliqués dans la région; coordonner les actions des ministères du gouvernement du Québec et maintenir des liens avec les organismes régionaux et les municipalités.

COORDONNATEUR DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL CULTUREL ET ÉDUCATIF - Concours E6200CJ 01

FONCTIONS

Sous l'autorité du directeur, coordonner l'ensemble des activités d'ordre culturel, éducatif et social dans la région de l'Outaouais; conduire les études et superviser la mise en œuvre des programmes et projets; participer à l'élaboration, aux négociations et à l'administration des ententes ou accords; entretenir des relations avec les autres gouvernements impliqués dans la région; coordonner les actions des ministères du gouvernement du Québec et maintenir des liens de collaboration avec les organismes régionaux et locaux.

COORDONNATEUR DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT - Concours E6200CK 01

FONCTIONS

Sous l'autorité du directeur, participer à la définition d'une politique cohérente d'aménagement et de développement pour la région de l'Outaouais; coordonner l'ensemble des activités relatives à la mise en place des infrastructures et des équipements nécessaires à cette fin; conduire des études et superviser la mise en œuvre des programmes et projets; participer à l'élaboration, aux négociations et à l'administration des ententes ou accords; établir et maintenir des relations avec les autres gouvernements impliqués dans la région; coordonner les actions des ministères du gouvernement du Québec et entretenir des liens de collaboration avec les organismes régionaux et les municipalités.

EXIGENCES

Diplôme universitaire en sciences de l'homme, ou en sciences appliquées, ou en sciences économiques ou en toute autre discipline appropriée. Vaste expérience dans le domaine de la concertation gouvernementale et, de préférence, en rapport avec les fonctions du poste; quelques années d'expérience à titre de coordonnateur de groupes de travail. Bonne connaissance de la région.

TRAITEMENT

Pouvant atteindre \$26 500.

DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION: 6 juin 1975.

Représentant des ventes

AUX COMPTES SPÉCIAUX

Vu l'expansion rapide de notre compagnie, nous sommes présentement à la recherche d'un représentant des ventes pour les comptes spéciaux pour la région de Montréal.

SATISFACTION — ENTRAÎNEMENT SUPPORT ET BÉNÉFICES MARGINAUX

LE BUT:

- Analyser les besoins des plus importantes firmes de la région
- promouvoir des idées et des concepts
- relations publiques
- vendre une gamme complète de produits conçus pour l'amélioration des systèmes et photocopie moderne
- contacter les commissions scolaires et tous les ministères gouvernementaux
- maintenir une satisfaction constante chez la clientèle

Nous recherchons un représentant avec au moins 5 ans d'expérience dans les relations publiques, la vente ou les achats. L'expérience des achats au sein d'une commission scolaire, bureau gouvernemental ou l'industrie serait préférable. Le candidat aura au moins 30 ans, possèdera un baccalauréat ou l'équivalent, aura une belle personnalité, sera parfaitement bilingue et aura un bon degré d'agressivité naturelle.

Nous offrons un programme complet d'entraînement avec salaire, des bonus et des commissions basées sur la performance et les résultats de chaque individu.

Si vous recherchez une carrière dans la vente professionnelle qui vous permettra d'obtenir des revenus nettement et nettement supérieurs à la moyenne, nous serions heureux de vous rencontrer.

Pour une entrevue, veuillez communiquer, en toute confiance, avec le directeur de la succursale de NASHUA MURRITT LTD., à (514) 636-9870, ou envoyer votre curriculum vitae pour explorer cette occasion nouvelle à 679, rue Lépine, Dorval, Québec.

NASHUA MURRITT LTD.
Une des trois premières compagnies
de photocopie au monde

HÔPITAL HONORÉ-MERCIER INC. ST-HYACINTHE, P.Q.

requiert les services de

SURVEILLANTE FORMATION EN COURS D'EMPLOI

EXIGENCES:

B. Sc. en nursing,
Expérience de deux ans dans la formation en cours d'emploi.

INFIRMIÈRE CHEF

Salle d'accouchement

EXIGENCES:

Capacités administratives
Leadership
Expérience en gynéco-obstétrique
ORTHOPÉDAGOGUE

EXIGENCES:

Diplôme universitaire en orthopédagogie
Expérience en pédopsychiatrie
TECHNICIEN(NE)

en inhalothérapie et anesthésie

EXIGENCES:

Etre membre de la Corporation des inhalothérapeutes

Prière de faire parvenir votre "curriculum vitae" avant le 4 juin 1975 au

Service du personnel

Hôpital Honoré-Mercier Inc.

2750, rue Laframboise

St-Hyacinthe, Que. J2S 4Y8

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SERVICE

LA COMPAGNIE:

Nous sommes une compagnie engagée dans la vente, la location et le service de machinerie lourde de construction.

LA POSITION:

Nous recherchons un directeur général qui aura pour responsabilités de prendre entière charge de notre département de service et assurer la coordination entre nos succursales, nos clients et nos manufacturiers.

LE CANDIDAT:

— Doit avoir au moins 10 ans d'expérience en machinerie lourde de construction.

— Expérimenté dans l'administration d'un département de service.

— Habileté à communiquer avec le personnel.

— Bilingue.

REMUNERATION:

Sera établie selon l'expérience du candidat

Faire parvenir curriculum vitae ou communiquer avec:

M. Lavallee

LAURION EQUIPEMENT LTEE

2605, boul. Pitfield, St-Laurent

332-3940

AGENT DE CRÉDIT

Nous sommes à la recherche d'une personne avec expérience pour notre service de crédit; on lui confiera l'analyse, le recouvrement, la conciliation des comptes à recevoir. Le candidat devra posséder 2 à 3 années d'expérience dans le crédit, être bilingue, dynamique et ambitieux.

Le salaire sera à discuter selon l'expérience, accentué d'un programme complet de bénéfices marginaux.

P.S. Une expérience du monde de la finance peut sans doute vous assurer une belle carrière chez nous.

Pour informations:



Service du Personnel
41 Chemin Bates
272-5771

Manufacturier de produits alimentaires industriels en pleine expansion, établi depuis 45 ans, requiert les services d'un:

DIRECTEUR DES ACHATS

FONCTIONS:

— Contracter les achats quotidiens de marchandises et autres;
— Négocier contrats à long terme;
— Effectuer l'analyse des marchés;
— Faire recherche de nouveaux produits;
— Contrôler les inventaires.

QUALIFICATIONS:

— Jeune homme dynamique, bilingue, âgé de 28 et 35 ans;
— Études spécialisées dans ce domaine;
— Expérience 5 ans minimum dans P.M.E.;
— Esprit d'analyse;
— Personnalité forte.

REMUNERATION:

— Salaire selon expérience et capacités;
— Système de participation aux profits;
— Avantages marginaux usuels.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:

LES INDUSTRIES MONT-ROYAL INC.

M. Jean Mak

650 avenue Beaumont, Montréal



REPRESENTANT INDUSTRIEL

demande

Notre compagnie recherche une personne dynamique pour la vente technique de nos produits pétroliers.

INGÉNIEUR B.Sc. CHIMIE

FONCTIONS:

— Maximiser les ventes de nos produits pétroliers à l'industrie;
— Chercher de nouveaux comptes industriels;
— Fournir l'information technique sur nos produits lubrifiants.

QUALIFICATIONS:

— Diplôme universitaire (B.Sc. chimie, ingénieur);
— Candidat bilingue;
— 23 à 30 ans;
— Aptitude et désir pour la vente.

OPPORTUNITÉS:

— Salaire intéressant, compte de dépenses, bénéfices marginaux, carrière intéressante, chance d'avancement.

Les réponses seront traitées confidentiellement.

Faire parvenir "curriculum vitae" complet à:

Raymond Larocque, ing.

Gérant ventes commerciales

Zone Est

SUN OIL COMPANY LIMITED

Case Postale 6180, Montréal



Université du Québec à Montréal

PROFESSEUR AU DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE À TEMPS PLEIN

Dans le cadre de ses activités d'enseignement et de recherche, le département de géographie recherche:

Un professeur en aménagement régional et en épistémologie de la géographie.

EXIGENCES:

— Détenir un diplôme de 3e cycle. Les candidats ayant complété une scolarité de doctorat et possédant une expérience d'enseignement et de recherche au niveau universitaire pourront aussi être considérés.

TRAITEMENT:

Selon la convention collective en vigueur.

Les candidats sont priés de faire parvenir un curriculum vitae détaillé avant le 31 mai 1975, à:

M. Robert Denis, directeur
Département de géographie
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888
Montréal, Québec
H3C 3P8



LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

CONSEILLER AU BUREAU DE L'ORGANISATION ORTHOPÉDAGOGIQUE - SERVICE DES ÉTUDES

FONCTION: Participe à l'élaboration des objectifs, détermine, organise et contrôle les mesures nécessaires pour les établissements du ministère des Affaires sociales des écoles de la C.E.C.M. et pour les écoles spéciales de la C.E.C.M.

Déterminer avec les responsables administratifs et les responsables de l'orthopédagogie les écoles où les élèves des établissements seront intégrés de même que les politiques et les services nécessaires à cette intégration.

QUALIFICATIONS: Diplôme universitaire (baccalauréat de premier cycle) avec option en éducation adaptée ou en orthopédagogie (ou être en voie de l'obtenir).

Cinq (5) ans d'expérience dans l'enseignement dont trois (3) en orthopédagogie.

TRAITEMENT: Selon l'expérience et les qualifications.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur curriculum vitae en précisant leurs qualifications et leur expérience ainsi que les motifs de leur demande, avant le 30 mai 1975, à M. Léon Bouchard, 3737 est, rue Sherbrooke, Montréal.

Prière de mentionner le numéro de code suivant: LP 5215

OFFRE D'EMPLOI

ENSEIGNANT auprès de la clientèle en réhabilitation (orthopédagogique)

Utiliser les techniques propres à sa spécialité en vue d'assurer l'adaptation et la rééducation des personnes souffrant de handicaps.

Participer à des équipes multidisciplinaires.

Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'éducation.

Baccalauréat en orthopédagogie ou Baccalauréat spécialisé en éducation adaptée ou option éducation.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur "curriculum vitae" au plus tard le 4 juin 1975 à 18 h 45 à l'adresse suivante:

M. André Barrette

Directeur du service du personnel

Commission Scolaire Saint-Exupéry

32 ave. Lorrie

St-Lambert, Que. J4P 2G8

ASSURANCE-VIE — GÉRANT

Compagnie d'assurance-vie recherche un
GÉRANT-RECRUTEUR

dans le cadre de son programme d'expansion.
Bénéfices marginaux appréciables.
Les candidats ont du succès dans la vente d'assurance-vie et des aptitudes à diriger.

Envoyer TEXME de carrière à:

DIRECTEUR DES VENTES

L'ÉCONOMIE MUTUELLE D'ASSURANCE

385 est, rue Sherbrooke

Montréal, Que. H2X 3N9

Discrétion assurée.

VÉRIFICATEUR INTERNE

Une importante compagnie de meubles d'envergure nationale de Montréal avec succursales en Ontario et au Manitoba est à la recherche d'un comptable agréé bilingue avec un minimum de 2 ans d'expérience pour assumer les responsabilités d'un nouveau département.

FONCTIONS:

Vérifier les états financiers, participera au contrôle interne, examinera les services et les opérations de la compagnie et de ses succursales, etc.

Le candidat doit avoir de l'initiative, être débrouillard et être capable de communiquer efficacement avec ses supérieurs.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur résumé détaillé, lequel sera traité en toute confidentialité, à:

LES MEUBLES H. SINGER LTEE

288 rue Marier

Montréal-Est, Que. H1B 4V5

LE CENTRE DE READAPTATION DU QUÉBEC

Centre nouvellement formé et ultra-spécialisé en réadaptation globale, requiert les services de:

PHYSIOTHÉRAPEUTES

Temps complet et temps partiel

Ces professionnelles participeront à la réadaptation fonctionnelle auprès des patients recevant un traitement au centre.

POSTES DISPONIBLES: Montréal et Québec

EXIGENCE:

Etre membre en règle de l'Association Professionnelle des Physiothérapeutes du Québec.

AVANTAGES:

Travail diversifié, équipement ultra-moderne, ressources en place, importantes.

TRAITEMENT:

Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Les candidats (es) intéressés(es) pourront faire parvenir leur "curriculum vitae" à:

CENTRE DE READAPTATION DU QUÉBEC

2275 est, avenue Laurier

Montréal, Que.

Toute demande sera traitée confidentiellement.

TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

• Personne dynamique et de bonne apparence pour service à la clientèle.

• Avez-vous acquis une formation et 2 à 3 ans d'expérience au niveau des machines à écrire électroniques, des mini-ordinateurs et calculateurs électroniques.

Si tel est le cas, nous aimerions faire appel à vous pour notre division de service actuellement en pleine expansion.

• Les connaissances du français et de l'anglais sont indispensables.

• Posséder une auto.

• Bénéfices marginaux.

COMMUNIQUEZ:

WANG LABORATORIES (CANADA) LTD.

1 Place du Commerce (suite 490)

Ile des Soeurs, Montréal

à l'att. M. J. Bergeron

761-5536

L'HÔPITAL STE-JEANNE D'ARC

(hôpital général de 377 lits)

RECHERCHE

INFIRMIÈRES AUTORISÉES

INFIRMIERS(ÈRES) AUXILIAIRES

FINISSANTES EN TECHNIQUES INFIRMIÈRES

Pour postes à temps complet, soit de soirée ou de nuit avec période d'orientation en service de jour.

Pour rendez-vous, communiquer avec le:

Service du Personnel

3570, rue St-Urbain

842-6141 Local 205



La Division Diagnostique Pfizer

est à la recherche d'un

GÉRANT DE TERRITOIRE

pour se rendre auprès d'hôpitaux et laboratoires privés de la Province de Québec et surveiller les activités des autres représentants à travers le Canada.

Les candidats seront parfaitement bilingues et posséderont un grade universitaire, un diplôme ou l'équivalent dans une discipline connexe. L'expérience en ventes diagnostiques est essentielle.

La compagnie offre un excellent salaire et la gamme complète d'avantages marginaux y compris un système de bonus et une voiture fournie.

Veuillez communiquer avec:

LA CIE PFIZER LTEE

Service du personnel

695-0500, poste 216

Document 214



Université du Québec à Montréal

UN PROFESSEUR EN TRAVAIL SOCIAL

Pour enseignements au module Travail Social (niveau premier cycle).

Exigences:

— Doctorat ou maîtrise et expérience pertinente.

Traitement:

Selon la convention collective en vigueur.

Les candidats sont priés de faire parvenir un curriculum vitae détaillé avant le 30 mai 1975, à:

Robert Panet-Raymond

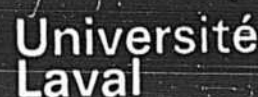
Directeur

Département de Psychologie

Université du Québec à Montréal

C.P. 8888, Montréal, Québec

H3C 3P8




Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

Université Laval

OUVERTURE DE CARRIÈRES SCIENTIFIQUES DANS LA CLINIQUE PSYCHO-SOCIALE...

S'attardant tout particulièrement aux aspects d'encadrement, de formation et de perfectionnement, le Centre de services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau recherche depuis quelque temps des travailleurs sociaux intéressés par les différentes techniques de traitement et soucieux d'un dépassement de leur méthode d'intervention.

Ils seront appelés à intégrer le poste de chef de division nouvellement créé par la dernière réorganisation du Centre de services sociaux.

Le Centre de services sociaux est conscient que la spécialisation des services offerts à la population passe par l'encadrement et le soutien des interventions faites par les praticiens.

Par conséquent, le chef de division verra à favoriser la stimulation professionnelle à l'intérieur d'une équipe comprenant 8 à 10 thérapeutes de diverses disciplines professionnelles (travailleurs sociaux, psychologue, consultants matrimoniaux, psychothérapeute, thérapeute de groupe, animateur communautaire et conseillers sociaux).

Dans son rôle de "leadership" professionnel, le chef de division assumera la responsabilité de la supervision et de la consultation auprès des praticiens de son équipe.

Loi de s'isoler, le chef de division devra demeurer en contact direct avec la pratique professionnelle, ceci étant favorisé par un minimum d'un (1) ou deux (2) cas actifs.

C'est un poste que l'organisation cherchera à débarrasser au maximum des tâches platement administratives pour vous permettre d'être en contact avec plusieurs types d'activités de formation et d'enrichissement scientifique en vue de vous permettre de fournir au maximum un encadrement aux praticiens.

Pour atteindre ces objectifs, l'organisation insiste sur les moyens suivants:

— Association entre l'équipe et un sociologue pour lier la recherche à l'amélioration des interventions;

— Un perfectionnement continu lie à l'évaluation de l'équipe pour elle-même;

— Des conditions matérielles abandonnées à la créativité de l'équipe ou l'observation et l'analyse des interventions seront possibles;

— Une gestion basée sur la formulation de projets pilotes respectant la créativité individuelle et de l'équipe;

— Un encadrement assuré pour le regroupement de ces derniers autour d'une personne ressource attachée à la D.S.P.

C'est donc à travers le chef de division que la direction des services professionnels assure l'amélioration constante des services tandis que la direction de gestion des programmes y retrouve son dernier échelon hiérarchique dans la livraison des services.

Il faut comprendre que les individus recherchés ont:

— une motivation professionnelle marquée;

— déjà fait l'expérience de la supervision soit comme superviseur et comme supervisé;

— une expérience clinique d'environ trois (3) ans, et il va de soi que les futurs chefs de division possèdent un diplôme universitaire en service social ou en psychologie.

Vivre dans cette région

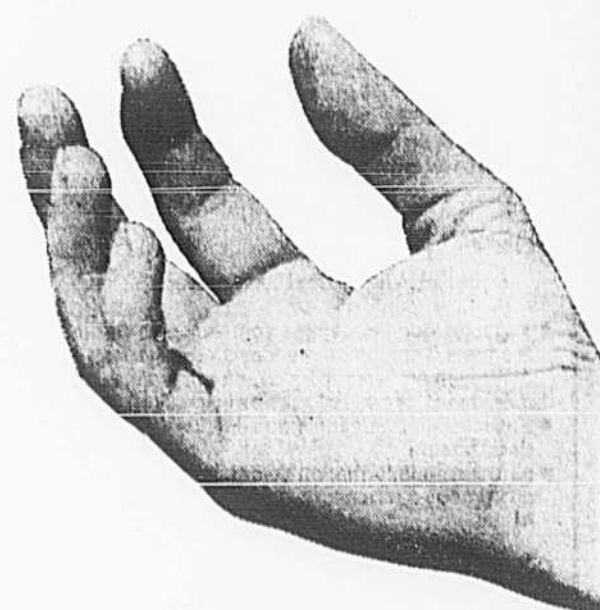
Comme il a été souligné plus haut, ces postes sont offerts par le Centre de services sociaux Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau. Pour plusieurs, cette région tient davantage d'un arrière pays loin des événements et des manifestations vécus par les habitants des deux (2) centres urbains du Québec.

Sur le plan géographique, la région constitue, avec son fjord, sa mer intérieure, ses montagnes, sa forêt et ses lacs, l'un des plus beaux sites du bouchier canadien.

Plusieurs d'entre vous êtes déjà aux prises avec différents types de pollution. Aussi la qualité de l'environnement que vous retrouverez dans notre région représente un intérêt certain.

Vivant au milieu d'une population que d'aucuns qualifient de plus francisée d'Amérique et renommée pour son sens de coopération et son hospitalité, vous retrouverez ici le sens de l'expression "vivre au milieu des siens".

Avec son université, ses radios MF communautaires, ses salles de spectacles, sans oublier ses activités sportives hivernales et estivales, la région du Saguenay-Lac-St-Jean permet à ses habitants de vivre au rythme des événements québécois.



Pour plus d'informations sur le poste de chef de division, vous pouvez répondre le directeur du personnel, monsieur Gilles Dufour, au numéro: 545-9408 et ce à frais vides, ou écrire au CSS du Saguenay-Lac-St-Jean Chibougamau, C.P. 158, Chicoutimi, Québec.

LE DÉFI

GÉRANT DES VENTES

Un important concessionnaire d'automobiles de la région métropolitaine requiert un gerant pour son département de véhicules neufs.

Dans un contexte de grande autonomie le gerant sera responsable du recrutement, de l'entraînement et de la motivation d'une équipe d'environ 10 vendeurs. Il devra en outre démontrer des qualités de meneur et d'innovateur et être capable de transiger avec le public avec assez d'aisance. Les candidats devront être bilingues, avoir une expérience solide de la gestion d'un département de vente et être des administrateurs dynamiques. Le traitement initial pourra atteindre \$30,000 et plus. Automobile fournie et bénéfices marginaux usuels.

Veuillez soumettre votre "curriculum vitae" confidentiellement à:

LA PRESSE, REF.: 16569
C.P. 6041, Succursale "A"
Montréal H3C 3E3



LES LABORATOIRES VILLE MARIE INC.
recherchent des

INGÉNIEURS GÉOTECHNICIENS (NES)

LE POSTE: Les candidats(es) seront responsables de la bonne marche technique et administrative d'un laboratoire servant au contrôle de la qualité et de la mise en place des matériaux, et de divers autres projets d'études et de construction.

QUALITÉS REQUISES: Être ingénieur géotechnicien (ne) de préférence possédant une maîtrise en mécanique des sols et deux années d'expérience dans les essais de laboratoire et les investigations géotechniques orientées vers l'étude des barrages, des routes et fondations d'ouvrages d'art.

ENDROITS: Postes à Laval et à l'extérieur.
CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SALAIRE:
— Postes permanents et ou temporaires.
— Bénéfices marginaux usuels.
— Salaire et autres conditions seront à déterminer selon le poste occupé.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement.
Les candidats (es) intéressés (es) feront parvenir leur curriculum vitae, ou téléphoneront au:

SERVICE DU PERSONNEL,
400, boul. Curé-Labelle,
Chomedey, Laval
Tél.: 681-9221

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX LAURENTIDES-LANAUDIÈRE SERVICE SOCIAL MEDICAL

POSTES OUVERTS

QUATRE (4) POSTES DE TRAVAILLEURS SOCIAUX pour occuper dans les secteurs suivants:

1. CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX
2. CENTRE HOSPITALIER DE SOINS PROLONGÉS
3. CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE (2 postes)

- A. - SOINS GÉNÉRAUX:** Planifier et organiser les services sociaux.
- B. - SOINS PROLONGÉS:** Participer au comité d'admission et des normes de séjour. Planifier et organiser les services sociaux.
- C. - PSYCHIATRIQUE:** Poursuivre la démarche de mise en application des recommandations du rapport Cadieux portant sur le comportement des malades mentaux placés en foyer. Planifier et organiser les services sociaux à dispenser.

EXIGENCES DE L'EMPLOI

- Diplôme de premier cycle en service social.
- Expérience pertinente et forte identification professionnelle.

LIEU DE TRAVAIL: Joliette

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 30 mai.

Agent de la Gestion du Personnel
C.S.S. LAURENTIDES-LANAUDIÈRE
204 boul. Labelle
Ste-Thérèse, Québec



CANADIAN
Ingersoll-Rand
COMPANY LIMITED

Nous recherchons des ingénieurs ou techniciens en "Contrôle de la Qualité" pour vérifier les contrats de fabrication d'équipement chimique, pétrochimique et producteurs d'électricité manufacturée par notre usine de Sherbrooke.

Le candidat choisi participera aux tâches suivantes:

Revision des documents de contrat, préparation des plans d'inspection, céduler et préparer le travail des sous-contracteurs en conformité avec les demandes des clients concernant le Contrôle de la Qualité.

Le candidat devra avoir un minimum de 3 à 5 ans d'expérience pertinente dans le domaine de la fabrication d'équipement industriel lourd ainsi qu'une bonne connaissance des principes du Contrôle de la Qualité.

Salaire selon qualifications et expérience.
Excellents bénéfices marginaux.

Veuillez communiquer avec:

Surveillant du Personnel
C.P. 1500,
Sherbrooke, Que.
J1H 5M3

SURINTENDANT D'ÉGOUTS COLLECTEURS

demande immédiatement par importante compagnie de construction.
Vaste expérience requise dans tous genres de TUNNELS.
Emploi stable.
Salaire dans les \$25,000
Pour gros projets région de Montréal.
Envoyez "curriculum vitae" et résumé d'expérience à:

LA PRESSE Ref. 16633
C.P. 6041, Succ. A
Montréal H3C 3E3



Hôpital
Maisonneuve-Rosemont

Le centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont, centre universitaire ultra spécialisé de 1,000 lits requiert les services:

D'INFIRMIÈRES DIPLOMÉES ET AUTORISÉES

pour ses départements:

- urgence
- médecine
- chirurgie
- soins intensifs
- équipe volante
- cardiologie
- psychiatrie

Les postes disponibles sont à temps complet, à temps partiel, permanents ou temporaires, de rotation ou stable de jour, de soir et de nuit.

Condition particulières aux infirmières de soir et de nuit.
QUALIFICATION REQUISE: Membre en règle de l'O.I.I.O.

Les personnes intéressées doivent communiquer avec:

M. Nelson Doucet
Bureau d'emploi
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
5415, boul. L'Assomption, Montréal
(514) 254-8341, poste 592 ou 593

VILLE DE REPENTIGNY

SURINTENDANT DES TRAVAUX PUBLICS

FONCTIONS:

- Sous la direction de l'ingénieur municipal coordonner, distribuer et contrôler l'exécution des travaux d'entretien de voirie, d'égout, d'acqueduc, des espaces verts et des édifices municipaux.
- Organiser les travaux des constructions du réseau d'acqueduc.
- Superviser les travaux de réparations et d'entretien de l'équipement de la ville.

EXPERIENCE:

- Posséder une vaste expérience de travail dans les tâches de direction et de coordination de travaux en milieu municipal.
- Détenir un diplôme de technicien en génie civil serait un atout certain.

TRAITEMENT:

Selon l'expérience et la formation du postulant ainsi que les bénéfices marginaux envisagés à la ville.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 6 juin 1976.

SERVICE DU PERSONNEL
435, boul. Iberville
Repentigny, Que.



COLLEGE AHUNTSIC

NATURE DU TRAVAIL:

Deux (2) enseignants à temps plein pour l'année scolaire 1975-1976, dans l'enseignement des techniques géodésiques (programme 230 02), en particulier la topométrie, l'astronomie de position et la géodésie.

QUALIFICATIONS REQUISES:

1. Un premier grade universitaire en sciences appliquées dans une discipline pertinente ou une formation équivalente.
2. Une expérience pertinente de travail dans le domaine sera appréciée.

TRAITEMENT:

Selon les normes du Ministère de l'éducation.

Les personnes intéressées à occuper l'un de ces postes doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" au plus tard le 5 juin 1975, à 16.00 heures, à l'adresse suivante:

LE COLLEGE AHUNTSIC
Service du Personnel
9155 St-Hubert
Montréal, Québec

ESTIMATEUR

FONCTION: Préparer et présenter l'estimation détaillée de bâtiments à partir des plans et devis.

EXIGENCES: Toute combinaison de formation et d'expérience pertinente de préférence chez un entrepreneur ou un promoteur.

CANDIDATURES: Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur demande accompagnée d'un "curriculum vitae" détaillé au Bureau de Recrutement ou peuvent téléphoner, pour de plus amples informations à: M. Serge Poulin, 871-3861, local 395.

L'ALONDE, VALOIS
LAMARRE, VALOIS
& ASSOCIÉS, INC.

Experts conseils consultants
615, rue Belmont, Montréal H3B 2L9



TRADERS GROUP LTD.

DIVISION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
recherche:

REPRÉSENTANT DES VENTES GÉRANT DE CRÉDIT

QUALIFICATIONS: Minimum de 2 ans d'expérience dans une compagnie de finance ou banque.

AVANTAGES:

Entraînement complet dans le domaine de financement commercial et industriel.
Automobile fournie et dépenses payées.

SALAIRE:

Selon compétence et expérience.

Pour rendre vous communiquer avec:

GERMAIN BÉLANGER
683-9221

HÔTEL-DIEU DE ST-JÉRÔME

recherche

RESPONSABLE DU SERVICE D'ACCUEIL

Le titulaire du poste s'assure de l'organisation et de la coordination, de l'admission des patients hospitalisés et externes, du contrôle de son secteur et de l'utilisation rationnelle des ressources tant humaines que physiques.

EXIGENCES:

- Diplôme en sciences administratives.
- Expérience minimale de 2 ans à un poste administratif, davantage acquise à un poste complexe d'activités.
- Sens de l'organisation et du travail en équipe.

Prière d'adresser votre "curriculum vitae" le plus tôt possible à:

Service du Personnel
HÔTEL-DIEU DE ST-JÉRÔME
290, rue Montigny
St-Jérôme, Qué., J7Z 5T3

L'HÔPITAL DE LANAUDIÈRE

recherche les services d'un(e)

ASSISTANT(E) EN DIÉTÉTIQUE

FONCTION

Personne qui, sous l'autorité du chef du service de diététique, coordonne et surveille la préparation et la distribution des aliments, adopte et vérifie le menu des malades à l'aide d'un guide et exécute les compilations requises. Elle peut enseigner certaines techniques de travail aux employés du service. Elle prépare les horaires de travail, les distributions des tâches des employés chargés de la production et de la distribution et en contrôle l'exécution. Elle participe au contrôle des stocks et au maintien de l'inventaire approprié des denrées alimentaires. Elle participe également au contrôle de la qualité et de la quantité des aliments.

QUALIFICATION REQUISE:

Diplôme de niveau collégial en techniques de diététique.

Les personnes intéressées à poser leur candidature à ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 30 mai 1976.

Directeur du Personnel
Hôpital De Lanaudière
1000, boul. Ste-Anne
Joliette, Que.
J6E 5B6

carrières

ET PROFESSIONS



ASSISTANT-CHEF DESSINATEUR

DIVISION MATÉRIEL HYDRO-ÉLECTRIQUE
(poste cadre)

En plus de construire des navires, nous fabriquons des turbines et alternateurs hydro-électriques, des wagons de chemin de fer et de l'équipement industriel lourd. Nos ventes excèdent 100 millions par an et notre personnel dépasse 3,000, dont 300 cadres et agents de maîtrise. Nos bénéfices sociaux se comparent avantageusement avec ceux des industries en général.

Le poste

Sous l'autorité du Chef Dessinateur:

- s'assurer que les dessins sont exécutés par les dessinateurs suivant les normes, devis et exigences spéciales à partir des études générales, en provenance des bureaux d'études et de nos bailleurs de licences
- s'assurer de l'exactitude des dessins exécutés par 7 ou 8 dessinateurs
- participer à la formation de dessinateurs dans le domaine des grands alternateurs, turbines, vannes et produits connexes.

Qualifications requises

- Certificat d'études techniques ou l'équivalent;
- Six (6) ans d'expérience en dessin de turbines-alternateurs ou huit (8) ans d'expérience pertinente dans le dessin de pièces usinées, mécano-soudées, tuyauterie, électricité et structure;
- La capacité à diriger efficacement une équipe de dessinateurs est particulièrement importante.
- Connaissance du français et de l'anglais.

Le salaire

Nous sommes en mesure de faire une offre salariale intéressante au candidat choisi.

Toute candidature sera traitée confidentiellement. Faites parvenir le résumé de votre expérience et de vos qualifications, en indiquant votre salaire actuel, au:

Directeur du Personnel Administratif,
MARINE INDUSTRIE LIMITEE,
Sorel, Que.
J3P 5P5



L'Union régionale
de Sherbrooke
des Caisses populaires
Desjardins

POSTE: DIRECTEUR GÉNÉRAL

DESCRIPTION GÉNÉRALE:

- Assure la planification, l'organisation, la direction, la coordination et le contrôle de toutes les activités de l'union régionale.
- Élabore des objectifs à moyen et à long terme.
- Voit à l'application des politiques déterminées par le conseil d'administration.
- Représente l'union régionale au sein du mouvement.

LIAISONS:

- Releve du conseil d'administration.
- Supervise les directions.

QUALIFICATIONS:

- A) Académiques: formation universitaire, 2e cycle.
- B) Expérience: 8 ans
- Une expérience exceptionnelle peut combler un manque de formation et vice versa.
- Une connaissance approfondie du mouvement des Caisses populaires Desjardins.

Leadership.

CONDITION DE TRAVAIL:

- Salaire proportionnel aux exigences et aux qualifications.
 - Avantages marginaux usuels.
- Les personnes intéressées à poser leur candidature pour cette fonction devront poster leur curriculum vitae au sous-signe, au plus tard le 4 juin 1975.

G. ROGER ROY
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
CASE POSTALE 400
ROCK ISLAND, QUÉ.
JOB 2K0

TIMMINS BOARD OF EDUCATION

Sollicite des demandes pour les postes d'enseignement suivants pour le 1er septembre 1975.

PHYSIQUE
ENGLISH
MUSIQUE ET AUTRE MATIÈRE
FRANÇAIS

Veuillez faire parvenir vos demandes à:

M. C. Desormeaux, Directeur
ÉCOLE SECONDAIRE THÉRIAULT
341 boul. Thériault
Timmins, Ontario
Tel.: (705) 267-1491

M. Ayoub
Président

P. W. Ferren
Directeur d'éducation

TECHNICIEN EN LABORATOIRE

avec expérience — bilingue.
Salaire à discuter.
Fonds de pension.
Bénéfices marginaux.
Recherche par spécialistes en parfumerie et cosmétiques.
353-8660, poste 7

la presse

requiert les services d'un

OPÉRATEUR SENIOR

Responsable du fonctionnement des ordinateurs et de leurs périphériques, de l'exécution et du contrôle de divers travaux d'opérations.

Posséder un diplôme d'études collégiales en informatique ou l'équivalent;

avoir 2 ans d'expérience dans le domaine; connaître les techniques de perforations, de vérifications et d'opérations de l'ordinateur (IBM); posséder une bonne connaissance du français et de l'anglais parlés et écrits.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:

La Presse Réf.: 16614
C.P. 6041 — Succ. A
Montréal H3C 3E3

AGENT DE PERSONNEL FORMATION

Une Société en pleine expansion offre à un Agent de Formation une occasion de poursuivre une intéressante carrière et d'occuper un poste-clé au sein de l'équipe dynamique de son Service du Personnel.

Le Titulaire:

- Sous la direction du responsable de la Section Formation et en collaboration avec l'Agent de la Planification de la Main d'œuvre, identifie les besoins de formation présents et futurs des employés de la Société.
- Effectue des recherches et évaluations sur les nouvelles techniques et méthodes de formation, évalue la validité des programmes existants et futurs et conseille les autorités dans l'élaboration d'objectifs.
- Pourvoit des services consultatifs, de développement et de soutien concernant ces programmes de formation.
- Élabore, avec l'aide d'un agent de formation junior, les programmes incluant la planification, la structuration et la réalisation des cours, séminaires, conférences, etc.
- Établit et maintient un inventaire des activités extérieures relatives à la formation et à l'éducation des adultes.

Qualifications et expérience:

- Le candidat que nous recherchons possède de préférence:
- Une formation universitaire spécialisée en Science du comportement ou en Administration.
- Une expérience pertinente en Formation ou en Administration du Personnel.
- Une bonne maîtrise de la langue française et anglaise est essentielle.

Le Salaire:

- Selon les qualifications et l'expérience.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae portant la mention "Agent de Personnel-Formation" à:

MICHEL CHAMPAGNE
Agent de recrutement

La Société canadienne
des Télécommunications
transmarines
625, Belmont, Montréal H3B 2M2



La Fédération
de Québec
des Caisses populaires
Desjardins

ANALYSTE-CONSEIL

(Administration de l'immeuble et équipement)

DESCRIPTION GÉNÉRALE

- Participe à l'administration de l'immeuble, du mobilier et de l'équipement.
- Coordonne les activités relatives à l'aménagement des locaux, est responsable de l'entretien de ces derniers et s'assure du bon fonctionnement de l'équipement.
- Effectue des acquisitions de mobilier et d'équipement de bureau pour les différentes unités administratives de la fédération.
- Conseille les responsables des différentes unités administratives quant à l'évaluation de leurs besoins en mobilier et équipement.
- Assiste le chef de division dans l'élaboration de projets propres à son secteur d'activités.

LIAISONS

- Releve du chef de la division des services auxiliaires.
- Coordonne et répartit le travail du personnel sous sa responsabilité.

QUALIFICATIONS

- A) ACADÉMIQUES: Diplôme universitaire de premier cycle en administration ou l'équivalent.

APTITUDES

- Sens de l'organisation.
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Facilité à communiquer, verbalement et par écrit.

CONDITIONS DE TRAVAIL

- Le salaire variera suivant les qualifications et l'expérience.
- Avantages sociaux complets.
- Lieu de travail: Lévis.

Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 2 juin 1975 à:

LA DIRECTION DU PERSONNEL,
LA FÉDÉRATION DE QUÉBEC
DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS,
150, AVENUE DES COMMANDEURS,
LÉVIS

Soyez toujours prêts à changer d'emploi CURRICULUM VITAE

conçus et rédigés pour vous par des experts-conseils à partir d'informations recueillies en entrevues

Service personnel et confidentiel
d'orientation face au monde du travail.

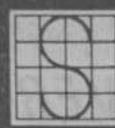
Communiquiez pour rendez-vous avec:

RESHUM LIMITÉE

Conseillers en administration et Ressources Humaines.
50 ouest, Place Crémazie suite 308, Montréal

(514) 382-6770

P.S. conservez cette annonce, elle pourrait vous être utile.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SHAWINIGAN
LIMITÉE

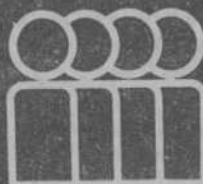
Projet de la Baie James

75-05-116 Dessinateur(rice) principal(e) en architecture

Nous avons besoin d'un(e) dessinateur(ice) principal(e) en architecture possédant de 5 à 8 ans d'expérience de l'architecture de bâtiments préfabriqués, pour travailler à notre bureau de Montréal. Les candidats(les) doivent posséder une bonne connaissance du français.

Ces situations offrent de grandes possibilités sur le plan professionnel. Les salaires et les conditions de travail sont intéressants et assortis d'une gamme complète d'avantages sociaux dont la participation aux bénéfices. Veuillez envoyer votre curriculum vitae en mentionnant le numéro de référence correspondant.

Michel Bonneville
Directeur de l'embauchage
Société d'Ingénierie Shawinigan Ltée
Case postale 3010, Succursale B
Montréal, Québec H3B 3L7



CENTRE LOCAL DE SERVICES
COMMUNAUTAIRES
DE HULL
205, rue NOTRE-DAME
HULL (QUÉBEC) 770-6900

RECHERCHE

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E) (1)

FONCTIONS

- Sous l'autorité du Conseil d'Administration, voit à l'administration générale du C.L.S.C.
- Il est responsable de la planification et de la conception des programmes, tels que définis par les citoyens du milieu.
- Il voit au contrôle et à l'évaluation de ces programmes.
- Il coordonne et anime l'équipe de travail du centre.
- Il voit à établir et maintenir des relations avec les groupes du milieu et les établissements du réseau et le Ministère des Affaires Sociales.

EXIGENCES— A une expérience de travail avec les groupes populaires.

- Connaît le milieu
- Connaît la loi 65 et ses implications, particulièrement le rôle du C.L.S.C.
- A déjà eu à coordonner et / ou diriger les activités d'un groupe de travail ou d'un organisme.
- A des intérêts et aptitudes pour le travail d'équipe.

SALAIRE

- Echelle actuellement en négociation, selon la compétence du candidat.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 20 juin 1975 au:

Président du
Conseil d'Administration
C.L.S.C. de Hull
205, rue Notre-Dame
Hull, Québec

CANATOM LTÉE

Spécialiste en chef
des coûts au chantier

Canatom Ltée est à la recherche d'un spécialiste en chef des coûts pour son projet de l'usine d'eau lourde La Prade. Le titulaire du poste aura pour attributions la typologie, l'actualisation et le rapport de tous les centres de coûts du chantier; il dirigera lui-même une équipe d'ingénieurs et d'analystes des coûts affectés au contrat, et de surveillants des quantités.

Il s'agit d'un poste de niveau cadre supérieur, pouvant intéresser un homme ou une femme. Le candidat aura au moins 8 années d'expérience pertinente au sein de projets de réalisation pétrochimiques ou industriels lourdes.

Le candidat, de préférence sera titulaire d'un diplôme universitaire en génie; la connaissance du français et de l'anglais est souhaitable mais non nécessaire.

Lieu de travail: Montréal, puis affectation à Gentilly, au Québec.

Veuillez adresser votre curriculum vitae, qui sera traité confidentiellement, à:



G.W. Barsalou,
Officier de recrutement,
CANATOM LTÉE
1134 ouest, Ste-Catherine,
Montréal, Québec H3G 2L6
Tel.: (514) 879-4921

Un centre d'achats régional en dehors de la ville recherche un:

DIRECTEUR DE LA PROMOTION

Le candidat devra avoir de l'expérience dans le domaine des centres d'achats ou dans celui de la promotion et publicité au détail, ainsi que dans les relations publiques.

Le titulaire de ce poste devra être bilingue et dynamique, avoir de la facilité à communiquer oralement et par écrit d'une façon professionnelle.

Le salaire sera déterminé selon les qualifications du candidat.

Faire parvenir le "curriculum vitae" le plus tôt possible à:

LA PRESSE, RÉF.: 16627
C.P. 6041, SUCC. "A"
MONTRÉAL H3C 3E3

LA COMMISSION SCOLAIRE DE HUNTINGDON OFFRE D'EMPLOI

Titre du Poste:

PSYCHOLOGUE SCOLAIRE

Attributions caractéristiques:

- a) Rencontrer les élèves (individuellement ou en groupe), leur administrer au besoin certains tests, voir à leur rééducation et à leur réadaptation.
- b) Assister et conseiller les administrateurs, enseignants et parents et leur communiquer les rapports appropriés.
- c) Participer à des études de cas à l'intérieur d'une équipe multidisciplinaire.
- d) Monter et tenir à jour le dossier des élèves de son secteur.

Qualifications requises

Maîtrise en psychologie et membre de la Corporation des Psychologues. Être bilingue.

Traitement

Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation.

DEBUT D'EMPLOI: Année scolaire 1975-1976

Titre du Poste:

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

Attributions caractéristiques:

- a) Favoriser l'implantation des programmes, méthodes et autres moyens pédagogiques adaptés aux besoins de la Commission.
- b) Assister les principaux des écoles dans l'animation de la vie pédagogique des écoles.
- c) Engager le milieu dans un processus d'évolution et d'évaluation.
- d) Conseiller sur les programmes de perfectionnement du personnel pédagogique.

Qualifications requises

16 ans de scolarité.

Traitement:

Selon la politique administrative et salariale.

Debut d'emploi: Année scolaire 1975-1976.

PERSONNEL ENSEIGNANT

- a) 6 professeurs pour enseigner au premier ou au deuxième cycle de l'élémentaire (classes régulières du secteur français).
 - b) 2 professeurs pour enseigner au premier ou au deuxième cycle de l'élémentaire (classes régulières du secteur anglais).
 - c) 6 spécialistes en enfance inadaptée pour classes de débiles légers, niveau élémentaire.
- N.B.: Ces spécialistes doivent détenir le Bac. Spécialisé en orthopédagogie ou le Bac. spécialisé en enfance inadaptée.

Pour ces offres d'emploi, prière d'adresser votre curriculum vitae avant le 5 juin 1975 à:

La Direction générale,
Commission scolaire de Huntingdon,
C.P. 1090, 64, Châteauguay,
Huntingdon, P.Q.

Commission Scolaire de Châteauguay

DIRECTEUR

des services de l'enseignement
(Secteur élémentaire)

ATTRIBUTIONS:

- Le directeur des services de l'enseignement planifie, organise, coordonne et évalue l'enseignement dispensé par la commission.
- Il avise le directeur général et assiste ou dirige les directeurs d'école relativement à l'organisation de l'enseignement, à l'animation du personnel enseignant, aux programmes d'études, aux méthodes, techniques et documents d'enseignement, aux modes d'évaluation et de contrôle de l'enseignement.
- Il évalue le personnel sous sa responsabilité.
- Il accomplit toutes autres tâches que lui confie son supérieur immédiat.
- Il fait partie de l'équipe de gestion, des cadres supérieurs.

QUALIFICATION:

- Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre.
- Diplôme universitaire exigeant un minimum de seize (16) années d'études en sciences de l'éducation, en administration scolaire ou dans une des disciplines d'enseignement.
- Approximativement 10 années d'expérience pertinente, dont au moins 3 au niveau II, ou l'équivalent.

SALAIRE: Minimum \$13,780. Maximum \$23,147. Ces taux sont ceux de la politique salariale 1974-1975 à être réajusté pour l'année scolaire 1975-1976.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION: Le 4 août 1975.

Faire parvenir votre Curriculum Vitae, en incluant votre photographie, avant le 30 mai 1975.

Directeur Général
184 Salaberry nord, Châteauguay, Qué.

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

recherche

1 PHYSIOTHÉRAPEUTE

à temps complet.

S'adresser à:

Maryse Laverdière
Agent de gestion du personnel
4000 boul. LaSalle, Verdun
761-3551, local 350

Commission de la fonction publique concours de recrutement

Concours ouverts également aux hommes et aux femmes



SPECIALISTE EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE — Postes à L'Assomption, St-Joseph-de-Beauce, Buckingham, Cap-de-la-Madeleine, Nicolet, Noranda, Québec, Sherbrooke et St-Hyacinthe.

FONCTIONS

Fournir des conseils techniques sur l'aménagement du territoire agricole et réaliser des études territoriales sur divers aspects biophysiques et socio-économiques reliés à l'agriculture; réaliser divers travaux relatifs au zonage des productions agricoles, au plan de mise en valeur dans le temps et l'espace selon les besoins de la région.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET COMMERCE
2 postes à Québec

FONCTIONS

Participer à l'étude et à l'établissement de dossiers dans le but d'évaluer l'impact des infrastructures sur le développement industriel; démontrer les effets de certaines politiques sectorielles sur la localisation industrielle et l'aménagement du territoire; élaborer des projets de recherche portant sur le développement industriel et régional.

EXIGENCES

Diplôme universitaire de 2e cycle en aménagement du territoire; de préférence quelques années d'expérience pertinente au domaine concerné.

Traitement initial de \$9,763 à \$20,288 (en voie de révision).
Concours E1033T-01 Date limite pour l'inscription: 6 juin 1975.

TERMINOLOGUE

RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE — Postes à Québec et à Montréal

FONCTIONS

Procéder à des enquêtes linguistiques pour déterminer les besoins d'un secteur donné. Rassembler la documentation pertinente. Élaborer des fiches terminologiques. Participer à la normalisation de lexiques. Effectuer des consultations terminologiques à la demande de la clientèle. Préparer des ouvrages terminologiques spécialisés.

EXIGENCES

Diplôme universitaire en linguistique, en traduction ou dans une autre discipline appropriée. Expérience souhaitable du travail terminologique. Connaissance de la situation linguistique du Québec.

Traitement de \$8,696 à \$18,189 (en voie de révision).
Concours: E1073A-01 Date limite pour l'inscription: 2 juin 1975.

SPECIALISTE EN TERMINOLOGIE

RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE — Banque de terminologie du Québec. Postes à Québec

FONCTIONS

— Sources et inventaires: Procéder à l'inventaire, auprès de divers organismes, des projets et des travaux de terminologie en cours. Préparer la publication des résultats obtenus. Diriger les travaux d'indexation des documents recueillis lors de l'inventaire et voir à l'élaboration de résumés de mots clés.

— Thésaurus et entretien des fichiers: Déterminer une méthodologie permettant l'entretien et la mise à jour des fichiers et faire les recommandations pertinentes. Faire exécuter les corrections nécessaires aux divers fichiers afin d'offrir aux utilisateurs les informations terminologiques les plus récentes et de la meilleure qualité.

— Thésaurus de terminologie du Québec: Effectuer des recherches sur les relations entre les domaines d'emploi. Délimiter des ensembles terminologiques. Participer à l'établissement des domaines d'emploi sur les fiches de terminologie. Faire l'entretien et la mise à jour du fichier du thésaurus.

— Correction et publication par ordinateur: Assurer la bonne marche du processus de correction des sorties d'ordinateur. Résoudre les problèmes qui se posent en interprétant le contenu linguistique ou documentaire des fiches. Vérifier la quantité et la qualité du travail des correcteurs.

— Renseignements terminologiques: Rechercher les renseignements non disponibles par ordinateur. Obtenir les données permettant la rédaction de fiches à consigner en mémoire. Rédiger des fiches de terminologie. Produire des rapports réguliers sur le fonctionnement du service de consultation et proposer des moyens d'amélioration.

— Transmission des données: Participer aux recherches visant à établir la structure des lexiques et des vocabulaires et à dresser une liste de domaines d'emploi. Faire le nécessaire pour permettre le repérage de l'information dans l'ordinateur. Faire compléter les fiches de transmissions des données selon les normes établies. Collaborer à l'entretien et à la mise à jour des fichiers de terminologie.

EXIGENCES

Diplôme universitaire en linguistique, en traduction ou dans une autre discipline appropriée. Connaissance de la situation linguistique du Québec. Bonne connaissance de la langue anglaise et des langues techniques.

Traitement — De \$8,696 à \$18,189 (en voie de révision).
Concours: E1073AA-01 Date limite de l'inscription: 2 juin 1975.

AGENT DE

L'APPROVISIONNEMENT

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT — 5 postes à Québec

FONCTIONS

Planifier, coordonner et contrôler les opérations d'achats se rattachant à un des domaines suivants: l'impression, les matériaux de construction, les machines de bureau et l'ameublement; rechercher les sources d'approvisionnement quant à la nature et à la qualité des produits à acheter; maintenir des relations étroites avec les services demandeurs et les fournisseurs; être responsable de la vérification des réquisitions, de la rédaction des appels d'offres, de l'analyse des soumissions et de l'adjudication des commandes.

1 poste à Québec

FONCTIONS

Étudier les systèmes de codification existants à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement; identifier la gamme des produits achetés, la fréquence des besoins et les prix du marché; codifier les produits achetés; produire un catalogue à l'intention des ministères et autres organismes; élaborer un système de contrôle pour la mise à jour des codes du catalogue.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE — Poste à Québec

FONCTIONS

Diriger et contrôler les opérations reliées au matériel et à l'équipement; étudier, évaluer et recommander les réquisitions; s'assurer de la bonne observation de la procédure de vérification de la quantité et de la qualité de la marchandise reçue; contrôler le système d'inventaire.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE — Poste à Québec

FONCTIONS

Approvisionner tous les secteurs de la Régie en fourniture, en matériels et en équipements selon les normes et procédures établies; participer à l'élaboration des normes et des spécifications de même qu'à certaines études relatives aux problèmes de l'approvisionnement.

EXIGENCES

Diplôme en administration ou dans une discipline appropriée. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine concerné peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

Traitement initial pouvant atteindre \$19,535 (en voie de révision).
Concours E1303-01 Date limite pour l'inscription: 6 juin 1975.

ADJOINT ADMINISTRATIF DANS UN ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION PRINCIPAL

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Poste à Montréal

FONCTIONS

Diriger, coordonner et contrôler les activités des secteurs sous sa responsabilité: magasin, cuisine, infirmerie, personnel, secrétariat, comptabilité; collaborer et participer avec la direction à l'élaboration des normes concernant lesdits secteurs et veiller à leur mise en application; préparer et présenter l'information nécessaire à la soumission du budget; conseiller les gestionnaires de l'établissement au niveau de la gestion du personnel.

EXIGENCES

Diplôme universitaire en administration ou dans une discipline appropriée et environ 2 années d'expérience pertinente aux fonctions. Plusieurs années d'expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine de l'administration peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

Traitement initial de \$8,814 à \$19,535 (en voie de révision).
Concours E1116AJ-01 Date limite pour l'inscription: le 6 juin 1975.

PÉDOLOGUE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE — Poste à Québec

FONCTIONS

Élaborer et réaliser en collaboration avec les pédologues des projets de recherche relatifs aux problèmes de la classification et de la cartographie des sols, faire des études sur les propriétés physico-chimiques des sols selon les critères du système canadien de classification; analyser les relations entre les différents types génétiques et les niveaux de fertilité des sols.

EXIGENCES

Diplôme universitaire de 2e cycle en géomorphologie, en géographie agricole et en pédologie; connaissance du système canadien de classification des sols.

Traitement pouvant atteindre \$17,116 (en voie de révision).
Concours: E1243A-01 Date limite pour l'inscription: 6 juin 1975.

AGENT DE L'AIDE SOCIALE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES — Postes dans la région de Montréal

FONCTIONS

Voir à l'application de la loi et des règlements relatifs à l'aide sociale. À cette fin, établir ou réviser l'admissibilité des requérants à une prestation financière; procéder à des entrevues; enquêter au domicile des bénéficiaires; déterminer la nature et le montant de l'aide accordée.

EXIGENCES

Diplôme d'études collégiales avec spécialisation en assistance sociale ou en rééducation en institution OU diplôme d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à Secondaire V et 6 années d'expérience pertinente. Toute année de scolarité post-secondaire réussie jugée pertinente équivaut à 2 années d'expérience. Résider dans la région de Montréal.

Traitement de \$6,282 à \$10,231 (en voie de révision).
Concours E2026-01 S'inscrire immédiatement.

STÉNOGRAPHE

DIVERS MINISTÈRES — Postes à Montréal

FONCTIONS

Noter en sténographie des rapports et des lettres et les transcrire en dactylographie; recevoir et acheminer des visiteurs; fournir des renseignements; tenir à jour le classement des dossiers.

EXIGENCES

Diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à un secondaire V.

Traitement initial de \$4,935 à \$6,287 (en voie de révision). À ceci s'ajoute un montant forfaitaire annuel indexé au coût de la vie.
Concours E2216-01 S'inscrire immédiatement.

PRÉPOSÉ AU SERVICES

D'IMPRIMERIE

DIVERS MINISTÈRES — Postes à Montréal

FONCTIONS

Assurer le fonctionnement de l'une ou l'autre des machines suivantes: graphotype, adressesgraphie, photocalque à l'ammoniaque, presses lithographiques; contrôler la qualité des imprimés; effectuer les ajustements et les travaux mineurs d'entretien de ces divers appareils.

EXIGENCES

Études de niveau secondaire équivalant à une 10e année ou à Secondaire IV. Peuvent également être admis les candidats ne possédant pas toute la scolarité requise mais ayant un grand nombre d'années d'expérience pertinente.

Traitement initial pouvant atteindre \$7,081 (en voie de révision).
Concours E2426-01 S'inscrire immédiatement.

PEAGER

OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

— Nombreux postes à Chomedey et à St-Eustache.

FONCTIONS

S'assurer de la perception des droits exigés pour l'usage des autoroutes du Québec; fournir des renseignements aux usagers; collaborer avec les personnes qui veillent à la sécurité des automobilistes.

EXIGENCES

Études de niveau secondaire équivalant à une 9e année ou à Secondaire III; être âgé d'au moins 33 ans à la date limite pour l'inscription au concours. Être disposé à travailler sur des équipes rotatives.

Traitement de \$6,029 à \$7,336 (en voie de révision).
Concours E2456-01 S'inscrire immédiatement.

PRÉPOSÉ AUX RELEVÉS D'ARPENTAGE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS — postes à Montréal

FONCTIONS

Établir à l'aide d'instruments d'arpentage les données topographiques et planimétriques; prendre des lectures et effectuer les calculs nécessaires; inscrire aux livres, calculs et notes recueillis; rédiger des rapports, dresser des esquisses et des traces. Vérifier et ajuster les instruments. Diriger le personnel de soutien (chaîneurs, mineurs).

EXIGENCES

Diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à secondaire V avec matières dominantes en techniques d'arpentage et de dessin.

Traitement pouvant atteindre \$7,419 (en voie de révision).
Concours E2526-01 S'inscrire immédiatement.

INSPECTEUR EN CARBURANTS

MINISTÈRE DU REVENU — 3 postes à Montréal

FONCTIONS

Appliquer la loi sur les carburants (loi 43) en procédant au prélèvement d'échantillons de carburants ainsi qu'à la vérification de livres et documents chez les usagers, vendeurs et raffineurs. Patrouiller les routes de la province dans le but d'assurer une présence nécessaire au respect de la loi de la taxe sur les carburants.

EXIGENCES

Diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à Secondaire V et 5 années d'expérience pertinente. Ne pas souffrir de daltonisme. Posséder un permis de conduire; être prêt à se déplacer en province et à travailler sur des quarts.

Traitement de \$6,045 à \$9,310 (en voie de révision).
Concours E2816-01 S'inscrire immédiatement.

TECHNICIEN EN

ELECTROTECHNIQUE

DIVERS MINISTÈRES — Postes dans la région de Montréal.

FONCTIONS

Monter, vérifier, entretenir et réparer divers appareils et systèmes électronique, notamment des appareils émetteurs et récepteurs, des systèmes d'enregistrement, des convoyeurs à documents, des consoles de sécurité, etc.

EXIGENCES

Diplôme d'études collégiales avec spécialisation en électrotechnique ou attestation d'études pertinentes; OU diplôme de fin d'études secondaires et 6 années d'expérience appropriée. Toute année de scolarité post-secondaire réussie jugée pertinente équivaut à 2 années d'expérience.

Traitement initial de \$6,454 à \$10,547 (en voie de révision).
Concours E2686-01 S'inscrire immédiatement.

PRÉPOSÉ AUX SOINS INFIRMIERS EN ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — 4 postes à Montréal

FONCTIONS

Sous la supervision générale du directeur médical, participer à la détermination de l'état de santé des prévenus et détenus; dispenser en infirmerie ou dans les pavillons cellulaires les traitements prescrits aux malades; préparer les malades aux examens médicaux; voir à l'observation des règlements disciplinaires dans l'établissement; signaler tout comportement anormal des prévenus particulièrement lors de leur séjour à l'infirmerie.

Exigences

Diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à Secondaire V option infirmiers-auxiliaires; OU diplôme d'infirmier-auxiliaire reconnu par la Commission des écoles de garde-malade auxiliaire de la province de Québec ou diplôme d'infirmier en nursing reconnu par l'Association des infirmières et des infirmiers de la province de Québec ou par l'autorité compétente; être âgé d'au moins 21 ans et de moins de 40 ans à la date limite pour l'inscription au concours; taille minimum de 5 pieds 6 pouces (sans chaussures). Exceptionnellement ces postes sont réservés aux personnes de sexe masculin.

Traitement de \$8,520 à \$10,657. L'uniforme et un repas par jour sont payés par l'employeur.

Concours E3086-01 Date limite pour l'inscription: le 6 juin 1975

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

La Compagnie des Produits Chimiques

WEST LTÉE

RECHERCHE

REPRÉSENTANT BILINGUE

Opportunité exceptionnelle pour candidat ambitieux, dynamique désirant position permanente avec possibilités d'avancement. Excellent salaire de base plus allocation automobile plus bénéfices marginaux. Territoire exclusif — Montréal.

West Ltée est une compagnie internationale solidement établie au Canada depuis 1907 dans le domaine des produits chimiques industriels, c'est une équipe énergique et sympathique, c'est un programme de formation moderne et continu.

Si vous êtes travailleur et ambitieux envoyez votre curriculum vitae et références à:

D. DOLLOIS
PRODUITS CHIMIQUES WEST LTÉE
5623, AVENUE CASGRAIN
MONTREAL, P.Q. H2T 1Y1

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

recherche

3 TECHNICIENS DE LABORATOIRE

Temps partiel régulier de nuit.
Pour départements d'hématologie et de biochimie.

S'adresser à: Maryse Laverdière
Agent de gestion du personnel
4000 boul. LaSalle, Verdun
761-3551, local 350



COMMISSION SCOLAIRE SAINT-EXUPÉRY

OFFRE D'EMPLOI

PSYCHOLOGUE

POSTE:

NATURE DU TRAVAIL:

ATTRIBUTIONS

CARACTÉRISTIQUES:

Fournir aux élèves une assistance professionnelle en vue de leur adaptation au milieu scolaire et social.

— Participe à l'élaboration des objectifs de travail des services aux élèves.

— Rencontre les élèves et utilise avec eux les techniques de sa spécialité sur les plans diagnostiques et rééducatifs, à l'intérieur d'une équipe multidisciplinaire.

— Réfère l'élève, si nécessaire, aux institutions spécialisées.

— Assiste et conseille les administrateurs, les enseignants et les parents quant aux secteurs de sa spécialité.

— Monte et tient à jour les dossiers personnels des élèves.

— Effectue sur demande d'autres tâches inhérentes à sa fonction.

QUALIFICATIONS REQUISES:

— Diplôme universitaire de deuxième cycle en psychologie, avec option appropriée.

— Initiation à la psychologie behaviorale sera particulièrement considérée.

— L'expérience de l'enseignement sera appréciée.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir leur "curriculum vitae" au plus tard le 4 juin 1975 à 16 h 45 hres à l'adresse suivante:

M. André Barrette
Directeur du service du personnel
Commission Scolaire Saint-Exupéry
32, av. Lorne
St-Lambert, Que. J4P 2G8

L'HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR, MONTREAL

recherche

UN(E) NUTRITIONNISTE

Pour son département de santé communautaire

FONCTIONS: Sous l'autorité du chef de département de santé communautaire:

— Poursuit des études sur les besoins de la population en nutrition;

— Élabore des programmes, participe à leur exécution et les évalue;

— Participe à la formation du personnel oeuvrant en santé communautaire et assiste ce personnel dans l'exécution des programmes.

EXIGENCES:

— Membre actif de la C.P.D.Q.;

— Expérience de travail en nutrition communautaire;

— Maîtrise en santé publique ou nutrition communautaire;

— Être capable de s'exprimer en français et en anglais;

— Qualité de "leadership", facilité à transmettre les connaissances, esprit de recherche et de collaboration, capacité de travail en équipe multidisciplinaire.

TRAITEMENT: Selon la politique salariale du ministère des Affaires sociales.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:

Richard Comeau
Responsable du Placement
HOPITAL DU SACRÉ-COEUR, MONTREAL
5400 ouest, boul. Guin
Montréal



Société centrale
d'hypothèques et de logement

Central Mortgage
and Housing Corporation

ÉVALUATEUR EN IMMEUBLES

Un poste d'évaluateur en immeubles est disponible à notre bureau des immeubles de Montréal.

FONCTIONS:

Sous la direction de l'agent de l'évaluation le titulaire aura les responsabilités suivantes:

— L'évaluation de complexe d'appartements situés dans la région de Montréal pour les fins de valeur locative, valeur marchande, valeur assurée, valeur taxable, et témoignages experts.

QUALIFICATIONS:

— Les candidats doivent posséder de 2 à 5 années d'expérience en évaluation immobilière et de préférence être agréé de l'Institut-Canadien des Évaluateurs (A.A.C.I.) ou membre en règle de la Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec (E.A.) ou en voie d'être reconnu.

— Bon jugement, aptitudes à rédiger des rapports d'évaluation et expertises.

EXIGENCES LINGUISTIQUES:

— Ce poste requiert la connaissance des deux langues officielles. Les unilingues peuvent aussi accéder à ce poste. Ils doivent cependant indiquer qu'ils sont disposés à suivre, au frais de l'état, un cours de langue dont le bureau des langues officielles de la S.C.H.L. déterminera la nature, la durée (qui ne doit pas dépasser 12 mois) et le lieu.

CONDITIONS:

recherche

UN(E) SPÉCIALISTE DES SYSTÈMES EN HARDWARE ET EN SOFTWARE

Nous cherchons une personne qui connaît bien l'ordinateur IBM à disques avec mémoire virtuelle (DOS VS) et le langage JCL et qui jouit d'une bonne expérience dans la planification et le traitement des systèmes, de même que le milieu de la multiprogrammation. Il est essentiel que le candidat possède à fond les langages ANS, COBOL et ASSEMBLER. Une participation préalable à un projet de planification et à l'établissement de comptes rendus de situation serait un atout.

La personne choisie devra assurer la supervision des services techniques, comprenant la responsabilité de la planification, de la mise sur pied et de l'utilisation maximale des systèmes, du hardware et du software.

Nous offrons un poste intéressant, de bonnes conditions de travail, un salaire suivant la compétence et les avantages sociaux de la Compagnie incluant une remise sur les achats.

Veuillez vous présenter à: **La Baie, Service du personnel, 5e étage, 585 ouest, Ste-Catherine, Montréal.**
Entre 10h et 16h30

la Baie
D'HUDSON



Hydro-Québec
Direction Embauchage
C.P. 6106
Montréal, Québec

CHEF FINANCE ET COMPTABILITÉ

CONCOURS: A C 5-051-J9

Fonctions:

- Organiser, diriger et contrôler les activités de la comptabilité générale, la paie, la ventilation des dépenses et le centre d'enregistrement mécanographique des données du chantier.
- Contrôler la fiabilité des données et des écritures comptables émises au chantier et en assurer la conformité aux normes du contrôle interne ainsi qu'aux directives établies.

Exigences:

- Détenteur d'un diplôme universitaire en comptabilité ou avoir des connaissances équivalentes.
- Avoir une expérience des systèmes de comptes à payer et à recevoir, de paie, de ventilation des dépenses, de transactions mécanisées.
- Avoir des connaissances pertinentes aux activités d'un grand chantier.
- Avoir les aptitudes requises à diriger du personnel.

Lieu de travail: Gentilly 2

N.B.: Les candidats intéressés sont priés de nous faire parvenir leur curriculum vitae, le plus complet possible avant le 6 Juin en mentionnant le numéro du concours sur l'enveloppe.

ASSISTANT DU PRÉSIDENT

Notre client, qui est un fabricant d'emballages établi, occupe une position dominante dans son domaine. Il offre une excellente possibilité de carrière à l'administrateur comptable ambitieux qui possède les qualités pour accepter un poste-clé dans la direction de cette compagnie canadienne.

Relevant du président, l'assistant assumera la responsabilité complète de la comptabilité, des rapports et du contrôle de la planification financière, de l'analyse des coûts et des systèmes d'information de la direction. Pour se présenter, le candidat bilingue doit posséder un diplôme en comptabilité reconnu et quelques années d'expérience. Lieu de travail: Montréal.

Le salaire dépendra de l'expérience et de la formation du candidat. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à Louise Laporte, casier 291, 2604, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, Québec, H4Z 1G6, téléphone (514) 878-4481. Dossier no A 2589.

Poissant
Galarneau
et Associés
Inc.

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION



RADIO-QUÉBEC

TECHNICIEN D'ENTRETIEN — ÉLECTRICITÉ (2 POSTES VACANTS)

DESCRIPTION: Voir aux records électriques pour le car de reportage ainsi que pour l'OTI.

SOMMAIRE: Conduire le car de reportage et en assurer une surveillance mécanique.

EXIGENCES:

- Gradué d'un CEGEP en électricité ou l'équivalent.
- Trois (3) ans d'expérience pertinente.
- Etre détenteur d'une licence "C" depuis plus de deux (2) ans.
- Etre détenteur d'un permis de chauffeur.
- Avoir sept (7) ans ou plus.
- Aptitude à conduire un véhicule lourd.

TRAITEMENT: \$9.123 à \$12.995

Veuillez adresser votre "curriculum vitae" avant le 2 juin 1975 à:

Michel Allard,
RADIO-QUÉBEC
Direction des Ressources humaines
1000, rue Fulham
Montréal, Québec H2K 3L7

ASSOCIATION DES CINÉASTES AMATEURS DU QUÉBEC INC.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

DESCRIPTION DE LA FONCTION:

Mandaté par le Conseil d'administration, le directeur général est responsable du bon fonctionnement de l'organisme, de l'élaboration et de la supervision des programmes et des services.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Scolarité et expérience, de préférence, posséder un diplôme universitaire de premier cycle dans un champ de spécialisation pertinent à la fonction, expérience souhaitable dans le domaine du loisir et affinités personnelles envers le cinéma amateur. Très bonne connaissance du français.

TRAITEMENT:
Entre \$10.500 et \$12.000

Faire parvenir curriculum vitae avant le 31 mai 1975 à:

Association des Cinéastes-Amateurs du Québec Inc.
à s M. Lucien Marleau, président
1415 est, rue Jarry, Montréal
(514) 374-4700, poste 403

Société de comptables agréés recherche les services de

STAGIAIRES

Avec expérience en vérification

LUC CLOUTIER, C.A.

Cloutier, Lachance, Fontaine, Allard, Croteau

& Associés, C.A.

341-3660



Conseil des ports nationaux

National Harbours Board

Le Port de Québec est à la recherche d'un ingénieur senior.

INGÉNIEUR DU PORT

FONCTIONS: Planification et direction des activités techniques pour les installations portuaires au port de Québec. Responsable des projets de construction et d'entretien de diverses structures. Direction des travaux techniques et participation aux projets de développement.

À titre d'ingénieur senior, il relève directement du directeur du port.

QUALITÉS REQUISES: Diplôme en génie civil. Au moins six (6) années d'expérience dans les domaines de la surveillance et des installations portuaires et ou expérience connexe.

TRAITEMENT: Selon la compétence et l'expérience au-delà de \$23.000.

Les demandes, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées au plus tard le 30 mai 1975 à:

Directeur du port
430-70E, rue Est
Charlebourg
Québec, P.Q.
G1H 1N9

avec copie à:

Directeur de l'Administration
Conseil des ports nationaux
Edifice Transports Canada
330, rue Sparks
Ottawa, Ontario
K1A 0N6



LE C.E.G.E.P. DE SAINT-LAURENT OFFRE D'EMPLOI

Le Cegep de Saint-Laurent requiert les services de

DEUX (2) PROFESSEURS A TEMPS COMPLET

1 en ANTHROPOLOGIE pour la session automne 75 seulement.

1 en TECHNIQUES ADMINISTRATIVES pour l'année 75-76 pour

l'enseignement en Comptabilité, en Finance et Marketing.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Diplôme universitaire de premier cycle ou l'équivalent.
- Expérience pertinente dans la matière à enseigner.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur "curriculum vitae" au plus tard mercredi le 28 mai 1975 à l'adresse suivante:

CEGEP DE SAINT-LAURENT
à s Service du personnel
Concours no P 75-001
625 boul. Sainte-Croix
Ville Saint-Laurent, H4L 3X7

TRADUCTEUR

Importante société de financement recherche un(e) traducteur(trice) pour son siège social à Vancouver, C.B. L(e)la candidate(l) doit posséder un diplôme en traduction d'une université canadienne reconnue et être de langue maternelle française.

Le travail consistera principalement à faire la traduction de textes variés de l'anglais au français, et occasionnellement du français à l'anglais. Le salaire sera conforme à l'expérience et la (la) candidate(l) choisie(l) bénéficiera de la gamme complète d'avantages sociaux. Toute réponse sera traitée confidentiellement.

Veuillez adresser votre Curriculum Vitae à:

Directeur du Personnel
C.P. 5200, Vancouver, C.B.
V6B 2K3

POSSIBILITÉ OFFERTE DANS LE MARKETING

LE TRAVAIL:

- Marketing d'un service correspondant aux besoins individuels et professionnels, salaire et commissions.
- UN AN de formation initiale pratique donnée par la compagnie.
- DEUX ANS de formation institutionnelle.
- TROIS ANS de formation universitaire.

LA PERSONNE CANDIDATE

- Diplôme universitaire ou d'études secondaires.
- Pouvoir s'exprimer et communiquer avec compétence.
- Avoir de l'ambition.
- Intérêt sincère pour le marketing.
- Prête à passer des épreuves d'aptitude.
- 25 ans et plus.

POUR RENDEZ-VOUS
P. DESCHATELLETS

A. ROCHETTE

R. TURCOTTE

845-2122

REPRÉSENTANT

Notre entreprise est à la recherche d'un représentant de ventes dans le domaine des boulons, vis, écrous, etc., pour Montréal et la région. Le candidat devra être bilingue. Age: entre 24 et 35 ans. La compagnie offre un territoire protégé, excellent salaire de base plus commission, dépenses d'auto.

Pour d'appeler votre Curriculum Vitae, pour rendez-vous appeler:

QUEBEC BOLT AND SCREW LTD
Mlle A. Parent
747-0633



LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE
DES CAISSES POPULAIRES

SOUSCRIPTEURS AUTOMOBILE

Le service de l'Assurance Automobile de La Société d'Assurance des Caisses Populaires (succursale de Montréal) est présentement à la recherche de souscripteurs automobile.

FONCTIONS

Sous la responsabilité du chef de section, le souscripteur rassemble les données nécessaires à l'étude de risques automobile, en fait l'analyse en vue de les accepter, les modifier, les refuser ou les annuler au besoin et établit les taux en fonction des risques à couvrir.

EXIGENCES

- Avoir complété un Secondaire V.
- Posséder un minimum de trois (3) ans d'expérience pertinente.
- Avoir une connaissance d'usage de l'anglais.
- Avoir une belle personnalité et une facilité d'expression orale et écrite.

CONDITIONS

- Salaire très intéressant déterminé en fonction des qualifications du candidat.
- Plan d'avantages sociaux complet.

EXAMINATEURS AU TÉLÉPHONE

Le service des Sinistres de La Société d'Assurance des Caisses Populaires (succursale de Montréal) est présentement à la recherche d'examineurs au téléphone.

FONCTIONS

Sous la responsabilité du chef de section sinistres, l'examineur au téléphone reçoit les avis de sinistres, transige certaines pertes et en confie d'autres à des agents de La Société ou des agences de réclamations indépendantes.

EXIGENCES

- Avoir complété un Secondaire V.
- Posséder un minimum de trois (3) ans d'expérience pertinente.
- Avoir une connaissance d'usage de l'anglais.
- Avoir une belle personnalité et une facilité d'expression orale et écrite.

CONDITIONS

- Salaire très intéressant déterminé en fonction des qualifications du candidat.
- Plan d'avantages sociaux complet.

LIEU DE TRAVAIL: Montréal

Les personnes intéressées à obtenir des renseignements supplémentaires et/ou à poser leur candidature sur ce poste sont priées de communiquer avec nous le plus tôt possible.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement.

La Société d'Assurance des Caisses Populaires,
Succursale de Montréal,
1259, rue Berri, 8e étage,
Montréal H3Z 1P0.

Tel.: (514) 845-8281.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Après de vous être tout emballés par ce poste, nous vous offrons une demande d'emploi à temps plein. Laissez-nous faire savoir à quel point vous êtes intéressés. La Presse vous offre son service confidentiel. Avec son de place l'enveloppe contenant votre demande d'emploi dans une autre longue adresse au:

"Service confidentiel La Presse"

case postale 0008 Montréal 1

en y joignant la liste de titres ou de personnes avec qui vous ne voulez pas entrer en contact pour ce poste. Ainsi, votre demande d'emploi ne passera pas à un destinataire non souhaité. Votre envoi sera soigneusement traité.

téléphone à 874-7320
ou écrire à
La Presse
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2T 1A9



Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

PROFESSEUR

Le Centre INRS Urbanisation est à la recherche d'un professeur-chercheur intéressé au domaine urbain.

FONCTION:

Le candidat devra consacrer environ 80% de son temps à la recherche, être apte à définir des projets à l'intérieur de la programmation du centre et être capable de diriger des assistants et des stagiaires pour réaliser ces projets. Il doit facilement travailler en équipe et s'intégrer à un centre déjà structuré.

EXIGENCES:

Doctorat en géographie, de préférence en géographie quantitative, et avoir au moins cinq ans d'expérience de recherche et être compétent dans les problèmes urbains.

SALAIRE:

Selon la convention collective en vigueur.

LIEU DE TRAVAIL:

INRS-Urbanisation
3465, rue Durocher
Montréal

Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 1er juin 1975.

Directeur du personnel
Institut national de
la recherche scientifique
2700, rue Einstein
Casier postal 7500
Sainte-Foy
G1V 4C7

DIRECTEUR D'ADMINISTRATION

LA COMPAGNIE:

Notre client est un distributeur de machinerie de construction. C'est une compagnie bien établie dans le marché, avec un chiffre d'affaires de plusieurs millions et qui est en pleine expansion. Elle dessert l'Est du Canada et a son siège social à Montréal.

LE DÉFI:

Un rôle clé dans la gestion de l'entreprise. Seconder le président, comprenant la planification, coordination des départements, budget, finances, négociation, etc. Opportunité très intéressante dû à la croissance accélérée de cette compagnie.

LES CANDIDATS:

Doivent faire preuve d'énergie, d'initiative, d'agressivité et de bon jugement. Doivent avoir environ 5 ans d'expérience dans des postes de gestion et préférentiellement avec des entreprises dans les lignes connexes. Doivent posséder le titre de C.A. et seront bilingues.

REMUNÉRATION:

Très intéressante en fonction de l'expérience.

Pour entrevue, communiquer avec:

Réal Desmarais 871-9410
CÔTÉ, MARQUEZ, ET CIE
comptables agréés

3 Place Ville-Marie, suite 131, Montréal, Qué.

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DUVERNAY requiert les services d'un DIRECTEUR (1,700 ÉLÈVES)

FONCTION :
Sous l'autorité du directeur général ou de la personne déléguée à cette fin par la commission conformément aux règlements et dictés en vertu des articles 202 et 204 de la loi de l'instruction publique (loi 77-1971), le directeur de l'école assume l'entière responsabilité de son école.

Il organise son école du point de vue administratif, pédagogique, financier et matériel et assume la gestion du personnel des divers champs d'activités de l'école, conformément aux politiques et aux règlements de la commission.

Il doit assurer des communications régulières et suivies à l'intérieur de son école, avec la commission et avec le milieu desservi par l'école.

QUALIFICATIONS :

- L'autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre;
- Une formation universitaire exigeant seize (16) années de scolarité;
- Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes;
- Une expérience de trois (3) ans au niveau 1 ou au niveau 2, à l'élémentaire ou au secondaire, directement reliée aux fonctions à remplir, ou l'équivalent.

TRAITEMENT :

\$14,172 à \$21,677 selon la politique administrative et salariale du M.E.O.

DIRECTEUR ADJOINT (2,000 ÉLÈVES)

FONCTION :

Le directeur adjoint assiste le directeur et assume la responsabilité d'un ou de plusieurs secteurs d'activités de l'école.

À la demande du directeur de l'école, il peut le remplacer et remplir une partie ou l'ensemble des fonctions de celui-ci.

Cependant, en cas d'absence, et d'incapacité d'agir du directeur de l'école, le directeur adjoint désigné à cette fin remplit les fonctions du directeur et en assume les responsabilités, jusqu'à tel moment où la commission nomme un nouveau directeur.

QUALIFICATIONS :

- L'autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre, ou une autorisation équivalente lorsque le poste comporte des responsabilités dans d'autres champs que celui de l'enseignement;
- Une formation universitaire exigeant seize (16) années de scolarité;
- Une expérience dans un domaine particulier pour résoudre des problèmes d'ordre technique et administratif complexes, de préférence dans un poste de chef d'équipe ou de chef de département, de section ou de groupe;
- Une expérience de cinq (5) ans, comme enseignant ou professionnel, selon les responsabilités du poste.

TRAITEMENT :

\$11,932 à \$19,550 selon la politique administrative et salariale du M.E.O.

MODALITÉ :

Faire parvenir votre "curriculum vitae" le ou avant le 4 juin 1975 au :

Service du Personnel
COMMISSION SCOLAIRE
RÉGIONALE DUVERNAY
3100, boul. de la Concorde
Duvernay, Ville de Laval

REUTERS RÉDACTEUR FINANCIER MONTRÉAL

Reuters recherche journaliste expérimenté dans le secteur financier, pour son service Reuter Canadian Financial Report Newswire à Montréal.

Candidats doivent être couramment bilingues et bien connaître le secteur industriel des affaires et les compagnies du Québec. On exige de trois à cinq ans d'expérience en journalisme, domaine financier et la formation acquise au service des dépêches serait souhaitable.

Excellents avantages sociaux.

Adresser un curriculum vitae au correspondant en chef:

REUTERS
P.O. BOX 403
COMMERCE COURT STATION
TORONTO, ONTARIO M5L 1J1

stelco

Notre compagnie requiert immédiatement les services d'un

COMPTABLE EN PRIX DE REVIENT

Le(la) candidat(e) assumera la responsabilité des analyses des coûts et de la vérification interne. Il (elle) devra posséder un diplôme d'études collégiales et de préférence poursuivre des cours vers l'obtention d'un diplôme R.I.A. ou l'équivalent. Il est essentiel d'avoir de 3 à 5 ans d'expérience en comptabilité de coût de revient ou fonctions de vérification interne pertinentes.

Nous offrons un excellent salaire et l'avantage complet d'avantages marginaux.

Pour une entrevue confidentielle, veuillez téléphoner au :

933-8686, poste 298

spécialiste en gestion

La Municipalité de la Baie James est à la recherche d'une personne d'expérience en administration pour coordonner tous les services de soutien auprès des employés dans le territoire. Il devra en plus coordonner tous les dossiers et projets administratifs importants à l'intérieur de la Municipalité.

Le titulaire de ce poste relèvera directement du Chef des services-conseils et sera en contact avec tous les hauts fonctionnaires de la Baie James et des différents ministères. Il sera localisé à Montréal.

Le candidat idéal possèdera les qualifications suivantes :

- un diplôme universitaire en administration, préférablement un M.B.A.

5 place ville marie, montréal H3B 2G4
2 place quebec, quebec G1R 2B6

- quelques années d'expérience dans la gestion, préférablement dans le secteur municipal, marquées de réalisations et de progrès imposants

- des aptitudes démontrées pour la diplomatie, l'entregent, le leadership, la communication et la synthèse

- une forte dose d'initiative et de jugement et le sens de la stratégie.

Le traitement dépendra des qualifications et du potentiel démontrés, mais pourra atteindre les \$19,000.

Les offres de services, qui seront traitées avec la plus grande discrétion, devront être accompagnées de renseignements complets sur le dossier académique, l'expérience professionnelle et les antécédents salariaux. Elles devront porter la mention "Dossier no 513", et être adressées à

Mineau,
Allard
et Associés
conseillers en administration

partie intégrante de price waterhouse et associés
membre de l'association canadienne des conseillers en administration



CANATOM LIMITÉE

RECHERCHE DES

TRADUCTEURS

Une société en pleine expansion, spécialisée dans le domaine de l'énergie nucléaire, est actuellement à la recherche de traducteurs techniques.

Attributions

Traduction de l'anglais au français et du français à l'anglais de cahiers des charges, devis, documents de soumission et d'offre de services, ainsi que participation à la rédaction de documents techniques.

Le traducteur devra aussi effectuer certains travaux de terminologie et de révision.

Expérience

Diplôme en traduction ou l'équivalent, avec au moins trois années d'expérience dans un bureau d'études ou un organisme de recherche scientifique.

Salaires proportionnels à l'expérience et excellent programme de bénéfices marginaux.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae qui demeurera confidentiel, au téléphone :

G. W. Barsalou
Officier de recrutement
879-4921
CANATOM LTÉE
1134-ouest, rue Ste Catherine,
Montréal, Québec H3G 2L6



CONTRÔLEUR ADMINISTRATIF

Dans un ensemble de compagnies reliées au domaine de l'informatique, le candidat devra superviser et contrôler la production et les coûts et assumer toutes les fonctions de gestion qui lui seront confiées. Il travaillera étroitement avec le directeur général.

Le poste intéressera les candidats gagnant actuellement environ \$14,000.

Faire parvenir Curriculum Vitae à l'attention de JACQUES G. HÉBERT

Mallette & Associés

COMPTABLES AGRÉÉS - CHARTERED ACCOUNTANTS
1400-ouest, rue Ste Catherine - MONTRÉAL, QUÉ. H3G 1R5
(514) 861-8211

UNE IMPORTANTE INDUSTRIE GRAPHIQUE

recherche un SURINTENDANT

dynamique, imaginatif et compétent pour son département de reliure

Adressez son Curriculum Vitae à
LA PRESSE ref. 16632
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal, Qué.

COMPTABLE AGRÉÉ

Occasion exceptionnelle d'acheter une participation dans une firme progressive de comptables agréés.

Écrire à :

LA PRESSE Ref. : 16634
C.P. 6041, Succ. "A", Montréal H3C 3E3

MEDICAL CARE CENTER INC.

1, Place Ville-Marie, Suite 3235

Nous sommes une agence de placement très spécialisée pour :

Infirmières et auxiliaires licenciées dans les hôpitaux de Montréal.

Nous vous paierons de très bons salaires.

Pour de plus amples renseignements, veuillez nous téléphoner à :

871-0179

afin de prévoir un rendez-vous

TECHNICIEN DES AFFECTATIONS

Compagnie de transport recherche un responsable de la préparation des affectations de ses 150 chauffeurs.

Personne capable de travailler sous un minimum de surveillance, bilingue et possédant dactylographie. Age sans importance, instruction collégiale minimum, préférence accordée au candidat possédant de l'expérience connue.

Salaires \$9,000 et plus, bénéfices marginaux usuels.

Faire parvenir demande à :

LA PRESSE, REF. : 16638
C. P. 6041, Succursale "A"
Montréal H3C 3E3

OPTOMÉTRISTE

REVENU ASSURÉ
RÉGION DE QUÉBEC

Pour informations prière de communiquer :

A Québec : Jour (418) 523-0191
Soir (418) 626-7964
frais vires.

FOYER ST-MARC INC.

Foyer d'hébergement de 75 lits situé dans le quartier St-Michel recherche

RESPONSABLE DES SOINS INFIRMIERS

Salaires et conditions de travail selon les normes du Ministère des Affaires sociales. Faire parvenir votre "curriculum vitae" à l'attention du Directeur Général

3300 Métropolitain est, Montréal, Qué.

374-2420

GÉRANT DE BUREAU

Important détaillant requiert les services d'un gérant de bureau bilingue, avec expérience de comptabilité pour prendre charge des comptes payables.

Salaires selon compétence. Bénéfices marginaux.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à :

LA PRESSE Ref. 16636
C.P. 6041, Succ. A, Montréal H3C 3E3

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES C.L.S.C. ST-LOUIS-DU-PARC

PERSONNEL REQUIS

Travailleur social
professionnel senior

- Dispenser les services de consultation sociale première ligne;
- Etablir les liens avec les organismes de services sociaux du milieu;

Infirmière en prévention

- Participer à la mise en œuvre des programmes de prévention et de dépistage;
- Etablir les liens avec les organismes de santé du milieu;

Secrétaire de direction

- Assister le Directeur général dans son travail quotidien;
- Effectuer la tenue des livres du C.L.S.C.;
- Voir à l'organisation matérielle des dossiers administratifs;

Secrétaire dactylo

- Fournir le support technique en dactylographie;
- Secourir la secrétaire de direction;

Telephoniste registraire

- Recevoir les appels téléphoniques;
- Recevoir et enregistrer les usagers;
- Responsable des dossiers des usagers;

EXIGENCES

- Diplôme universitaire en service social;
- Expérience pertinente;
- Capacité de programmation;

- Baccalauréat en nursing, option santé communautaire;
- Capacité de programmation;

- Diplôme d'études secondaires;
- Minimum de trois ans d'expérience de secrétaire;
- Maîtrise parfaite de la langue française et bonne connaissance de la langue anglaise parlée et écrite;

- Diplôme d'études secondaires;
- Dactylo;
- Familiarité avec le dictaphone;

- Diplôme d'études secondaires;
- Dactylo;

Exigences générales pour tous les postes:

- Bilinguisme (français et autre langue);
- Ont des intérêts et aptitudes pour travailler en équipe;
- Ont des intérêts et aptitudes pour travailler dans un milieu multiculturel;
- De préférence, connaissance et ou expérience dans le quartier ou dans un autre milieu sensible;
- Flexibilité quant aux heures de travail;

LE TERRITOIRE DU C.L.S.C. EST:

St-Denis — Avenue du Parc
Van Horne — Sherbrooke

SALAIRES

Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

Faire parvenir CURRICULUM VITAE avant le 6 Juin en indiquant le poste concerné à :

C.L.S.C.
ST-LOUIS-DU-PARC
4652 rue Jeanne Mance
Montréal, P.Q. H2V 4J4



Fonction publique
Canada

Public Service
Canada

CE CONCOURS EST OUVERT ÉGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

AGENT RÉGIONAL DE LIAISON ET D'INFORMATION

\$13,638 - \$15,457

FONCTIONS : Sous la direction du Directeur régional, concevoir, planifier et diriger un programme d'information pour l'ensemble de la région du Québec, coordonner et contrôler les activités qui ont trait aux plantes des usagers des services de télécommunications, concevoir et produire à l'intention des employés de la région une revue de presse hebdomadaire et un bulletin mensuel d'information, planifier, organiser et gérer un centre régional de documentation, rédiger et condenser la production de divers rapports, mémoires et autres documents de travail.

QUALITÉS : Le diplôme d'enseignement collégial (D.E.C.) avec spécialisation en journalisme, en communications ou en information est le minimum acceptable. De plus, ce poste exige une aptitude manifeste à rédiger des textes dans différents styles ainsi que différentes méthodes de présentation dans les médias écrits, visuels et parlés.

La connaissance du français et de l'anglais est essentielle.

Les dispositions de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique s'appliquent aux nominations dans le cadre de ce concours.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS MONTREAL, QUE.

Si vous êtes intéressé, veuillez faire parvenir votre Curriculum Vitae ou une demande d'emploi (PSC 367-4110) que vous pouvez vous procurer aux bureaux de la Commission de la Fonction publique du Canada, aux Centres de Main d'Œuvre du Canada ou à un bureau de Poste à l'adresse suivante :

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA
BUREAU RÉGIONAL DU QUÉBEC
PLACE DU CANADA, BUREAU 1360,
MONTREAL, QUE. H3B 2R1

Veuillez mentionner le numéro de concours 75 M400-4-200



CHURCHILL FALLS
LABRADOR CORPORATION LIMITED

Opérateurs de centrale électrique

Nous recherchons des opérateurs pour la centrale hydro-électrique de Churchill Falls. Les candidats doivent avoir au moins trois ans d'expérience comme opérateurs de centrales hydro-électriques, de lignes de transmission et de distribution et de sous-stations. La connaissance de l'anglais est essentielle.

Nous fournissons des logements familiaux ainsi que des avantages et des conditions de travail excellents.

Veuillez envoyer en toute confiance les renseignements concernant vos qualifications à :

H. T. Perry,
Agent du Personnel,
Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited,
Churchill Falls, Labrador,
Newfoundland.

REPRÉSENTANT DE FABRICANT

L'un des principaux fabricants canadiens de moteurs électriques de petite puissance pour C.A. et C.C. demande un représentant pour le marché du Québec.

La tâche principale de ce représentant consistera à développer la clientèle aussi bien qu'à servir les clients existants. Poste idéal pour personne ou entreprise ayant déjà la représentation de produits connexes.

Adresser les offres de service à :

La Presse, ref. : 16630
C.P. 6041, Succursale "A"
Montréal H3C 3E3

Il est essentiel d'être bilingue

SOUS LE SOLEIL

DU NOUVEAU

Ce qu'il y a de nouveau sous le soleil, c'est que l'été est placé sous le signe de la détente et de l'action au rayon des sports Eaton. Centre-ville (cinquième étage) et tous les magasins Eaton, durant les 3 prochaines semaines. Des événements de tous genres y attendent le sportif. Et si, pour vous, "être sportif" c'est de gagner une course, ou si c'est de grignoter au parc Jarry, en regardant un match de baseball, que ce soit être spectateur ou participant, Eaton a du soleil pour vous...

SEMAINE I (26-31 MAI)

VISITEZ le kiosque d'information du YMCA sur son programme de Survie en Forêt, aux magasins du Centre-ville, de Pointe-Claire et d'Anjou. Toute la semaine. Des films d'information sont projetés au Centre-ville seulement.

RESTEZ en forme, c'est important! Des représentants de Ben Weider vous montreront comment, jeudi et vendredi, les 29 et 30 mai, à 19h00 et 20h00, et le samedi 31 mai, à 13h00 et 15h00 au Centre-ville et à Laval.

KUNG FU! Des combats que vous pourrez voir le jeudi 29 mai à 18h30, au magasin du Centre-ville.

TAE KWON DO! Des démonstrations de cet art coréen auront lieu le jeudi 29 à 18h30 à Cavendish, et le vendredi 30 mai, à 18h15 au Centre-ville.

KARATE CORÉEN! Un sport qui peut tuer! Voyez par vous-même le jeudi 29 à Anjou.

WODOKAN KUNG FU! Tel qu'un maître peut le démontrer, le vendredi 30 à Laval.

CYCLISME! En collaboration avec le vél-o-thon Dollars pour le Diabète. Des bicyclettes d'exercices seront assemblées et mises à votre disposition le vendredi 30 mai, au Centre-ville.

TIRAGES! Participez à nos 2 grands tirages: vous pouvez gagner un vélo 10-vitesses ou un séjour de 7 jours au camp de Survie en Forêt du YMCA. Procurez-vous des bulletins de participation au magasin Eaton du Centre-ville et à tous les magasins Eaton de banlieue.

CE N'EST PAS TOUT!

Il y a deux autres semaines débordantes d'activités chez Eaton:
du 2 au 7 juin, semaine de la Sécurité Aquatique: kiosques, films et démonstrations par la Croix-Rouge canadienne.
Défilés de mode mettant en vedette des tenues-sports créées par Duofold, Hanson Mills, **Head**, Gordini, Speedo et Mondor.
Démonstration de la mode Koret of California
D'autres démonstrations Weider.
Conseils du tennisman professionnel J. P. Emmanuel
Conversez avec l'entraîneur de natation George Gate.

LISEZ votre journal pour savoir les dates et les heures.

ACCOUREZ chez Eaton...il y a du soleil pour vous!

Avis aux détenteurs de numéros d'ordre d'attente ayant été distribués au magasin Eaton du Centre-ville.
Veuillez prendre note que nous avons pris de l'avance au service de vente, selon l'ordre des numéros d'attente précités.
Pour de plus amples renseignements, veuillez composer 842-9331 et demander le Service des relations publiques.



MONTREAL
877, rue Ste-Catherine ouest

POINTE-CLAIRE
Centre commercial
Fairview

ANJOU
Les Galeries
d'Anjou

MAIL CAVENDISH
Boul. Cavendish
quartier Côte St-Luc

CARREFOUR LAVAL
Sortie 7 de l'autodoute Laval

MAGASIN-ENTREPÔT
4505 Hickmore

LANGELIER
(Centre d'aubaines)
Centre commercial
Langelier

LASALLE
(Centre d'aubaines)
Centre commercial
Port-Mercier

HEURES D'OUVERTURE EATON
Lundi, mardi, mercredi de 9 h 30 à 18 h 00
Jeudi, vendredi de 9 h 30 à 21 h 00
Samedi de 9 h 00 à 17 h 00

LA CARTE COMPTABLE EATON:
Une façon moderne de magasiner.
Le standard téléphonique
ouvre à 8h30. 842-9211

EATON